

INCOR

Mars 1993 - n° 367

Dossier Europe de l'Est le mirage du marché

✓ **AFRIQUE**
**Mensonge
libéral**



✓ **BRESIL**
**Administration
douce-amère**

✓ **GRANDE-
BRETAGNE**
**Parti ouvrier
introuvable**

Prix : 35 FF - 8 FS - 175 FB



INPRECOR

3

EDITORIAL

Eléphants dans un magasin de porcelaine

4

AFRIQUE NOIRE

Le mensonge libéral

Claude GABRIEL

8

MALCOLM X

Au-delà des caprices de la mode

Ron DANIELS

10

GRANDE-BRETAGNE

Cherche parti ouvrier

Phil CLARKE

13

EX-YUGOSLAVIE

Des plans pour quelle paix ?

Catherine SAMARY

DOSSIER EUROPE DE L'EST

15

Le mensonge du marché

Catherine SAMARY

20

RUSSIE

Hiver d'un calme gênant

Alexandre BOUZGALINE

23

POLOGNE

Les lambeaux de l'utopie

Jan MALEVSKI

24

Le mythe de la justice sociale

Jacek KURON

24

Les femmes sur la sellette

Krystyna POLITACHA

29

URUGUAY

Le gouvernement KO debout

Ernesto HERRERA

32

BRESIL

Le gambit d'Itamar

João MACHADO

34

Radical, pas sectaire

Interview d'Olívio DUTRA

30

NOUVELLES DU MONDE

COREE — TUNISIE — CUBA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Le "mea culpa" de la rédaction

Contrairement au contenu éditorial et à la maquette intérieure, fort appréciés, la couverture du premier numéro de notre nouvelle formule mensuelle a suscité beaucoup de critiques. Le premier mécontent était notre ami Youssef, qui en avait conçu le projet avec des spécifications que nous n'avons malheureusement pas pu respecter pour des raisons techniques.

Nous revoyons, en ce moment même, la maquette de la "une" que nous tâcherons d'améliorer pour notre prochain numéro.

Bien entendu, une couverture ratée ne doit pas empêcher nos lecteurs et lectrices de s'abonner (si ce n'est pas déjà fait) et d'abonner leurs amis et connaissances.

La rédaction

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Revue mensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux
libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement ☐

Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Eléphants dans un magasin de porcelaine

Ce qui a commencé comme une farce — le remake hilarant du débarquement des troupes américaines en Normandie sur une plage de Somalie — semble s'achever en tragédie, à en juger par la marche des événements à Mogadiscio, au cours des derniers jours de février. Les Marines ont démontré, une fois de plus, qu'ils ont la gachette facile, n'hésitant pas à tirer dans la foule lorsque celle-ci leur est hostile.

On a pu voir aussi sur les télévisions du monde entier que le traitement réservé par les soldats américains aux Somalis n'avait rien à envier à celui qu'administrent régulièrement les soldats israéliens aux jeunes lanceurs de pierres de l'intifada palestinienne.

Etrange intervention humanitaire dont les "héros" ressemblent de plus en plus à une armée d'occupation ! Et par un "effet pervers" tout à fait paradoxal, mais pourtant annoncé, les bienfaiteurs de l'armée des Etats-Unis risquent de mettre en péril tout le travail des organisations réellement humanitaires. En somme, les Somalis risquent de se retrouver plus démunis après le départ des troupes américaines qu'ils ne l'étaient avant leur intervention. Moralité : les soldats du Pentagone sont aussi à l'aise dans l'action humanitaire que des éléphants dans un magasin de porcelaine.

Et pourtant... ne voilà-t-il pas qu'ils étendent maintenant leur vocation tardive d'émules de l'Armée du Salut, à l'ex-Yougoslavie ? Cette fois-ci, en vérité, c'est faute d'oser en faire plus. Dans le désert irakien, vaste étendue de terrain plat et nu, la guerre américaine ressemblait à un gigantesque *war game* grande nature et victimes en chair et en os. Les soldats du Pentagone y étaient lions, sans péril et sans gloire. Toute autre est l'ex-Yougoslavie : là-bas, la "frappe chirurgicale" nécessiterait que les engins de mort soient guidés par la bonté divine plutôt que par ordinateur. Là-bas, tout le génie militaire du grand vainqueur de l'armée morte de Saddam Hussein, le général Schwarzkopf lui-même, ne suffirait pas à éviter à ses *boys* d'y laisser des plumes, à moins d'écraser sous leur rouleau compresseur ou leur tapis de bombes non seulement des civils en uniforme, mais des civils en habits de ville et de village, avec femmes, enfants et vieillards.

Le Pentagone, quoi qu'on en dise, est toujours fortement marqué par les traumatismes du Viêt-Nam et de Beyrouth (rappelez-vous l'hécatombe de Marines provoquée par l'opération-suicide du Djihad islamique). C'est ce même Pentagone qui, avec l'appui de son ami, le secrétaire à la Défense, Les Aspin, et le soutien du secré-

taire d'Etat, Warren Christopher, a fortement conseillé à Clinton, certainement plus expert en saxophone qu'en affaires internationales, de changer de ton au sujet de l'ex-Yougoslavie.

Du coup, les grandes menaces d'intervention militaire accouchent d'une intervention... "humanitaire", pour le moment du moins. Histoire pour Clinton de ne pas perdre totalement la face et de pouvoir prétendre avoir fait "quelque chose". De l'aide aux Bosniaques assiégés, on est même passé à l'aide sans distinction à toutes les parties : non seulement par conformité au code de conduite des organisations humanitaires, mais aussi — surtout, en fait — parce que le parachutage "chirurgical" n'est pas encore techniquement possible dans une région où les "ethnies" sont si enchevêtrées.

L'ex-Yougoslavie apparaît de plus en plus, pour les nouveaux maîtres de Washington, comme un guépier où il serait mal avisé de trop se fourrer. Encore plus, depuis que quelqu'un s'est chargé de leur donner un avant-goût d'attentat à la libanaise dans Manhattan même, la Mecque du capitalisme — pire, dans sa grande mosquée : le World Trade Center. Le tout couronné par cette menace inquiétante entre toutes : l'armée russe qui, dans sa déliquescence avancée, rue dans les brancards et se prend de passion pour ses frères slaves de Serbie, et qui pourrait percevoir une intervention militaire des Etats-Unis contre les Serbes comme une offense intolérable à sa dignité, déjà très bafouée.

Du coup, Clinton qui avait, à juste titre, qualifié le plan de dépeçage de la Bosnie sous prétexte de cantonisation, concocté par le tandem Vance-Owen, de plan de ratification de la "purification ethnique", s'y est soudain rallié. Argument officiel : on s'est aperçu qu'en effet, il serait impossible aux différentes "ethnies" de Bosnie de vivre ensemble à nouveau.

Belle hypocrisie de ceux pour qui les grands principes sont fonction du calcul

des intérêts et des risques. On connaît la rengaine : pendant quinze ans, la droite chrétienne libanaise affirma qu'il était impossible aux chrétiens du Liban de vivre ensemble à nouveau avec leurs compatriotes musulmans. Elle réclama inlassablement la cantonisation du pays, que tout le monde savait devoir déboucher sur une partition de facto plutôt que sur une nouvelle Suisse. Les musulmans libanais, ainsi que la gauche et tous les allergiques au fanatisme, toutes religions confondues, rejetèrent énergiquement les propositions de la droite chrétienne. Le contexte régional et mondial ne militait pas, non plus, en faveur de celles-ci. Résultat : depuis plus de deux ans maintenant, depuis que la guerre a cessé en raison du bouleversement des données régionales provoqué par la crise du Golfe, le pays se reconstruit, ses régions et communautés s'intègrent à nouveau et de façon croissante. Quinze ans de guerre fratricide acharnée, alimentée par le fanatisme, n'ont pas empêché le gros de la population civile de coexister à nouveau dans la paix et la confiance — dont témoigne le brassage quotidien des communautés.

Certes, le Liban n'est pas à l'abri de nouvelles explosions que provoquerait sur son territoire un rebondissement des conflits régionaux. Mais il en faudrait beaucoup pour que la population elle-même soit mobilisée comme elle le fut auparavant. La preuve, en tous cas, aura été faite que, quand les milices du fanatisme sont neutralisées, les civils n'aspirent qu'à coexister en paix, dans le respect mutuel de leurs différences. C'est de cette façon-là qu'il faut aujourd'hui "libaniser" la Bosnie et l'ensemble de l'ex-Yougoslavie. Un seul moyen pour cela : que le monde se prononce clairement contre la ségrégation ethnique et dissuade les fanatiques de poursuivre leur aventure meurtrière, en renforçant l'embargo sur les armes à destination de ces derniers et en armant les partisans de la coexistence. ★

Le mensonge libéral

Depuis trois ans, l'Afrique noire vit une situation générale de crise et de changements politiques. Le Zaïre, le Togo ou le Rwanda sont plongés dans une confusion politique extrême. Les puissances impérialistes de tutelle respective n'ont pas de solution de rechange satisfaisante pour leurs intérêts. Chaque pays a ses spécificités ; toute une série de contrastes reflètent des histoires coloniales et contemporaines originales. Mais la quasi-simultanéité des événements recouvre des causes communes qu'il faut identifier.

Claude GABRIEL



Jamais, depuis la fin des années 50 et le début des années 60, ce continent n'avait, en effet, retrouvé un tel niveau de conjonction. A l'époque, la crise structurelle du colonialisme donnait un sens commun à des développements politiques séparés. Quel est donc aujourd'hui le dénominateur commun ?

Bien sûr, quelques pays ne sont pas encore touchés par cette évolution. Il y a aussi, dans plusieurs cas, la superposition de conflits armés antérieurs. Quoiqu'il en soit, une certaine unité du processus est perceptible.

L'image d'un continent à la dérive est dorénavant un lieu commun. Bien que très contrasté et basé sur les données macro-économiques, ce diagnostic permet de comprendre le lien existant entre les reculs de la productivité agricole, la crise des exportations de produits primaires, la chute des investissements productifs, la rapide dégradation des systèmes éducatifs et de prévention sanitaire, la croissance des migrations etc. Un mal général affecte l'Afrique noire et agit donc sur l'ensemble des paramètres socio-économiques.

Nous assistons à l'épuisement d'un modèle économique et politique. La crise institutionnelle qui fissure le modèle d'Etat post-colonial se combine aux autres séismes socio-économiques. Le système de relations issu de la colonisation qui

donnait à l'Afrique noire une certaine place dans l'économie internationale est arrivé à un point de rupture. Cette évolution générale-là, en s'accéléralant au cours des années 80, a donné naissance à cette simultanéité des événements politiques.

La fin d'une époque

Les années 70 avaient laissé croire à une possible croissance linéaire. Malgré l'alourdissement de la facture pétrolière pour les pays non-producteurs d'hydrocarbures, les pays africains bénéficiaient généralement d'une forte hausse de leurs revenus à l'exportation et d'un accès facile au marché financier mondial grâce à la masse des capitaux rendus disponibles par les transferts opérés sur le marché pétrolier. Cette situation convenait assez aux puissances industrielles qui favorisaient l'investissement industriel par endettement et se garantissaient ainsi quelques marchés d'équipement supplémentaires. Le kilo de café passe de 115 à 334 cents entre 1970 et 1980, celui du cacao de 68 à 260 cents, le bois scié de 93 à 365 dollars le m³, la tonne de phosphate de 11 à 47 dollars etc.

C'est l'époque du rêve d'industrialisation, de la construction d'usines surdimensionnées et des discours sur le nouvel ordre économique international ou les transferts de technologie... Pourtant rien ne change au plan des structures de dépen-

dance et l'endettement s'accroît. Le début de la décennie suivante a vu la même insouciance alors que le sol était déjà en train de se dérober, à commencer par la place des productions primaires africaines sur le marché mondial (cours qui s'effondrent et demande stagnante). La réorganisation technologique dans les grands pays industriels et les modifications des flux commerciaux mondiaux ont brutalement modifié la place globale du continent dans la division internationale du travail. La majorité des pays et des productions est alors touchée.

A la même époque sont appliqués les premiers plans d'ajustement structurel sans adjonction de projets de développement alternatif... Le grand délabrement commence !

En 1990, les apports privés extérieurs ne représentent plus que 6,8 % des flux, contre 24,6 % en 1982. La part des investissements directs passe de 10,3 % à 4,7 %. Cette perte d'attrait pour les placements internationaux se double d'un recul de la part de l'Afrique noire dans la production mondiale : avec 500 millions d'habitants, le Produit intérieur brut (PIB) de toute cette région est aujourd'hui inférieur à celui de la seule Belgique.

A cette crise économique s'ajoute une crise sociale et politique. Sans revenir ici sur la nature des Etats africains post-coloniaux, il faut néanmoins souligner le rôle

spécifique de ceux-ci dans la formation de l'accumulation privée locale, dans la légitimation du territoire "national" et dans la construction d'une conscience nationale pourtant souvent introuvable.

Les institutions internationales feignent de découvrir la gangrène de la corruption dans ces sociétés. Les systèmes politiques mis en place au moment du passage à l'indépendance n'ont pourtant jamais fonctionné autrement avec la bénédiction de tous les donateurs extérieurs.

Il faut d'ailleurs distinguer les deux formes complémentaires de ce système. La première est un mode général de redistribution des revenus à travers la fonction publique, l'armée mais aussi les liens ethniques et lignagers. Elle ventile des ressources que le pouvoir contrôle à travers sa gestion quotidienne des aides extérieures et des revenus à l'exportation. Elle prend aussi bien l'aspect du gonflement permanent de l'emploi administratif que de l'aide privilégiée apportée au village d'origine de tel ou tel ministre.

La seconde forme est celle de la prédation et de la dilapidation totale des deniers publics par la clique au pouvoir.

Prédation et dilapidation

Il est nécessaire de distinguer ces deux "fonctions" car les années 80 ont vu un recul relatif de la première et la continuité de la seconde. Il y a dans les deux cas formation de mécanismes d'accumulation privée et émergence d'un petit monde affairiste. Mais le premier niveau est souvent perçu comme le principal moyen de maintenir la cohésion sociale et de fournir une légitimité au pouvoir. Il redistribue en cascade et alimente - de manière inégalitaire et oppressive - les diverses couches sociales de la société. Or cet aspect de la gestion privée du bien public - politiquement légitimé - entre en crise dans les années 80 quand le marasme et les plans d'ajustements structurels réduisent les revenus de l'Etat. Ce sont alors les dépenses strictement ostentatoires des cliques au pouvoir qui se perçoivent le mieux. On connaît les cas d'école : Mobutu au Zaïre, Eyadema au Togo, Bongo au Gabon, ou Moussa Traore au Mali.

Le choc social est rapide, profond. Le village rural est tout autant en crise que la ville. Les différenciations sociales s'affirment et toutes les classes et couches sont atteintes : la paysannerie dont le revenu baisse, les employés et travailleurs licenciés pour cause de privatisation, les fonctionnaires relégués au secteur informel pour "dégraissage" de la fonction publique ou payés épisodiquement, les diplômés de l'université sans espoir d'embauche et

toute une frange de la petite bourgeoisie urbaine qui est privée de la manne redistribuée par les hautes sphères du pouvoir.

Pour maintenir le vieux modèle de régulation sociale et économique, il faudrait une croissance exponentielle des aides publiques étrangères. Or celles-ci diminuent du fait-même de la crise internationale et de l'endettement des Etats donateurs.

Quel que soient leur système constitutionnel et les aléas des libertés publiques accordées, les pouvoirs font face à un mécontentement généralisé. Des pays comme le Sénégal où le multipartisme existe pourtant depuis des années connaissent la même contestation générale, des grèves à répétition et des émeutes.

L'échec de l'ajustement

Inquiètes de cette rapide détérioration, les institutions internationales ont cherché à assainir la situation par un système d'aides conditionnelles. Il n'a jamais été question au départ de lier les plans d'ajustements structurels à la démocratisation des régimes. Cette notion est récente et passablement opportuniste. Mais dès les années 80, il est demandé aux gouvernements africains de procéder à des changements profonds dans leur mode de gestion socio-économique. Beaucoup de choses sont connues maintenant sur le caractère doctrinaire de ces injonctions. C'est que généralement la gestion privée et prédatrice de l'Etat est confondue avec l'ampleur propre du secteur public. La nécessité objective d'un tel secteur, a fortiori dans un contexte post-colonial récent est ignorée. Le slogan "trop d'Etat" laisse entendre qu'en en réduisant rapidement la surface économique (sociétés industrielles nationalisées, sociétés d'achat et de distribution) on réduira les niveaux de corruption. La privatisation est supposée imposer d'autres critères de gestion ; elle impliquerait par essence un système vertueux de reproduction autour d'objectifs exclusivement commerciaux...

Or rien n'est moins certain aujourd'hui en Afrique noire. Tout d'abord la faiblesse de l'épargne et l'extrême modestie des capitaux locaux rendent les privatisations très aléatoires. Souvent, les barons du régime ramassent la mise, permettant de passer d'un monopole public à un monopole privé.

Rien ne change pour autant quant au fond : la recherche d'un profit à court terme, la spéculation et la faible part du réinvestissement caractérisent généralement la philosophie du secteur privé africain. Enfin, l'inadéquation du système bancaire et la réticence des investisseurs

étrangers couronnent le tout. En Guinée, des entreprises ont été liquidées faute d'avoir trouvé des acquéreurs.

Le coût financier (sans parler du coût social) n'a pas été pris en compte par la Banque mondiale. L'apport d'argent frais lié à des privatisations et à la réduction des dépenses publiques a des effets pervers qui ne sont pas pris en compte. Cet ajustement externe, obtenu une fois la demande intérieure réduite, décourage les activités tournées vers le marché local. C'est ainsi que le rééquilibrage des finances publiques s'obtient souvent par l'arrêt d'investissements nécessaires pour une croissance. De ce fait certains coûts de production augmentent, réduisant les conditions de rentabilité pour l'investissement escompté.

La débandade

La catastrophe est telle que le trouble a finalement envahi diverses sphères institutionnelles. Le directeur du développement à la Commission européenne, Dieter Frish, s'inquiétait de la tournure des événements : « Certains gouvernements peuvent être tentés de souscrire à des réformes auxquelles ils n'adhèrent pas pleinement ou dont ils n'ont pas mesuré toutes les conséquences... Mais surtout, on peut craindre que de tels programmes de réformes, qui auraient été largement conçus par des experts extérieurs, ne soient pas vraiment adaptés aux contraintes, aux particularités et aux capacités des pays concernés, ce qui mettrait en cause leur viabilité » (1). L'auteur de ces lignes a finalement démissionné de son poste au début de 1993.

En France, le même malaise traverse maintenant toutes les réflexions officielles sur le bilan des années 80. Un rapport gouvernemental sur la coopération et le développement de l'Afrique admet ouvertement qu'une série d'erreurs graves a été commise à propos de la libéralisation imposée et de la logique des financements externes conditionnés (2). Dans le cas français, s'ajoute par ailleurs l'aveu que la zone franc, supposée protéger de certains déséquilibres les pays africains qui en sont membres, était aussi à bout de souffle. Plus rien ne va, pas même la Convention de Lomé liant la plupart des pays africains à l'Europe communautaire. Le système *Stabbex* de compensation des pertes à l'exportation est dorénavant incapable de suivre le rythme de la détérioration des termes de l'échange. Jacques Delors reconnaissait le 2 mai 1991 à Dakar qu'il

1) *Courrier ACP-CEE*, 1988.

2) Ministère de la coopération et du développement, service des Affaires financières et de la coordination géographique, *Situation pour 1991*, Documentation française, Paris.

Le crépuscule sans fin des dinosaures

Les régimes en place dans la presque totalité des pays d'Afrique Noire sont les héritiers plus ou moins directs des potentats que les puissances coloniales ont laissés derrière elles lors de la "décolonisation". Quelques dizaines d'années après, la néocolonisation a été tellement réussie qu'il ne reste dans ces pays que les tyrans en place — et ces derniers le savent pertinemment et jouent sur le fait que leurs tuteurs impérialistes n'ont aucune solution de rechange. L'allié principal de ces "frankensteins" coloniaux est la peur du vide de leurs soutiens occidentaux, et surtout la peur que le vide ne soit occupé par l'"Afrique qui souffre".

Le cas de Mobutu, au Zaïre, est sans doute le plus tragiquement exemplaire. Après avoir fait des concessions pseudo-démocratiques (surtout pour satisfaire le besoin de paraître démocratique de sa puissance de tutelle belge), le maréchal-président n'a pas hésité à utiliser sa garde prétorienne pour mater dans le sang la révolte de l'armée et les manifestations de la population. Il sait qu'en cas de rupture définitive avec la Belgique, il sera toujours temps de négocier le soutien de la France. Mais que dire du président rwandais, Habyarimana : s'il a utilisé la vieille recette de la cooptation du chef d'un opposant au poste de Premier ministre, il n'en soumet pas moins son pays à un véritable génocide de la minorité tutsie.

Enfin, le président Togolais, Eyadéma, a reçu personnellement un appui politique de son ami Pasqua — valant aussi pour les autres et semblant dire : « *Tenez bon jusqu'en mars ! Nous arrivons !* » — et joue la montre, laissant cyniquement se vider la capitale de son pays, les habitants de Lomé fuyant la répression. ■

MC

fallait trouver un autre système pour « *un partenariat entièrement renouvelé* ». Euphémisme !

Le problème n'est donc pas celui du "trop d'Etat", mais évidemment celui de la nature sociale du pouvoir. La bataille pour la démocratie ne devrait pas avoir d'autre raison que de commencer à résoudre les problèmes du sous-développement et de la misère. Et c'est d'ailleurs à l'aune de cet *a priori* que l'on peut maintenant mesurer les limites des processus de "démocratisation" et des forces d'opposition.

Au départ il y a eu dans la plupart des pays, au cours de ces crises, d'importantes mobilisations populaires. La population urbaine s'est mobilisée, elle s'est rangée majoritairement derrière des partis d'opposition et des syndicats. Or, à quelques rares exceptions près, la quasi-totalité des oppositions politiques et des forces à profession de foi démocratique n'ont pas pu ou pas voulu prendre durablement en compte les revendications populaires pour fonder leurs pratiques. Il y a beaucoup de phraséologie sur l'Etat de droit et sur la "société civile", mais fort peu de vision à long terme à partir des besoins sociaux du plus grand nombre. Certaines analyses de ces forces insistent d'ailleurs plus sur l'aspect "groupe de pression" que sur la fonction durable d'un parti idéologiquement défini. Dans beaucoup de cas du moins, l'affaire se joue essentiellement entre les seules élites. Un grand nombre d'hommes politiques des divers régimes antérieurs se recyclent ainsi.

On voit des oppositions réclamer l'ingérence des puissances étrangères ; on voit même aujourd'hui, au Congo, les nouveaux dirigeants envisager la venue d'observateurs sud-africains pour la sur-

veillance des prochaines élections législatives.

L'essentiel de ces forces - qu'elles soient toujours à l'extérieur du pouvoir ou pas - ne prend pas sérieusement en compte les facteurs structurels de la dépendance économique. Elles veulent même démontrer leur compétence au regard des axiomes de la Banque mondiale et du FMI. Beaucoup de ces oppositions ont aussi tendance à identifier le totalitarisme du régime sortant à l'ampleur du secteur d'Etat qu'il contrôle effectivement.

Le salut par l'ingérence ?

Et elles accompagnent leur programme démocratique d'une acception des plans d'ajustement. Le programme économique de l'opposition kenyanne, rédigé avec l'aide de la fondation allemande *Friedrich Naumann Stiftung*, incluait privatisations et compressions d'effectifs dans la fonction publique.

L'exemple de la Zambie est à ce titre très illustratif. A peine un an après son accès à la présidence, Frédérick Chiluba (et son *Mouvement for Multy-Party Democracy*) a commencé à connaître quelques problèmes. Il avait pourtant été pris pour exemple d'une possible transition pacifique et d'un renouveau de l'élite politique. Son propre parti s'est divisé, le mécontentement populaire a repris et le gouvernement s'est vu dénoncé comme l'otage de quelques puissants hommes d'affaires. On évoque le recyclage dans les rouages de l'Etat d'anciens caciques du pouvoir précédent. Le nouveau régime se donne pour première tâche de privatiser 300 entreprises. L'affairisme et la corruption sont à nouveau fustigés et la popula-

tion ne voit pas son sort s'améliorer (3). Faut-il y voir la raison des 70 % d'abstentions aux dernières élections partielles ?

D'autres pays sont dans une situation similaire. Le Congo, par exemple, où l'élection de Pascal Lissouba n'a rien changé aux pires combines politiciennes d'alliances et de coalitions douteuses pour partager un bout du pouvoir. Et pourtant dans tous ces cas, les ambassades occidentales, toujours très actives, ont poussé leurs protégés, influencé les débats, fourni les experts constitutionnels !

Le plus inquiétant reste que les oppositions les plus radicales semblent, elles aussi, dépourvues de toute vision globale des rapports de domination qui sous-tendent la crise actuelle. C'est une véritable coupure culturelle, politique et idéologique qui voit des courants abandonner toute identification à un projet de rupture anti-impérialiste et se référer à des thèses d'aménagement réformiste de la dépendance. On retrouve ici les effets de la situation politique mondiale, de la crise du projet socialiste et de la perte de références sociales pour fonder un projet politique. Il y a là une contradiction supplémentaire au moment où les populations laborieuses reprennent justement le chemin des mobilisations indépendantes. Mais ces pays ne sont pas comparables à ceux d'Amérique latine : ici il n'y a presque jamais eu de mouvement ouvrier indépendant. Or si la crise économique actuelle exacerbe les mécontentements, elle ne favorise pas, pour le moment, une meilleure compréhension de l'incompatibilité des différents intérêts sociaux en présence.

Limites des oppositions

Du coup, les capitales occidentales colmatent les brèches et cherchent à gagner du temps. Dans beaucoup de cas, comme celui du Zaïre, elles ont tenté des reclassements par le biais de coalitions entre les équipes en place et leur principaux opposants. Cela a été le cas au Sénégal avec l'entrée au gouvernement d'Abdoulaye Wade, principal opposant, avant qu'il n'en sorte pour se représenter comme oppositionnel aux récentes élections présidentielles. C'est aussi une forme de cohabitation qu'a cherché à mettre en place la France au Togo en maintenant un certain soutien au dictateur Eyadéma, toujours chef de l'Etat, tout en poussant d'autre part ses pions dans les forces gouvernementales issues des élections générales. Même chose à Madagascar avec la valse hésitation de Paris entre le sortant

3) "Has the MMD been hijacked?", *Southern Africa*, Août 1992.

Ratsiraka et les "forces vives" d'opposition. Les puissances étrangères avancent pragmatiquement dans la recherche d'une salubre stabilité politique. Ne donnant finalement crédit ni aux dictateurs qu'elles ont jusqu'à présent soutenus ni aux équipes oppositionnelles, elles estiment souvent préférable de tenter un arrangement entre les deux.

Combines et reclassements

Le bilan, là aussi, est sans ambiguïté : au Zaïre, au Togo, à Madagascar, au Kenya, au Cameroun le dictateur a su manœuvrer, gagner du temps et a fait tirer sur la foule. En Côte d'Ivoire, au Malawi, en Centre-Afrique, le vieux système se prolonge encore un peu dans la répression et le grotesque. Au Kenya et au Cameroun les régimes en place ont pu obtenir des majorités électorales "démocratiques" pour prolonger encore un peu leur crédit international.

La plupart des transitions se sont faites au travers de "conférences nationales" où se retrouvaient toutes les forces politiques et syndicales. Ce sont elles qui ont négocié les réformes constitutionnelles et les processus électoraux. Les Eglises et les chefs religieux y ont souvent joué un rôle central. Comme au début des années 60, les textes constitutionnels - souvent établis avec des experts étrangers - ont été copiés sur des modèles occidentaux, avec une accentuation du rôle de l'exécutif.

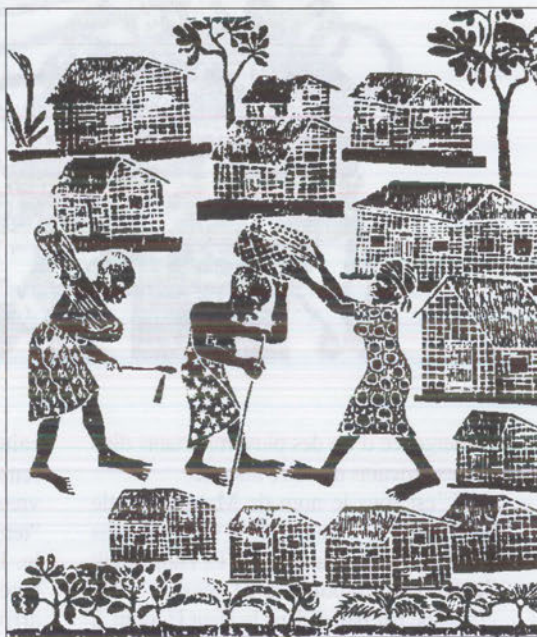
Dans beaucoup de cas les oppositions ont utilisé les mobilisations populaires pour obtenir ces conférences nationales, puis ont réduit leur stratégie à la seule compétition électorale. Force d'appoint, la population est mise hors course dès qu'il s'agit de choisir les options fondamentales.

Tous ces changements ouvrent une période d'intenses débats. L'inquiétude des chancelleries et les interrogations qui ont ponctué l'intervention militaire en Somalie confirment que l'impressionisme du début n'est plus de mise. Le problème peut être tourné dans tous les sens, il aboutit toujours à la même équation : l'ordre économique mondial et la soumission à des mécanismes exogènes, destructeurs et brutaux.

A ce propos, il est assez vain de discuter comme l'ont fait certains, pour savoir si la démocratie était un préalable au développement où s'il fallait, dans un premier temps, sacrifier les grands principes et imposer avec fermeté les critères du développement qui assureraient plus tard l'épa-

nouissement de la démocratie... Ce n'est certainement pas une question de chronologie et cette passionnante discussion à abouti à la conclusion qu'il fallait mener les deux de front.

Le vrai problème est de savoir quelle démocratie et quel développement sont mis en chantier. En d'autres termes, il s'agit d'identifier la nature sociale du projet. Et il y a bien sûr à ce propos des points de repère. Par exemple, est-il concevable de sortir ces pays du sous-développement sans réellement commencer à résoudre la question des femmes ? Agriculture de subsistance, environnement, secteur informel, démographie, protection infantile, tissu



associatif... tout ramène au sort des femmes. Or la place qu'elles ont eu dans les conférences nationales a tout simplement été scandaleuse. Les diverses oppositions n'ont généralement pas brillé par cette préoccupation de première importance pour engager un véritable projet de démocratie économique.

Quel projet démocratique ?

D'autres questions sont autant de tests sur la nature du projet politique et social : la liberté de la presse, la démocratie et l'indépendance syndicale, le contrôle des revenus des élus, la réduction des dépenses militaires, l'accès de tous et de toutes au système éducatif, les barrières à la fuite des capitaux, l'annulation de la dette extérieure, l'organisation et l'écoute du monde paysan, la totale laïcité de l'Etat.

Se pose évidemment aussi la question du pouvoir politique, de son organisation, de son contrôle. La multiplication des partis politiques rend évidemment perplexe et

mène toujours au débat sur ce "tribalisme" qui découperait le champ politique en autant de lobbies se disputant le pactole. Attention, toutefois, aux idées reçues.

Ces phénomènes renvoient à deux problèmes différents. Le premier est celui de l'aspiration d'une partie de la population à décider pour sa communauté ou pour sa terre ; le second relève de l'affairisme petit-capitaliste dont l'ambition dépend du premier cercle identitaire (celui de la région, du village) avec ses réseaux et prébendes. Ce sont bien deux aspirations sociales différentes même si trop souvent, par manque de débouché politique, la seconde utilise et manipule la première.

L'ethnicité conflictuelle de la vie politique est toujours présentée comme une spécificité immuable de l'Afrique, c'est-à-dire comme l'anti-thèse de la modernité. Mais c'est oublier que les formes les plus décriées de cette ethnicité renvoient à la crise capitaliste, à la concurrence affairiste et à la nature sociale de l'Etat néo-colonial.

Aux sources de la fragmentation

Le Libéria, la Somalie ou le Tchad en sont de parfaites illustrations. Ces conflits sont les produits tout à fait modernes d'une dislocation économique et politique. C'est le développement de la pénurie qui engendre de telles fragmentations. Plus le surproduit social est restreint, plus les entités politiques ou militaires qui se le disputent sont étroites. L'échelle des assises sociales est ainsi imposée par ce marché de la pénurie. Et si la production locale s'écroule, l'échange marchand pourra continuer à se reproduire autour du détournement de l'aide alimentaire ou du pillage de zones rurales, alimentant des conflits régionalo-ethniques ou inter-claniques. On a vu, en Somalie, comment la simple demande de services par les équipes de télévision pouvait modeler un marché de substitution avec ses offres, sa pression inflationniste et sa concurrence, dans une économie atone.

L'Afrique est sans doute marginalisée, elle n'en est pas moins toujours victime de la dictature du marché. Les authentiques considérations démocratiques devraient partir de ce constat. ★

27 février 1993

Au-delà des caprices de la mode

La presse porte une attention particulière à la vague Malcolm X qui déferle sur l'Europe dans la foulée du film *Malcolm X*, de Spike Lee. Nous avons jugé utile de reproduire un article de Ron Daniels tiré de la revue *The Black Collegian*, qui est un exemple de la façon dont un dirigeant noir, nationaliste-révolutionnaire et de gauche, s'adresse aujourd'hui aux jeunes Afro-Américains, au nom de Malcolm X. Ron Daniels est le co-président de la National Malcolm X Commemoration Commission.

Ron DANIELS



Aucun dirigeant politique n'est plus populaire dans la jeunesse afro-américaine que El Hajj Malik Shabazz/Malcolm X.

On s'arrache tout ce qui le concerne : depuis l'*Autobiographie de Malcolm X* jusqu'à ses discours enregistrés, et les souvenirs de Malcolm se vendent dans les boutiques, aux coins des rues, chez les marchands ambulants. Partout on voit les T-shirts, les posters, les casquettes frappées du X. C'est à la mode de cotoyer Malcolm ! Pour nous qui nous considérons comme les filles et les fils de Malcolm X, cette remarquable renaissance de Malcolm est stimulante et encourageante. Manifestement, les jeunes Afro-Américains se tournent vers celui qu'ils considèrent comme incorruptible. Mais la fascination qu'exerce Malcolm aujourd'hui comporte aussi le danger que tout cela ne dépasse pas les caprices d'une mode. La portée profonde de Malcolm X et l'héritage qu'il a légué au peuple africain et à toute l'humanité opprimée, pourraient s'obscurcir et se banaliser. D'où le défi pour les jeunes frères et sœurs — la nouvelle génération qui dirigera la lutte — de comprendre les fondements de ce que Malcolm X nous enseigne. Au-delà du port d'une casquette avec un X, il s'agit de comprendre la nature de l'évolution et

l'émergence d'un des plus importants dirigeants africains de notre histoire.

C'est sous le nom de Malcolm Little qu'il naît le 19 mai 1925 à Omaha, dans l'État de Nebraska, et c'est El Hajj Malik Shabazz qui mourra le 21 février 1965, assassiné par balles dans le Haut Harlem, à l'Audubonn Ballroom. Cette vie qui a duré 39 ans est devenue la légende d'une évolution personnelle dans l'histoire africaine mondiale.

Du ghetto à la lutte de libération

En tant que témoin privilégié, je dirais que la transformation de Malcolm Little/"Detroit Red" en Malcolm X/El Hajj Malik Shabazz prouve les capacités d'un individu et d'un peuple à dépasser leur oppression grâce à la lutte de libération. Une capacité ininterrompue de progresser et d'évoluer, un engagement indéfectible aux côtés du peuple africain et de l'humanité asservie, et une attitude désintéressée, même face à la mort : voilà les traits marquants de la personnalité de Malcolm X.

Malcolm Little n'est pas resté longtemps dans son Omaha natale. C'est à Lansing, dans le Michigan et, plus tard, dans les ghettos en expansion de Detroit, Boston et New York, qu'il a vécu, comme c'est le cas de tant de jeunes Afro-Améri-

cains aujourd'hui. Malcolm a été apparemment condamné à vivre dans la pauvreté, la débauche et la violence, dans la "terre promise" de l'entreprise individuelle. Il était traumatisé par la mort de son père, assassiné parce qu'il était un "nègre arrivé" — Le père de Malcolm était un organisateur de l'Universal improvement association de Marcus Garvey. Il a été témoin de la souffrance et des difficultés de sa mère, qui s'est battue pour défendre sa famille dans une société raciste et oppressive, qui aujourd'hui encore jette tant de jeunes Afro-Américains à la rue. Detroit Red a été hooligan, dealer et proxénète. Malcolm Little, alias Detroit Red, défoulait sa colère et ses ressentiments contre la société, par un comportement asocial qui s'en prenait à d'autres victimes de l'oppression. Il se faisait le complice de l'exploitation du peuple afro-américain par une Amérique meurtrière et arrogante. Il a été un agent de la destruction et de la mort au sein d'un peuple écrasé et attaqué.

En réalité, le jeune Malcolm n'était pas intrinsèquement mauvais. En revanche, le système, lui, était et est intrinsèquement mauvais. Malcolm Little alias Detroit Red n'est pas né criminel. Il est devenu sous l'emprise d'un système criminel. Malcolm n'est pas né escroc. Il est devenu dans un système qui dénie au

peuple afro-américain l'égalité économique et politique totale. Malcolm n'est pas né violent. Il l'est devenu au cœur d'un système qui engendre la violence et pousse à la violence. En fait, comme tant de "types des bas-fonds", il était intelligent, talentueux, et même brillant. Nous devons connaître ce contexte socio-économique et politique si nous voulons comprendre la trajectoire de Malcolm X, et sa signification pour les Africains dans l'Amérique d'aujourd'hui.

La délinquance de Malcolm l'a mené à la prison. Ce qui ressort de sa période de détention, c'est qu'il a fait de la prison une école, voire une université, où ses qualités innées se sont épanouies. Il a lu tous les livres disponibles à la bibliothèque de la prison et a étudié l'anglais grâce à un dictionnaire Webster. Malcolm a su rompre les chaînes psychologiques et culturelles qui l'avaient enfermé, et il s'est transfiguré. D'agent de l'oppression il est devenu un acteur de la libération du peuple noir.

Le musulman noir

Son adhésion à la Nation de l'Islam, dirigée par le vénérable Elijah Muhammad, a été un facteur décisif de cette transformation : Malcolm Little, alias Detroit Red est Malcolm X. Après son pèlerinage à la Mecque et sa conversion à l'Islam orthodoxe, Malcolm est resté musulman. Les enseignements du vénérable Elijah Muhammad ont constitué la base de la philosophie du nationalisme noir que Malcolm a articulé avec tant de force. Du plus profond de l'oppression économique et raciale émergeait un combattant de la liberté et du nationalisme noir révolutionnaire, un combattant de la liberté dont la vie, la philosophie et l'exemple sont un phare pour les jeunes Afro-Américains d'aujourd'hui.

Voici quelques éléments fondamentaux que chaque jeune Afro-Américain devrait connaître à propos de la philosophie de Malcolm X. Ils constituent une introduction à une étude plus approfondie de Malcolm X. Face à l'agression et à la dégradation culturelles subies par le peuple africain dans une société raciste, Malcolm pensait que la libération du peuple noir devait commencer par un retour sur lui-même. La lutte de libération devrait démarrer par le *self-respect* et le *self-help* (le respect pour soi-même et l'autonomie). Le peuple noir doit rompre la dépendance psychologique, culturelle, économique et politique vis-à-vis de son oppresseur. Cela exige une connaissance de nous-mêmes et un maximum de moyens propres pour nous développer et nous soutenir. Malcolm voulait que le

peuple afro-américain parvienne à sa *self-reliance* (confiance en soi) et à l'indépendance. Dans la foulée, Malcolm a insisté sur l'étude de l'histoire : « *De toutes nos études, celle de l'histoire nous rapporte le plus* ». Il a tenté de se réapproprier l'histoire réelle du peuple africain et celle de l'humanité. Dès lors, le peuple noir doit dépasser la version eurocentriste de l'histoire et découvrir les contributions historiques du peuple africain au développement humain. Il appréhendait aussi l'étude de l'histoire comme un moyen d'apprendre comment d'autres peuples opprimés ont pu se libérer.

Panafricaniste et internationaliste

En tant que protagoniste du *nationalisme noir*, Malcolm proposait que le peuple afro-américain contrôle la politique et l'économie au sein de la communauté afro-américaine. Le peuple noir devrait établir son contrôle sur le territoire où nous sommes forcés de survivre au sein d'une société raciste et exploiteuse. Le contrôle par la communauté afro-américaine n'était que le point de départ de la lutte pour la séparation et l'indépendance totale avec le pays oppresseur. Les Africains n'ont aucun devoir de fidélité envers un gouvernement ou une nation qui ne se préoccupe pas du bien-être du peuple afro-américain.

Malcolm X fut un pan-africaniste et un internationaliste. Son étude de l'histoire l'a amené à apprécier en profondeur l'Afrique et le peuple africain partout dans le monde. Sur la question de l'identité, il était très clair : nous sommes un peuple africain dont le destin est inextricablement lié à notre patrie d'origine en Afrique. En tant qu'internationaliste, il nous a enseigné que, en tant qu'Africains en Amérique, nous ne devrions pas nous percevoir comme une minorité dans ce pays, mais comme partie prenante de la majorité noire ou de couleur dans le monde. Ainsi, les Afro-Américains devraient tisser des liens culturels, économiques et politiques avec notre patrie en Afrique et d'autres peuples opprimés sur le plan international.

Malcolm nous a enseigné aussi que la libération afro-américaine aux USA est une lutte pour les droits de l'Homme, et pas uniquement une question de droits civils. Comme d'autres avant lui, il expliquait que les droits humains, qui appartiennent à tous les êtres humains, dépassent les droits civils, qu'un gouvernement pourrait accorder. C'est ainsi qu'il a décidé de traduire le gouvernement américain devant l'ONU et devant un Tribunal mondial pour génocide, au regard des violations passées et présentes des droits des

Africains en Amérique. Même si Malcolm n'a jamais incité à la violence contre un autre peuple, il a été un partisan ferme du principe de l'auto-défense.

Il estimait que les Afro-Américains ne devaient pas respecter la "non-violence" alors qu'ils étaient victimes d'attaques violentes perpétrées par des racistes ou les institutions oppressives des Etats-Unis. Son fameux "*La liberté par tous les moyens indispensables*" suggérait que le peuple noir devrait utiliser toutes les tactiques ou stratégies pouvant aboutir à un résultat rationnel et positif — le bulletin de vote ou la balle, la manifestation pacifique non-violente ou la résistance armée à une attaque ennemie.

Enfin, la position de Malcolm a évolué d'une analyse exclusivement basée sur la race et le racisme vers une analyse de race et de classe qui désignait le racisme, le capitalisme et l'impérialisme comme des manifestations d'un système global de suprématie et de domination blanche.

Aux racines de l'oppression

Jusqu'à sa mort, Malcolm est resté un nationaliste noir. Mais, sa rupture avec la Nation de l'Islam et ses voyages, surtout son pèlerinage à la Mecque où il a appris et vécu la fraternité universelle enseignée par l'Islam orthodoxe, ont élargi ses perspectives sur toute une série de questions et d'enjeux. Dépassant la diabolisation du blanc, il a analysé le racisme et l'exploitation économique comme les rouages d'un système d'exploitation et d'oppression globales et a continué d'évoluer jusqu'à sa mort.

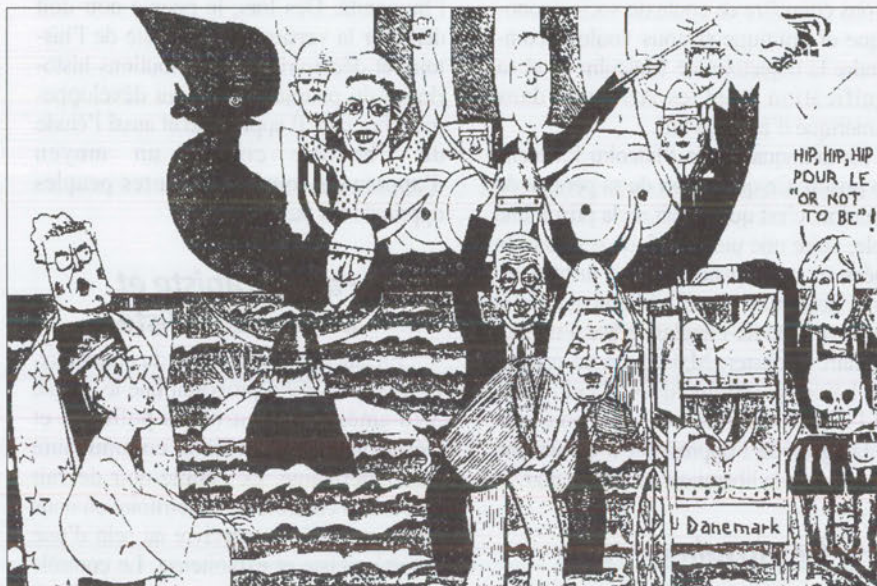
Voilà les éléments fondamentaux qui nous permettent d'étudier le fond de la pensée de Malcolm X : l'homme, sa vie, et sa mission. Emergeant de l'oppression dévastatrice du ghetto, Malcolm est devenu le symbole d'une résistance sans compromis au racisme et à l'oppression. Il incarne nos espoirs pour devenir un peuple libre et déterminant librement son avenir. Il démontre, sans aucun doute, que chacun(e) d'entre nous peut dépasser les limites fixées par un système oppresseur, et lui asséner des coups puissants pour nous libérer. Au-delà des caprices de la mode, les jeunes Afro-Américains doivent préserver l'héritage de Malcolm par leur combat quotidien pour la libération. Vive El Hajj Malik Shabazz ! ★

The black collegian,
janvier/février 1992

Cherche Parti ouvrier...

Le gouvernement conservateur n'a participé que d'une seule manière à la lutte contre le chômage. Depuis 1979, il a changé dix-sept fois les critères d'évaluation du nombre des chômeurs. Ainsi, la 20^{ème} annonce, en février 1993, d'un chômage ayant franchi la barre des trois millions occultait la réalité : il y a déjà quelque temps que le chômage a dépassé les quatre millions, c'est-à-dire un sixième de la force de travail.

Phil CLARKE



Les licenciements en cascade qui ont conduit à l'origine de cette situation ne sont qu'un symptôme de la faillite totale du projet économique du thatchérisme, qui a entraîné dans la foulée la déroute du gouvernement Major.

Depuis la chute de la livre il y a cinq mois et la sortie du Système monétaire européen (SME), les conservateurs ont géré crise sur crise. La même période a vu la remobilisation des travailleurs contre le gouvernement, mais ce mouvement d'opposition a été paralysé par la confusion et le désarroi idéologique de la gauche du Parti travailliste, lui-même sous le coup de sa quatrième défaite électorale successive.

Tandis qu'au niveau international, tous les observateurs se focalisent sur la crise allemande et les tentatives de Clinton de relancer la croissance aux Etats-Unis, le déclin économique en Grande-Bretagne va en s'accroissant. Les secteurs-clé du *Yuppi-boom* la finance et l'immobilier, se sont effondrés. Les investissements industriels sont nuls. Le déficit budgétaire de l'Etat avoisine les 50 milliards, et la livre est passée de 2,95 DM à 2,35 DM en quelques mois.

Cette situation détruit le mythe thatchérien selon lequel le capitalisme britannique pourrait être régénéré par une combinaison de cassage des syndicats, de dérégulation des marchés, avec un secteur

industriel plus petit et plus "approprié", surmonté d'un secteur tertiaire très étendu. Les marchés financiers internationaux ne croient pas qu'une économie sans une industrie forte puisse aller ailleurs qu'à sa perte.

Comme si tout cela ne suffisait pas, il faut ajouter la crise du Parti conservateur dûe au Traité de Maastricht. Avec une majorité parlementaire de vingt voix seulement, le gouvernement est constamment menacé par le lobby "anti-européen" conduit par une Thatcher aigrie et son lieutenant principal, le vampire de la droite, Norman Tebbit.

La crise du Parti travailliste

La crise politique actuelle a été déclenchée par l'explosion simultanée, au cours de l'automne 1992, de deux bombes : la sortie du SME et la colère populaire provoquée par la décision de fermer la plupart des mines de charbon. La première a été mise à feu par la droite "eurosceptique" du Parti conservateur et la deuxième a conduit aux plus grosses manifestations de travailleurs depuis dix ans. Il y avait matière à ce que le Parti travailliste assène un coup terrible au gouvernement.

Il n'en a rien été. Dans la foulée de la victoire électorale des conservateurs en avril 1992 — victoire dont tout le monde s'accordait à dire qu'elle reviendrait aux travaillistes — la nouvelle direction tra-

vailleiste a subi un effondrement idéologique. Depuis la direction Kinnock, en 1983, le Parti travailliste a progressé de façon linéaire vers la droite, s'adaptant à l'idéologie du thatchérisme et édulcorant ses propositions politiques keynésiennes interventionnistes et de mesures sociales. Avec la direction de John Smith, ce processus peut aller plus loin.

La victoire électorale de Clinton a rempli le vide idéologique du parti travailliste. "L'économie selon Clinton" fait un tabac à la direction du parti. Lors de son discours du 7 février, John Smith a présenté le nouveau programme travailliste voué corps et âme à "l'entreprise individuelle et à l'effort".

A l'instar des années d'économie de marché de Reagan/Thatcher, la direction du parti n'envisage rien d'autre que son ralliement à un projet perdu d'avance. En parallèle avec ces inepties théoriques, elle est engagée dans une polémique de portée considérable sur les liens du parti avec les syndicats et le "vote bloqué" qui leur permet de l'emporter dans les congrès du Parti. Un pan de la direction, sous la houlette de Tony Blain, membre du cabinet fantôme, et soutenu par les franges les plus droitières de la bureaucratie syndicale, veut rompre complètement les liens organisationnels des travaillistes avec les syndicats et parle ouvertement de la création d'un parti capitaliste dans le style des Démocrates américains. Dans le rapport de forces actuel, ce projet est impossible.

Mais John Smith a hissé ses couleurs au mât d'une réforme radicale des liens avec les syndicats, considérés comme la cause de pertes de voix importante.

L'influence de la gauche dans le Parti a atteint son niveau le plus bas depuis vingt ans. Pourtant, le projet de Blain affronte des obstacles matériels majeurs, liés à l'infrastructure qui supporte le mouvement travailliste organisé. Le parti travailliste est financé essentiellement par les syndicats. Toute alternative supposant la rupture des liens avec ces derniers et la création d'une nouvelle adhésion de masse pour le parti doit tenir compte de la baisse inévitable des adhésions au parti qui s'ensuivrait. Et comme il n'y a pas de financement public des partis, les travaillistes coupés des syndicats devraient faire face à une faillite financière.

La nouvelle direction politique de Smith envisageant cette rupture, a choqué les courants traditionalistes. Toute tentative de pousser plus loin le projet de Blain déclencherait des conflits majeurs.

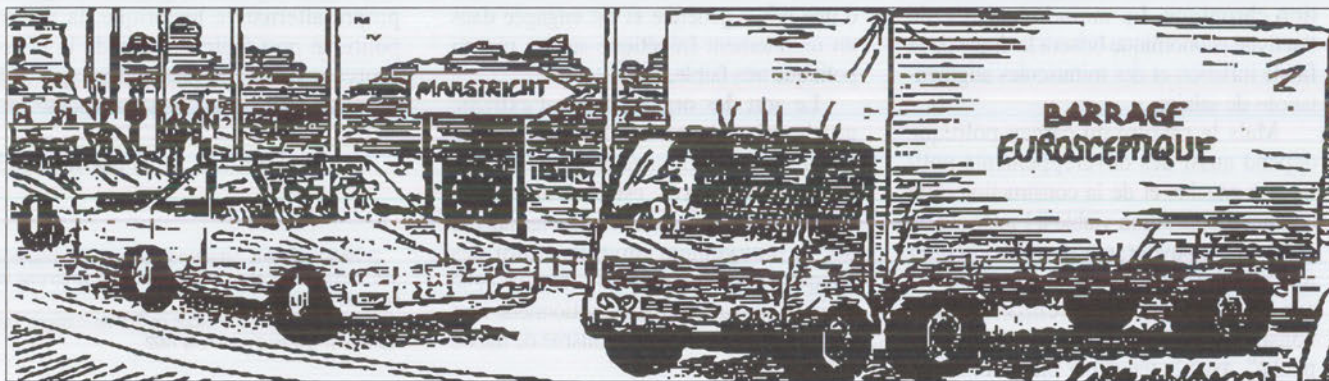
syndicale et d'une loi sur le droit d'asile particulièrement raciste — connue sous le nom d'*Asylum Bill*. Actuellement, ils passent à l'attaque en déclenchant une nouvelle vague de privatisations et de remises en cause de l'Etat-providence. La logique qui préside à ces tentatives est la destruction du "secteur public", qui, avec le déclin de l'industrie manufacturière, restait le bastion du syndicalisme.

"Japonisation" tous azimuts

Les Chemins de Fer britanniques, la poste et d'autres administrations doivent être privatisées. La rentabilisation du secteur de la santé est amorcée, avec la fermeture de plusieurs centres hospitalo-universitaires de Londres. Des mesures drastiques quant à la nouvelle sécurité sociale, incluant l'introduction d'un "régime de travailleurs" permettant de contraindre les chômeurs à travailler pour "mériter" leurs

L'émergence de mobilisations en soutien aux mineurs, qui ont vu les travailleurs manifester par centaines de milliers, doit être interprétée comme un refus de ce contexte général. Le chômage de masse, et l'hégémonie de directions syndicales acquises au "nouveau réalisme" de la droite se sont combinés pour tenir en échec la riposte aux attaques des conservateurs. Le soutien aux mineurs a engendré un mouvement de masse malheureusement limité à des actions de protestation, et qui ne s'est pas prolongé en mouvement revendicatif dans l'industrie. Cette contradiction est au cœur de la situation. La faiblesse et l'inconséquence des projets politiques bourgeois rencontre les premières initiatives d'une opposition de masse, et non pas un mouvement de grèves massives, qui pourraient inverser l'actuel rapport de force entre les classes, défavorable pour la classe ouvrière.

Néanmoins, le gouvernement a reculé sur la question de la fermeture des puits. Des batailles acharnées se déroulent en



La faiblesse du thatchérisme était masquée dans les années 80 par les dividendes de l'impôt sur le pétrole en Mer du Nord et la liquidation des industries nationalisées. Il faut y ajouter le boom de la finance, lié à l'expansion de l'économie nord-américaine pendant les années du "keynésianisme militaire" de Reagan. Tout cela a disparu ; la sécurité sociale de masse et une réduction des impôts ont créé un trou énorme dans le budget de l'Etat, tandis que le déficit de la balance des paiements continuait aussi de se creuser.

Des attaques sans répit

A court d'idées pour régénérer l'économie, le gouvernement de John Major a fait un choix pour le moins simple : multiplier les attaques contre la classe ouvrière et l'Etat-providence et approfondir les projets sociaux réactionnaires des années Thatcher. 1992 était une année électorale, les conservateurs se sont prudemment contentés d'une nouvelle législation anti-

prestations sociales, sont soumises à la discussion.

Mais le plus grave reste l'absence de subventions gouvernementales aux services publics, surtout ceux qui dépendent d'une gestion locale. Autant qu'on se souvienne, c'est bien la première fois que des autorités locales licencient des enseignants ; et 100 000 travailleurs dépendant d'équipes locales se préparent à être congédiés dans les deux ou trois ans à venir. Ces attaques vont de pair avec un lot de mesures mineures, telles que l'abolition possible des services d'Etat de soins dentaires et la réforme des programmes scolaires vidant de tout contenu progressiste des matières comme l'anglais ou l'histoire.

Comme si ce n'était pas suffisant, on est aujourd'hui à la veille de l'imposition de "nouvelles méthodes de direction" dans les entreprises connues en langage populaire sous le terme de "japonisation", qui se ferait au détriment des travailleurs, et qui a déjà été imposée à des millions d'entre eux.

son sein sur les concessions à faire. Le seul moyen pour le gouvernement d'éviter une défaite parlementaire sur la question était de maintenir au moins la moitié des puits ouverts. L'attribution massive de subventions du gouvernement à de nombreux puits doit être considérée en elle-même comme une victoire du mouvement de masse contre les fermetures. Les conservateurs n'avaient pas subi un tel revers depuis la débâcle de la *Poll Tax* (1), et la chute de Thatcher en 1990.

Le contentieux de Maastricht est loin d'être résolu. De façon ingénieuse, les députés conservateurs "eurosceptiques" ont décidé de voter un amendement travailliste au traité, contraignant la Grande-Bretagne à accepter le "chapitre social" dont elle avait été, jusqu'alors, exemptée. En théorie, cela rendrait le traité impossible à ratifier ; le gouvernement a riposté en déclarant qu'il ratifierait le traité à ses propres conditions et qu'il passerait outre

1) Sur la *Poll Tax*, voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990.

l'avis du Parlement. Si cela devait se produire, il s'ensuivrait une crise constitutionnelle majeure.

La conjoncture générale est celle d'un déclin économique chronique, d'un recul de la classe ouvrière et d'une crise politique du gouvernement et du principal parti d'opposition. La question de savoir comment ce sac de nœuds va se dénouer dépend, en partie, des développements dans l'économie.

Le seul succès de Major est, pour l'heure, la réduction de l'inflation à moins de 1,75 %. Mais il n'y a pas de mystère à cette réussite : une déflation chronique et un effondrement des dépenses des consommateurs ont précipité la chute des prix. Toute reprise de l'économie relancerait l'inflation, de même que toute diminution du chômage. Lorsque le taux de chômage a diminué pour la dernière fois, entre 1987 et 89, l'inflation a atteint 11 % et une vague de conflits salariaux a déferlé. La limitation actuelle des salaires des fonctionnaires à 1,5 % d'augmentation mise sur un fort taux de chômage et une déflation chronique. La moindre relance de l'activité économique briserait la digue de la faible inflation et des minuscules augmentations de salaire.

Mais la rupture du carcan politique dépend aussi des développements politiques à gauche, et de la construction d'un courant d'opposition viable à l'intérieur du mouvement ouvrier, qui puisse y impulser une activité plus conséquente. Dans les syndicats, il y a les prémisses de la construction d'une "alliance du secteur public", avec la tenue par plusieurs syndicats d'un référendum de grèves simultanées contre les privatisations et les réductions de services, pour le 5 mars 1993. Plusieurs fractions de militants syndicalistes, dont la plus importante est dirigée par la tendance d'extrême-gauche *Militant*, tente de bâtir une coordination permanente entre les syndicats sur ce sujet.

Au niveau politique, la gauche travailliste est affaiblie par les attaques qui la visent à l'intérieur du parti ; le seul représentant de la gauche qui reste dans la direction du Parti travailliste est Tony Benn, et des milliers de militants de la gauche ont quitté le parti. Pourtant, l'aile gauche du Parti travailliste qui reste la plus forte de tous les partis ouvriers de masse en Europe, esquisse les premiers pas d'un regroupement politique autour du réseau lié au groupe de parlementaires travaillistes, dit d'action socialiste, parmi lesquels Tony Benn est la personnalité la plus connue.

L'extrême gauche reste dominée par les deux grosses organisations que sont le Parti socialiste des travailleurs (Socialist

Workers Party, SWP) et le groupe Militant. Le SWP continue de recruter un grand nombre de jeunes par un travail propagandiste solide, mais son impact politique national est négligeable comparé à sa taille, précisément à cause de son incapacité chronique à mener une tactique de front unique dans les organisations de masse de la classe ouvrière, tactique qui permettrait de mettre en échec l'aile droitiste des "nouveaux réalistes".

Le rendez-vous de l'extrême gauche

Le groupe *Militant* a vécu une scission et s'est affaibli en sortant du Parti travailliste. Il a redéfini son profil politique, particulièrement sur la question de la libération des femmes et des Noirs (2). En tout état de cause, il est clair que l'extrême gauche aborde une période prolongée de recomposition politique. Même le SWP a vu s'amorcer le débat sur son sectarisme triomphaliste — l'organisation est actuellement en train de proclamer la nécessité d'une grève générale et est engagée dans un recrutement frénétique sur un niveau politique très faible.

Le sort des organisations d'extrême gauche britanniques, les plus puissantes au niveau organisationnel de tous les pays capitalistes avancés, est lié à une future contre-offensive ouvrière. Dans les années 80, le mouvement ouvrier a subi des attaques très violentes. Son ressort et le maintien de sa force organisationnelle sont liés à la tradition de syndicalisme de masse

— à la différence du syndicalisme semi-politique en France ou dans l'Etat espagnol —, elle même produit de la composition largement prolétarienne de la population.

Dans les années 70 et 80, la bourgeoisie avait adopté un nouveau projet radical, le thatchérisme, visant à rompre avec le consensus keynésien sur l'Etat providence de l'après-guerre et à régénérer l'économie. Le consensus a bien volé en éclats, mais l'économie n'est en rien régénérée. Rien de substantiel n'est venu remplacer le thatchérisme ; les conservateurs sont à court d'idées et le Parti travailliste a marginalisé sa gauche radicale.

Malgré tout, le déclin historique de la Grande Bretagne, et son naufrage annoncé interdisent au capitalisme britannique d'envisager les méthodes de relance utilisables aux Etats-Unis, en Allemagne ou même en France. La bourgeoisie britannique affaiblie est contrainte de trouver des issues historiquement nouvelles à l'impasse actuelle. A moins que le mouvement ouvrier ne soit capable de forger sa propre alternative historique, la vision politique post-thatchérienne de la bourgeoisie pourrait être plus barbare que ce à quoi la "Dame de fer" ait jamais pensé. ★

Londres, le 16 février 1993

2) Historiquement, cette tendance avait des positions très "économistes" et considérait ces combats comme un luxe petit bourgeois.

3) Sur la politique économique en Grande-Bretagne, voir *Inprecor* n° 362 du 6 novembre 1992.



Collection 1992

La collection des numéros d'*Inprecor* de 1992 est en ce moment sous presse.

Elle sera bientôt disponible, alors ne ratez pas cette occasion en or d'avoir, chez vous, les derniers spécimens reliés de votre revue préférée dans ses derniers mois de vie bimensuelle.

Prix à l'unité :
180 FF — 1 200 FF — 50 FS

Bientôt en vente à la librairie
La Brèche, 9 rue de Tunis, 75 011
Paris

Commande à *Inprecor*,
PEC, 2 rue Richard Lenoir,
93 108 Montreuil, France

Règlement par chèque
à l'ordre de la PEC

Des plans pour quelle paix ?

La diplomatie américaine s'est finalement ralliée de tout son poids au plan Vance/Owen, hier critiqué par la Maison Blanche parce qu'il entérinait les pratiques de "purification ethnique". Il s'agira au mieux d'y aménager un espace vital plus large pour "la partie" musulmane. « Je suis musulman, de prénom et de nom, mais s'il se créait un Etat musulman, je ne pourrais y vivre », commente Zlatko Dizdarevic, de passage à Paris. Ce journaliste d'*Oslobodjenje* (1), raconte comment à Sarajevo, leur équipe multi-ethnique poursuit avec obstination son travail d'information.

Catherine SAMARY

Sarajevo et toutes ses institutions sont comme notre journal. Il y a encore 80 000 Serbes, 100 000 Musulmans et 30 000 Croates. Dans l'armée bosniaque, il y a 30 % de Serbes, 15 % de Croates qui ne suivent pas le parti de Tudjman. C'est au cœur des familles, dans les appartements même qu'il faudra tracer les lignes du découpage impossible. Ce mélange est notre identité ethnique, notre éthique ». Il regrette la décision américaine de soutien au plan Vance/Owen : « La Bosnie-Herzégovine n'est pas vraiment un enjeu pour eux. La Macédoine aura peut-être plus de chance car elle a des frontières avec des pays de la CEE... Pourtant nous détenons une plus grande richesse que le pétrole ou l'or : notre communauté, ses valeurs. C'est en son nom que nous rejetons le plan de territorialisation de la Bosnie-Herzégovine : il ne peut assurer la paix. Il signifiera la poursuite de la "purification ethnique" ».

Il y aura pourtant ceux qui acceptent la logique de ce plan :

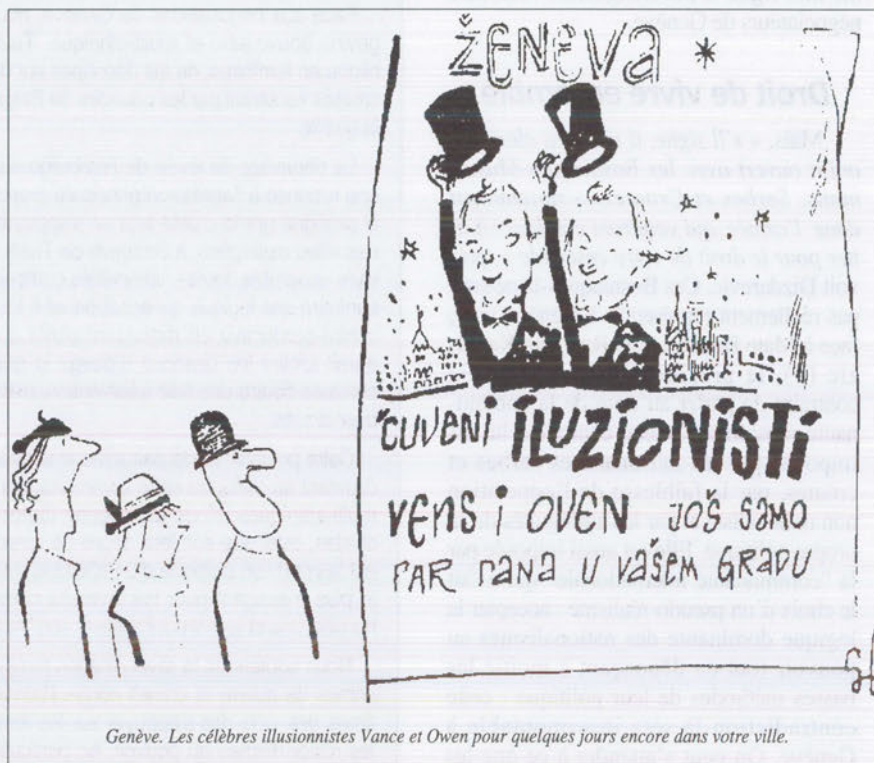
— en premier lieu, les nationalistes croates qui l'ont déjà signé. Les provinces qui leur sont attribuées correspondent à celles où flotte déjà le drapeau croate, sous

contrôle du HVO (2). « Il y a, en dépit de l'alliance formelle, un désaccord de fond entre le président Izetbegovic et Tudjman : car celui-ci mène en substance la même politique que Milosevic et s'est entendu avec lui pour un dépeçage de la Bosnie-Herzégovine » estime Zlatko Dizdarevic.

Pseudo-alliance conflictuelle

La réalité est là, poursuit-il : « dans l'Herceg-Bosna qu'entérine le plan Vance/Owen, il y a trois grandes villes, dont Mostar déjà érigée en capitale croate. Or ces trois villes sont à majorité musulmane. Le nettoyage ethnique s'y poursuivra côté croate, comme l'ont fait les nationalistes serbes à Banja Luka et ailleurs ».

— Les milices tchetniks quant à elles, n'ont pas terminé leur sale boulot : si les Croates sont très concentrés en Herzégovine accolée à la Croatie, la diaspora serbe est quant à elle dispersée en plusieurs zones éloignées des frontières serbes. Le "nettoyage" de "corridors ethniques" sans majorité serbe vise à rendre "viable" une république serbe de Bosnie-Herzégovine



Genève. Les célèbres illusionnistes Vance et Owen pour quelques jours encore dans votre ville.

en en chassant tous les récalcitrants. Quels que soient les discours pacifistes des Seigneurs de guerre participant aux négociations, sur le terrain décident ceux dont la raison d'être a été de découper au couteau cette future Grande Serbie : même s'ils sont peu nombreux par rapport aux forces bosniaques, ils ont les moyens de leur politique grâce à l'armement lourd légué par l'ex-armée yougoslave.

— Il est possible qu'une partie des Musulmans accepte le plan Owen/Vance/États-Unis, car son paradoxe est de renforcer les courants favorables à la formation d'un Etat islamique. Ils sont globalement minoritaires dans la communauté musulmane. « Izetbegovic est religieux, mais il est réaliste et convaincu que la Bosnie-Herzégovine ne peut exister que laïque et mêlée ». On peut s'attendre à voir grandir l'intolérance dans les partis musulmans nationalistes, comme chez leurs homologues serbe et croate : la "cinquième colonne", l'ennemi n° 1, ce seront de plus en plus les "mauvais" musulmans

1) "Libération", depuis le début du conflit, Zlatko Dizdarevic dirige la "rédaction de guerre" d'*Oslobodjenje* et fournit une "chronique du siège" au quotidien croate indépendant *Slobodna Dalmacija*.

2) Milices liées au HDZ, parti de Tudjman.

(comme on fait la chasse aux mauvais serbes et mauvais croates à Belgrade et Zagreb). De plus, acculé par ses pseudo-alliés croates qui le lâchent, Izetbegovic sera désormais sous la pression des pouvoirs américains : il aura du mal à maintenir une ligne d'intransigeance face aux négociateurs de Genève.

Droit de vivre ensemble

Mais, « *s'il signe, il rentrera alors en onflit ouvert avec les Bosniaques-Musulmans, Serbes et Croates — notamment dans l'armée, qui voudront continuer à lutter pour le droit de vivre ensemble* », prévoyait Dizdarevic. Ces Bosniaques-là ne sont pas réellement représentés à Genève : car, face à Mate Boban (3), et Radovan Karadzic (4), le président Izetbegovic est contraint de parler au nom de la communauté musulmane. Cette contrainte lui est imposée par les nationalistes serbes et croates, par la faiblesse de l'opposition non nationaliste et par les ambiguïtés de sa propre politique. Elle est aussi imposée par la "communauté internationale" qui a fait le choix d'un pseudo-réalisme : accepter la logique dominante des nationalismes au pouvoir tout en dénonçant à moitié les basses méthodes de leur politique : cette contradiction-là sera insurmontable à Genève. On peut s'attendre à ce que les forces armées bosniaques rejettent le plan Vance/Owen dans son essence. Le paradoxe dramatique est qu'elles apparaîtront comme va-t-en-guerre, "jusqu'au boutistes", alors qu'elles sont, au moins dans le centre urbanisé de la république, les seules à défendre une approche multi-culturelle et multi-ethnique de la Bosnie-Herzégovine. « *Si nous avions plus de moyens, il y aurait moins de victimes* », estime Dizdarevic.

Mais il faut reconnaître que la faiblesse principale et la véritable cause de notre impuissance face à ce conflit ne sont pas militaires. La gauche non nationaliste bosniaque n'a pour l'instant pas réussi à donner à la résistance bosniaque multi-ethnique réellement existante sa plate-forme politique, alternative claire aux politiques d'exclusion : une telle alternative ne peut

être crédible que si elle sort des frontières de la Bosnie-Herzégovine ; si elle s'enracine dans une résistance aux nationalismes au pouvoir en Serbie et en Croatie.

Mais peut-elle être seulement basée, comme le propose Zlatko Dizdarevic, « *sur les droits de l'homme, par opposi-*

tion à une logique du droit des peuples » ? Reconnaître le droit de se dire "bosniaque" ou "esquimaux" (quand on ne veut pas être Serbe, Croate ou Musulman), rejeter le terrorisme du droit "des peuples" imposé par quelques uns par la force doit-il signifier nier le droit de se dire Serbe, Croate ou Musulman ? Il n'y a pas de modèle, mais il faudra bien inventer cette démocratie-là qui combinera droits individuels et droits collectifs, dans un dépérissement des Etats et des frontières... On doit encore rêver... ★

17 février 1993

POUR UNE BOSNIE-HERZEGOVINE SOUVERAINE ET MULTI-ETHNIQUE

(Secrétariat Unifié de la IVe Internationale)

Face aux négociations de Genève, nous réaffirmons notre soutien à une Bosnie-Herzégovine souveraine et multi-ethnique. Toute solution qui entérine le dépeçage de la république en territoires, de fait découpés sur des bases ethniques par les nationalistes serbes et croates soutenus par les pouvoirs de Belgrade et de Zagreb, signifie l'inévitable poursuite de la guerre.

La demande de levée de l'embargo sur les armes en faveur des forces bosniaques est une réponse à l'agression principale grand-serbe. Elle permet en même temps de résister à la politique grand-croate tout en s'appuyant sur la résistance active des populations mixtes des villes assiégées, à Sarajevo ou Tuzla, qui se sentent Bosniaques et veulent continuer à vivre ensemble, toutes nationalités confondues. Une intervention militaire étrangère aurait au contraire une logique qui échapperait à tout contrôle des populations bosniaques ; elle serait contre-productive en renforçant plutôt que de l'affaiblir le nationalisme grand-serbe ; elle aurait toutes les chances d'élargir la guerre au lieu de la contenir. C'est pourquoi nous sommes contre une telle intervention, mais sommes favorables à l'envoi d'armes aux forces bosniaques.

Cette position va de pair avec le soutien actif aux mouvements politiques et civiques qui œuvrent au dialogue entre communautés et à une union libre entre Etats démocratiques et multi-ethniques. Nous dénonçons toutes les politiques nationalistes exclusives et revanchistes, quel que soit leur degré de responsabilité dans l'engrenage de cette guerre. Telle est la condition politique d'un affaiblissement du nationalisme grand-serbe, le plus violent et le plus menaçant pour les diverses communautés de l'espace yougoslave, qui utilise les humiliations et le viol pour réaliser son "nettoyage ethnique".

Nous soutenons la revendication féministe demandant que le viol soit reconnu parmi les crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Notre solidarité active avec les femmes victimes des viols doit s'appuyer sur les mouvements indépendants de citoyens luttant contre les nationalismes au pouvoir, en particulier les femmes serbes du mouvement anti-guerre opposé à la politique de Milosevic ; et celles que la presse croate désigne aujourd'hui comme "des sorcières" parce qu'elles ont osé dire que des Croates violaient aussi des femmes.

La guerre se poursuivra et s'étendra au Kosovo et à la Macédoine si au nom de l'auto-détermination serbe se construit par la force la carte de la Grande Serbie. Elle rebondira en Croatie si au nom de l'autodétermination croate, la question serbe s'y règle par la force. Elle embrasera les Balkans, si à la logique d'Etats-nations ethniques ne s'oppose pas la reconnaissance systématique et simultanée de droits égaux pour tous les peuples éclatés sur plusieurs Etats balkaniques — qu'il s'agisse des Albanais, des Serbes ou des Croates. ★

Le 11 février 1993



3) Dirigeant de l'Herceg-Bosna croate de Bosnie-Herzégovine.

4) Dirigeant serbe de la république serbe auto-proclamée de Bosnie-Herzégovine.

Le mirage du marché

L'arrivée au pouvoir en Russie de Boris Eltsine, après le coup d'Etat raté d'août 1991, a marqué le point d'orgue de l'effondrement du vieux système de parti unique en Europe de l'Est et en Union soviétique qui a commencé par la chute du mur de Berlin en octobre 1989.

Les grands médias ont vu dans ces événements la chute du communisme et la victoire finale du capitalisme — la "fin de l'histoire". A leurs yeux, l'avenir de l'ancien bloc soviétique devait être celui d'une démocratie florissante sur la base d'un retour au capitalisme.

La réalité — et du passé, et de l'avenir — n'est pas aussi simple.

Notre dossier de ce mois revient sur ce qui s'est produit dans ces pays ces dernières années. Catherine Samary explique les limites nationales et internationales de la restauration du capitalisme — parmi lesquelles les effets sociaux consternants des projets néolibéraux.

Le marxiste russe, Alexandre Bouzgaline, évalue l'état de la gauche en Russie, qui est confrontée à l'émergence du très conservateur "parti des industriels" et un texte écrit par un ancien dissident polonais, Jacek Kuron — aujourd'hui ministre du Travail —, apporte les preuves criantes de la persistance de ce qu'il appelle le "mythe de la justice sociale".

Pourtant, si le capitalisme ne peut pas être restauré d'un coup de baguette magique, les efforts déployés pour briser les résistances à son avènement laissent bien peu de place à la démocratie et à la tolérance.

A titre d'exemple, Krystyna Politacha décrit la campagne vicieuse menée contre les femmes en Pologne et qui a débouché sur l'adoption d'une loi anti-avortement, fort peu populaire.

En fait, plutôt qu'un changement de "système" en douceur, faisant suite à un remaniement gouvernemental, les développements dans ces pays vont être dictés par le combat à plusieurs facettes de nombreuses forces sociales — un combat qui est lié de multiples façons aux événements qui secouent perpétuellement la planète. ■

Colin MEADE

La décennie 90 s'est ouverte dans les Pays de l'Europe de l'Est sur l'arrivée au pouvoir d'équipes prônant non plus des réformes de l'ancien système, mais une adaptation au monde capitaliste. A part le cas allemand, le scénario général de la restauration incluait un changement gouvernemental et des modifications de l'appareil d'Etat (législation, appareil répressif...) dans le but de transformer l'économie. La privatisation radicale de la grande industrie était le moyen préconisé pour détruire l'ancien pouvoir politico-économique de la nomenklatura et imposer aux travailleurs une discipline de marché. Dans la foulée du putsch avorté de l'été 91, l'arrivée d'Eltsine au pouvoir mettait à son tour la Russie et les autres républiques de l'ex-URSS à l'heure des thérapies de choc restaurationnistes. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Catherine SAMARY

Les recettes libérales visant l'insertion dans le monde capitaliste développé ont produit des dégâts de même nature, mais pas de même ampleur. Elles ont creusé les différences entre les pays ou régions le moins en crise, donc le plus à même d'accueillir des capitaux étrangers et les autres. Elles ont été un facteur clé dans la désintégration des fédérations (URSS, Yougoslavie, et Tchécoslovaquie) qui se poursuit encore aujourd'hui en Russie.

L'ex-RDA demeure un cas à part, bien que les difficultés et le coût des privatisations soient significatifs des problèmes généraux. Par ailleurs, les institutions de la bourgeoisie distinguent, du lot des "sociétés en transition", Hongrie, république tchèque, et Pologne. La crédibilité du processus restaurationniste y est plus nette

qu'ailleurs. Le proche avenir dissociera davantage entre les trois pays : le premier, parce que des réflexes protectionnistes et nationalistes déjà manifestes ralentiront les transformations ; le second, parce qu'il est entraîné plus que tout autre dans l'orbite allemande et tend à faire cavalier seul ; le troisième parce que de fortes traditions de résistance ouvrière resteront dissuasives pour les investisseurs étrangers : il y a sur ce plan décalage entre les choix d'aide considérable apportée au régime pour des raisons politiques par les institutions de la bourgeoisie mondiale, et la logique des capitaux privés.

Partout où domine la crise économique et politique, des tendances "étatistes" prendront le relais des projets de privatisation qui piétinent. Si le "modèle coréen" s'impose au dépens du libéralisme anglo-saxon dans les schémas restaurationnistes des experts, c'est en pratique la Chine qui risque d'être la référence des bureaucraties pragmatiques.

Chocs sans thérapie

Les trois dernières années se sont soldées dans tous les pays concernés par un effondrement de la production industrielle et agricole sans que la progression des services privés ne la compense. Les prévisions pour 1993 restent négatives sauf pour la Pologne et la Hongrie où l'on escompte une stagnation ou une faible reprise. Mais, en Hongrie comme ailleurs, les chiffres recouvrent un développement rapide et croissant du chômage : il passe d'un niveau quasi nul dans la décennie 80 à quelques 20 % dans presque toutes les prévisions de 1993, alors que la restructuration industrielle n'a pas eu lieu.

Les changements de prix visaient à la fois l'adaptation à la structure des prix mondiaux et l'application des contraintes marchandes dans la gestion des entreprises (suppression des subventions, diminution des protections face aux importations, etc.) En fait, les anciens mécanismes de la planification ont été démantelés, sans que s'opère une restructuration et sans que la discipline marchande ne s'applique : l'inflation traduit les résistances à cette discipline (15 à 50 % dans les républiques tchèques et slovaque, en Pologne, en Hongrie et en Slovaquie, 2000 % en Russie).

Les préceptes monétaristes anti-inflationnistes ont été contre-productifs. La

hausse des taux d'intérêt pour imposer une discipline budgétaire aux entreprises a produit plus d'inflation : les crédits inter-entreprises prolongeant de fait les relations de troc, le report des hausses de taux d'intérêt sur les prix monopolistes, la poursuite de l'activité en dépit des situations de faillite sont autant de mécanismes démontrant la non-réalité d'un régulateur marchand dans ces sociétés. La proclamation pompeuse de bourses des valeurs dans un contexte de crise et d'hyperinflation ne pouvait canaliser le peu d'épargne disponible. Les nouvelles banques privées sont en réalité peut-être les seules à faire rapidement faillite, à moins qu'elles ne s'adaptent aux réalités du système, où le marché fonctionne pour le profit mais jamais pour les pertes. Pourquoi, finalement, prendre le risque de souscrire aux nouveaux titres d'emprunts d'Etats russes quand la Banque centrale de Russie est en cessation de paiement de la dette extérieure ?

L'effondrement du CAEM

L'inflation, la récession et la dette extérieure ont partout été aggravées par le démantèlement de l'ancien Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou COMECON) : dans ce "marché" de troc, l'ex-URSS était le fournisseur de matières premières et d'énergie à des prix inférieurs à ceux du marché mondial. Les biens manufacturés fournis par les autres pays y trouvaient aussi un écoulement dans le cadre d'une division du travail s'intégrant à la planification de chacun des pays. La RDA bénéficiant de relations privilégiées avec sa voisine jouait dans le CAEM le rôle pivot d'importateur de technologies de l'Ouest et de producteur des produits les plus avancés exportés vers l'Est. Elle était avec l'URSS depuis le milieu des années 70, le créancier structuré dans le CAEM.

La fin du CAEM et l'unification allemande modifiait dramatiquement les conditions d'échange. Les paiements s'effectuent théoriquement en devises aux prix mondiaux (y compris entre nouveaux Etats indépendants de l'ex-URSS ; avec une réforme des prix imposés par la Russie). La dislocation et le compartimentage des espaces monétaires (nouvelles monnaies ou coupons, par républiques) accentuent la chute des échanges entre pays de l'ex-CAEM, la crise des approvisionnements, donc la crise tout court. En outre, s'il s'agit de payer en devises, chacun préfère acheter sur les marchés occidentaux. Enfin, les choix politico-économiques d'insertion dans le monde capitaliste ont renforcé le chacun pour soi de ceux qui sont le mieux placés dans la course aux

devises. Cela aggrave encore la dislocation des relations d'échange et la logique d'appropriation des ressources locales et régionales exportables par les pouvoirs locaux.

Malgré leurs disparités face au marché mondial, ces pays et régions se heurtent à l'étrécissement de ce marché en crise où règne le double langage. Car les grandes puissances capitalistes y sont protectionnistes tout en ayant préconisé le démantèlement des protections ailleurs. Les cinq pays d'Europe centrale et orientale qui ont signé en décembre 1991 avec la CEE des accords d'association en font aujourd'hui la dure expérience.

Leur vœu explicite, l'adhésion finale à la CEE, s'est traduit par le refus de rester lié aux anciens pays frères dans le cadre d'accords économiques redéfinis. Mais l'Europe libérale en crise leur fermera d'autant plus ses portes que ces pays produisent et exportent des biens (acier, matières premières, produits agricoles) pour lesquels la demande mondiale stagne ou régresse. Ils sont aussi concurrents de pays du Tiers Monde dans ces domaines et pour certains autres biens, et se heurteront aux nouveaux pays industrialisés. La crise du GATT est patente. Après l'agriculture, la guerre commerciale mondiale a rebondi avec l'acier comme enjeu : l'augmentation des exportations d'acier des pays de l'Est en Europe occidentale a provoqué un effondrement des prix de 20 à 30 %. La récente quasi-fermeture du marché américain de l'acier a brutalement aggravé les surcapacités de la CEE, dans le contexte de récession. « *Le conseil des ministres des douze vient de décider, (...) de limiter l'accès au marché communautaire des pays de l'Est* » (1).

Charité bien ordonnée

Il y a eu depuis le tournant de la décennie, effondrement du commerce entre pays de l'Est et accroissement des échanges avec l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), en particulier la CEE, mais les importations augmentent plus vite que les exportations. Et l'on vient de voir à quel avenir sont vouées ces exportations. D'autre part, c'est l'Allemagne qui est le principal bénéficiaire de ces échanges.

Face au coût de l'unification, et aux répercussions sur l'Allemagne de la crise à l'Est (réfugiés, notamment), une partie des la bourgeoisie allemande peut être tentée par une politique tournée vers l'Est au détriment de l'Europe de Maastricht (celle-ci est déjà mise à mal par le choix d'augmentation des taux d'intérêt pour financer l'unification), vers une logique de

délocalisation de certaines productions vers les pays voisins de l'Est pour faire pression à la baisse sur les salaires allemands tout en atténuant l'immigration, et vers l'abandon des soutiens agricoles très coûteux au profit d'une ouverture aux produits agricoles de l'Est brisant la solidarité de la Politique agricole commune (PAC).

Globalement, s'accroît la différenciation entre une "zone mark", périphérique à l'Allemagne et dominée par elle, et le reste. De grands projets sont certes en friches ailleurs (autour de la Baltique avec les pays d'Europe du Nord ; ou encore avec la Turquie, autour de la mer noire en direction des Républiques musulmanes de l'ex-URSS ; dans l'Asie du Sud-est, aux confins de la Chine, de la Corée du Nord (donc du Sud) et de la Russie associée au Japon. Mais, partout, la crise économique, les conflits sur les territoires et la propriété, les guerres locales sont des obstacles à la réalisation de ces projets, du point de vue des bailleurs de fonds surtout. Cette prudence, désormais de règle après la phase initiale de la "ruée vers l'Est", est, pour un capitalisme mondial déjà mis à mal par le gouffre de ses propres dettes, une des causes du piétinement des privatisations. Celles-ci avaient deux volets : la "petite privatisation" et la grande, essentielle au changement de système.

Faiblesse des privatisations

La première se poursuit, dans le commerce, les services et l'artisanat. Elle est très dynamique en Pologne, Hongrie et république tchèque, plus lente ailleurs. Elle piétine en Russie en dépit des programmes qui lui sont favorables. Dans le commerce, la restauration et le logement, le résultat est inférieur à 10 %, au lieu des 60 % prévus pour fin 92. La raison principale en est la gravité même de la crise et de l'hyperinflation, recouvrant à la fois une chute des revenus et la montée de toutes les incertitudes (sur les coûts, les approvisionnements, la stabilité politique).

Mais le but des programmes libéraux reste la "grande privatisation", supposée toucher des milliers d'entreprises dans des pays où le secteur public couvre 70 à 90 % de l'industrie. Cela ne recouvre pas seulement une dimension sans précédent de l'objectif de privatisation. Il y a derrière un système, avec des relations particulières de propriété, de production et de distribution, ses valeurs produites de son histoire, le rôle spécifique qu'y jouait l'argent quand n'existaient ni la possibilité d'acheter et de vendre des biens de production, ni marché du capital, ni système bancaire construit

1) Libération, 26 février 1993.

sur la base de l'accumulation capitaliste et de ses critères. Les programmes libéraux visent à subordonner l'économie et les rapports sociaux à la logique capitaliste, briser les monopoles mais aussi discipliner les relations sociales à la contrainte de la rentabilité, par le jeu de la concurrence et d'un financement par les ventes effectives. Il y a un risque réel, et pas seulement légal de mises en faillite et de licenciements.

Ces objectifs se heurtent à des obstacles majeurs : d'une part la crise elle-même des deux systèmes (crise économique, crise d'endettement, crise monétaire) : elles interagissent l'une sur l'autre dans une spirale régressive : la restauration capitaliste aggrave la crise à l'Est, et celle-ci accentue le désordre du capitalisme mondial : celui-ci ne trouve pas à l'Est les moyens de sortie de sa propre crise et subit le choc en retour de l'effondrement du "bloc" adverse (le coût de l'unification allemande sur l'Europe de Maastricht, l'afflux d'émigrés, la guerre dans l'ex-Yougoslavie et la montée des fascismes et des racismes). D'autre part, des résistances "de système", liées à l'absence de bourgeoisie, de capital et de régulateur marchand derrière la propriété collective. S'y insèrent les résistances ouvrières qui en tirent une force qui n'est pas réductible aux formes classiques de mouvements indépendants, syndicaux, auto-gestionnaires ou politiques. Ces derniers sont faibles ou très éclatés. Il s'agit encore moins de mouvements dotés de programmes alternatifs à la restauration capitaliste : la crise de projet socialiste alternatif à l'échelle mondiale et locale pèse durablement. Pourtant, la restauration capitaliste piétine.

Si celle-ci ne se mesure certes pas à la privatisation, la transformation de logique économique implique de briser les monopoles bureaucratiques qui sont aussi des lieux de concentration ouvrière. Mais d'où peut venir le capital ?

L'introuvable capital

L'épargne intérieure (à supposer qu'elle soit prête à s'investir dans des projets douteux) a été évaluée entre 10 et 20 % de la valeur des biens privatisables. L'apport de capital étranger est donc inévitable à tout projet restaurateur. Or, à la mi-1992, le stock total déclaré de capitaux étrangers "investis" dans l'ensemble des pays d'Europe de l'Est et l'ex-URSS est d'environ 12 milliards de dollars.

La Hongrie en concentre la majeure partie : elle en accueille autant que l'ex-URSS, soit 4 milliards de dollars sur les 12

évoqués plus haut. Ils se répartissent dans 13 500 entreprises mixtes : les apports étrangers par entreprise y sont donc très faibles. Le but des investisseurs reste souvent de se "placer" au moindre coût, pour l'avenir, et de bénéficier d'avantages fiscaux, sans prendre de risques. La grande privatisation, plus avancée en Hongrie, reste pourtant en deça des objectifs, d'autant plus irréalisables que les meilleures entreprises ont été privatisées en premier : le rythme se ralentira donc. De plus, 85 % de ces privatisations se sont faites au bénéfice d'un acheteur étranger, ce qui n'était pas toujours souhaité par le gouvernement.

Plus que le montant des privatisations, il importe d'évaluer quelles branches sont concernées par les privatisations et surtout leur poids dans l'économie toute entière. Il est difficile de faire des comparaisons avec d'autres types de sociétés pour déterminer quelle est la "masse critique" suffisante

et de protections (y compris monétaires) jusqu'à la mise en place du marché commun en 1957, dans cette reconstruction-là. Le "modèle" coréen va dans le même sens. Les recettes libérales actuelles sont à l'opposé de cette logique. Et les capitaux disponibles, au regard de l'immensité des fonds nécessaires et des risques encourus, se font rares.

En RDA, la privatisation a échoué comme moyen de mise à niveau. L'Etat devra assurer le sauvetage ou la restructuration d'une industrie qui, dans l'ensemble des Pays de l'Est, n'était pas la plus mauvaise. S'il le fait, c'est que ne pas le faire serait explosif socialement et politiquement. Mais le coût de l'unification n'est pas seulement financier. Les dégâts sont à évaluer en fonction de ce qu'étaient les caractéristiques socio-économiques, les valeurs, les avantages acquis dans les systèmes remis en cause. Le gain de libertés lié à la chute du parti unique n'est pas tout.

Il est de surcroît fragile et limité, car le capitalisme qui se restaurera sera profondément inégalitaire, donc dictatorial pour contenir les révoltes inévitables. Tout cela se mesure mieux aujourd'hui, après trois ans d'expériences. C'est pourquoi on assiste à un certain tournant.

Deux stratégies, un but ?

On a des stratégies différentes pour un même but (restaurer le capitalisme). La question est de savoir au profit de qui, et avec quel coût social ce but est poursuivi. Les principales alternatives rencontrées sont les suivantes :

A quel rythme privatiser ? Provoquer un choc irréversible, quel qu'en soit le prix ; ou protéger et transformer le secteur public en renvoyant à plus tard les privatisations, en espérant un processus plus "organique" d'émergence d'une bourgeoisie nationale ? Il y a alors le risque de perpétuer le règne de l'ancienne nomenklatura et des mécanismes de gestion non capitalistes. Changer les prix d'abord (avec les conséquences hyperinflationnistes dans un système où dominent les monopoles) ; ou privatiser d'abord, mais à quels prix, et avec quel capital ?

Sur quelles couches sociales s'appuyer pour restaurer le capitalisme ? La nomenklatura ou la nouvelle bourgeoisie issue des couches moyennes de l'intelligentsia et de l'économie de l'ombre ? Mais avec quel capital, quelle expérience de gestion, quelle capacité à imposer aux travailleurs la discipline du marché ?



pour modifier les dynamiques d'ensemble et les comportements. C'est là une des questions à analyser concrètement. Un des objectifs de la transition étant l'obéissance aux critères de marché, il s'agit de savoir si l'on assiste à une restructuration de l'industrie (privée et publique) sur la base de ces critères. Tel n'est pas le cas. Et ceci pour une raison majeure : l'application des règles marchandes à l'industrie de ces pays signifierait une totale désindustrialisation accompagnée d'explosions sociales.

En réalité, il s'avère que les "coûts" et les obstacles à la privatisation conçue comme changement de système, ne sont pas seulement quantitatifs. Les débats sur un "plan Marshall pour l'Est" le révèlent aussi. Il s'agissait en 1945 de reconstruire des pays déjà capitalistes et dotés de tous les attributs et comportements adéquats aux règles du marché. En outre, on a fait appel à beaucoup d'Etat, de planification

Une bourgeoisie mondiale appuyée sur une bourgeoisie intérieure compradore ? Si elle s'empare des meilleures entreprises, le sentiment populaire d'un bradage du patrimoine national se répandra. Quant aux entreprises non rentables, pourquoi les capitaux privés les renfloueraient-elles ?

Comment légitimer les privatisations auprès de la population, des travailleurs ? Les distributions gratuites (ou à bas prix) de coupons (Tchécoslovaquie, Russie) à toute la population sont la réponse la plus souvent proposée, mais le bilan n'est guère concluant. La distribution d'actions aux ouvriers à des taux préférentiels n'est en général pas retenue par les plus chauds partisans du capitalisme qui y voient un risque de perpétuer les "ambiguïtés auto-gestionnaires". Quelle place aux privatisations et au secteur public ?

Face aux recettes désastreuses des "jeunes économistes" défenseurs d'un libéralisme radical, on voit monter les représentants plus pragmatiques des "industriels" : la nomenklatura des grandes entreprises veut se protéger du marché mondial et intérieur, mais aussi des tensions sociales.

Vers plus d'Etat

Les politiques libérales apparaissent de plus en plus comme inefficaces ou contre-productives sinon destructrices du potentiel économique, culturel et social du pays. L'espoir dans les vertus automatiques du marché et de la privatisation était fondé sur le regard porté sur les vitrines occidentales et sur les prédictions des "experts". Il ne signifiait pas acceptation des règles marchandes et du capitalisme. Sur ce plan, les équipes libérales au pouvoir cherchent encore leur base sociale. Elles parlaient d'ailleurs plutôt "d'économie de marché", de réinsertion dans un "monde normal, et civilisé" que de capitalisme. Et la propagande officielle n'avait-elle pas décrié le marché et le capitalisme ? On était spontanément porté à refuser toute critique envers l'occident hier tant décrié.

Les avantages des sociétés dites socialistes se combinaient avec les dégâts de la gestion bureaucratique : c'est la raison pour laquelle, au début du moins, les travailleurs espéraient conserver les droits sociaux tout en se débarrassant de la bureaucratie par le marché et les privatisations. Mais ceux-ci remplacent le mauvais plein-emploi par le chômage, les produits bon marché mais insuffisants par des marchandises aux prix exorbitants, les services publics qu'il fallait se procurer par des combines par une privatisation source d'inégalités croissantes, la censure bureau-

cratique par la pire commercialisation de la culture.

Aujourd'hui, on voit réapparaître des bilans plus positifs du passé, qui peuvent servir des courants néo-staliniens ; en même temps, l'attitude vis-à-vis du capitalisme évolue en fonction des gains qu'on en attend. Pour certains (plus nombreux en république tchèque qu'en Pologne, en Roumanie ou dans l'ex-URSS), les capitaux privés apportent des produits, des emplois et des salaires plus élevés. L'approfondissement de la crise économique lié à la politique libérale provoque un rejet massif qui prend en Russie pour cible le Fonds monétaire international (FMI). Il n'y a pas pour autant automatiquement une alternative cohérente et progressiste opposée à la logique de la privatisation et critique vis-à-vis de l'ancien système. Car on ne peut défendre les droits sociaux dont celui-ci se réclamait sans remettre en cause la façon dont la bureaucratie les a dénaturés. Seule une logique de contrôle et de socialisation de la propriété, reste fidèle aux aspirations populaires contre les méfaits d'un bureaucratisme et d'un hyper-centralisme dévastateurs. Mais ces réponses ne sont crédibles que portées par des mouvements spontanés d'auto-organisation.

Ceux-ci sont très faibles aujourd'hui. Il se produit des résistances sociales suffisantes pour remettre en cause le libéralisme mais incapables de développer un cours socialiste alternatif. Par contre, l'instabilité gouvernementale et la montée au pouvoir en Russie de représentants de couches de la bureaucratie en contact plus direct avec le gros des travailleurs traduisent une crise des recettes libérales. Elle s'accompagne d'un infléchissement vers plus d'Etat et de protectionnisme. Mais avec quelle logique sociale ? Quel Etat pour quel système ?

En Allemagne, il y a eu absorption de la RDA dans un puissant Etat bourgeois réellement existant, avec son appareil, ses mécanismes régulateurs, sa bourgeoisie, ses capitaux, son marché et sa monnaie. Le piétinement des privatisations et les tensions sociales signifient, même là, un tournant vers un rôle plus important de l'Etat et du secteur public, sur la base des critères et prix capitalistes mondiaux : l'Allemagne peut y faire face, sans doute au détriment de la construction de l'Europe de Maastricht.

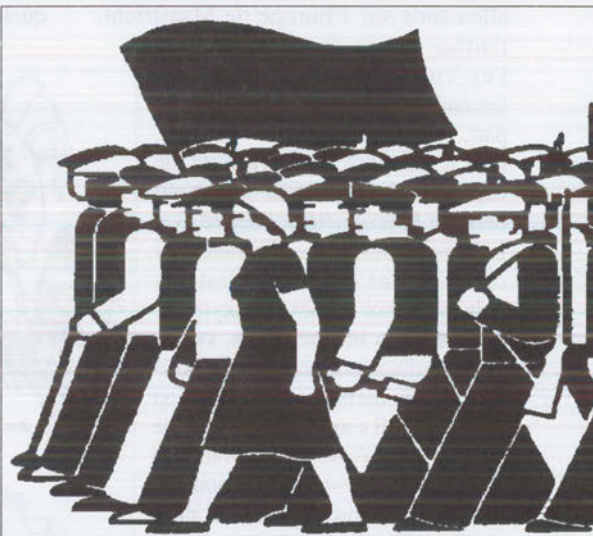
Hors de l'Allemagne, partout où manquent les capitaux, le renforcement du rôle de l'Etat ira de pair avec des protections envers les critères du marché mondial et intérieur. Comment protéger l'économie

existante, sans s'allier avec ceux qui rejettent les critères marchands, et sans protéger en même temps l'ancien système ? Tel est le dilemme auquel se confronteront les équipes en place.

Car, ailleurs que sur l'ex-RDA, le capitalisme ne règne pas encore. Les anciennes structures subsistent derrière les nouvelles formes, avec leurs rapports de forces sociaux, leurs mécanismes. La désagrégation du Parti/Etat accentue les compartimentages et le rôle croissant des "hommes de terrain" à la tête des grands ensembles industriels et des pouvoirs locaux (ou régionaux).

Des logiques conflictuelles

Ces lobbies qui marchandaient autrefois avec les organes centraux du plan pour augmenter leurs ressources et déter-



miner les objectifs du plan, prennent désormais en otage un pouvoir central. Celui-ci ne peut plus s'appuyer sur un appareil centralisé du Parti/Etat pour leur faire contre-poids. Les crédits inter-entreprises échappant à tout contrôle accompagneront de fait des relations de troc maintenant les réseaux traditionnels des grandes entreprises.

Celles-ci assumaient leur fonction de production sur la base de relations sociales spécifiques avec les travailleurs dont l'aspect monétaire n'était pas l'essentiel : la distribution directe de produits et services rares jouait un rôle majeur. Le cadre de vie des travailleurs était parfois complètement structuré localement par quelques grandes entreprises fournissant tout l'emploi local. De la Chine à la Russie, en passant par l'Allemagne de l'Est, ces facteurs aggravent le coût social d'une subordination à des règles marchandes (les réformes engagées depuis de longues années ont pu atténuer ces caractéristiques

ailleurs) et rendent impossible en Chine la remise en cause de la stabilité de l'emploi, en dépit de décisions prises dans ce sens. Il en sera de même en Russie, malgré le vote formel d'une loi sur les mises en faillite, en novembre 1992.

De même qu'il y avait une convergence conflictuelle d'intérêts entre travailleurs et managers vis-à-vis du plan, de même ces relations subsistent-elles dans la résistance actuelle à la suppression des subventions et aux changements de prix. C'est une des raisons majeures qui limite la généralisation de grèves ouvrières et d'organisations syndicales totalement indépendantes des employeurs.

Dans ce contexte, des alliances politico-sociales hétérogènes peuvent se nouer "au centre", comme en Russie : la résistance au libéralisme correspond pour les travailleurs à des objectifs de production

pas pour autant adoption des critères capitalistes. Comme on dit en Hongrie, « *on croyait passer du plan au marché, mais on passe du plan au clan* » : pour les bureaucrates, des relations directes et personnelles entre entreprises et pouvoirs locaux, mais aussi avec les travailleurs peuvent rapporter plus et être plus sûres que de se confronter à eux. Et il peut être plus facile de parasiter le marché comme hier le plan, que de s'y soumettre.

Des parties substantielles de l'appareil bureaucratique ne voient d'issue que du côté capitaliste. Mais le capitalisme ne se décrète pas. Sa restauration est crédible là où le capital international est prêt à s'investir et où la crise économique n'est pas trop forte : dans la zone mark, aujourd'hui, essentiellement. Entre un capitalisme qui ne parvient pas à se rétablir sous la direction d'un Eltsine, et des ouvertures audacieuses aux investissements étrangers sous contrôle d'un Parti/Etat communiste chinois répressif, les frontières seront floues.

Pré ou post-capitalistes ?

Il n'y pas de symétrie entre révolution et contre-révolution. Selon un dicton populaire à l'Est, le passage des poissons à la soupe ne pose pas les mêmes problèmes que le retour de la soupe aux poissons. On a parfois dit des sociétés de type soviétique qu'elles étaient plutôt pré-capitalistes par le degré de développement et par les rapports sociaux : comme dans les sociétés féodales, il y a des rapports non

marchands de domination/protection entre bureaucratie et travailleurs.

En dépit d'une forme "salariale", les grosses entreprises ne peuvent attirer et garder leurs travailleurs qu'en leur fournissant biens et services rares. Telle est, y compris en Chine, la cause fondamentale de la non-application des décisions de rentabilisation des entreprises : comme dans le passage du féodalisme au capitalisme, le travailleur doit être complètement soumis au marché. Son salaire doit être la seule forme de rétribution de son travail.

Mais, contrairement aux sociétés pré-capitalistes, au salaire s'ajoutent bien d'autres "ressources" distribuées sous une forme monétaire spécifique : une partie essentielle du "salaire social" prend la forme d'une distribution durablement subventionnée des transports, santé, biens de base, culture. D'où l'effet particulièrement dramatique et régressif des changements de prix. L'ensemble des transformations recherchées vise à supprimer toutes ces

protections et gains sociaux. Mais... il ne s'agit pas de transformer des serfs en salariés. Il existe déjà un "prolétariat" particulier, massif et concentré même s'il n'existe pas (n'en déplaise à ceux qui parlent de capitalisme) de bourgeoisie significative et de capital primitif suffisamment accumulé. Il existe par contre un redoutable capitalisme mondial, déjà formé quand ces sociétés en ont exproprié les quelques représentants. Les travailleurs ont été valorisés comme les seuls créateurs de valeur au nom d'une critique de ce capitalisme ; on leur a répété qu'ils étaient les propriétaires des biens sociaux.

"Privatisations sauvages"

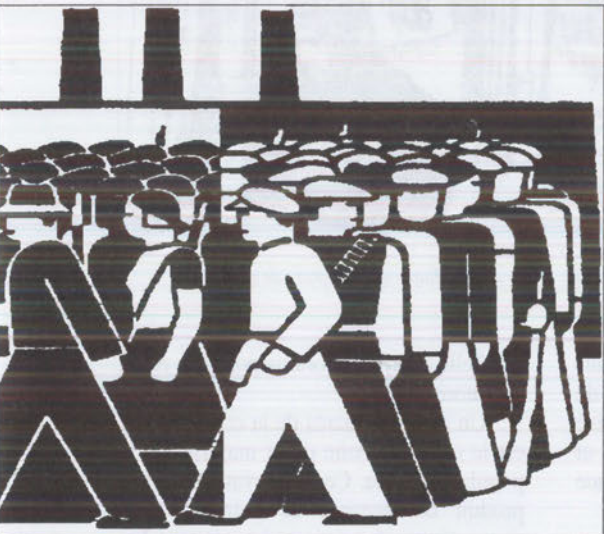
C'est si important qu'une des questions essentielles que se posent toutes les équipes au pouvoir est : comment légitimer la privatisation ? La distribution gratuite de coupons à toute la population étant une réponse prédominante à cette question-là, car dans la conscience populaire, les moyens de production étaient à tous et à personne. La bureaucratie n'était pas un vrai propriétaire et elle ne peut le devenir par proclamation : les "privatisations sauvages" accomplies au début par la nomenklatura ont souvent été annulées ou sont formelles.

Tout cela renvoie aux aspects "post-capitalistes" de ces sociétés : on peut le résumer à la force acquise par les travailleurs en dépit du fait qu'ils ont été expropriés du pouvoir et démunis d'organisations indépendantes. Cela ne donne pas à ce prolétariat une cohérence politique dans une perspective de société alternative. Mais cela donne des moyens de résistance à une logique capitaliste d'ensemble.

Le changement de logique économique reste pour un système capitaliste le déterminant en dernier ressort : il implique le changement de rapports sociaux, faisant réellement des travailleurs un prolétariat soumis au marché du travail ; faisant de l'argent un capital susceptible de s'investir dans des moyens de production pour en tirer une plus-value ; faisant du profit le critère de l'orientation des investissements et de la gestion des entreprises (même publique).

Il n'est pas nécessaire pour cela que tous les moyens de production soient privés, ni que la seule logique à l'œuvre soit capitaliste. Mais il faut que cette logique-là domine. C'est cela qui n'existe pas encore et qui n'est pas assuré d'exister. ★

1er mars 1993



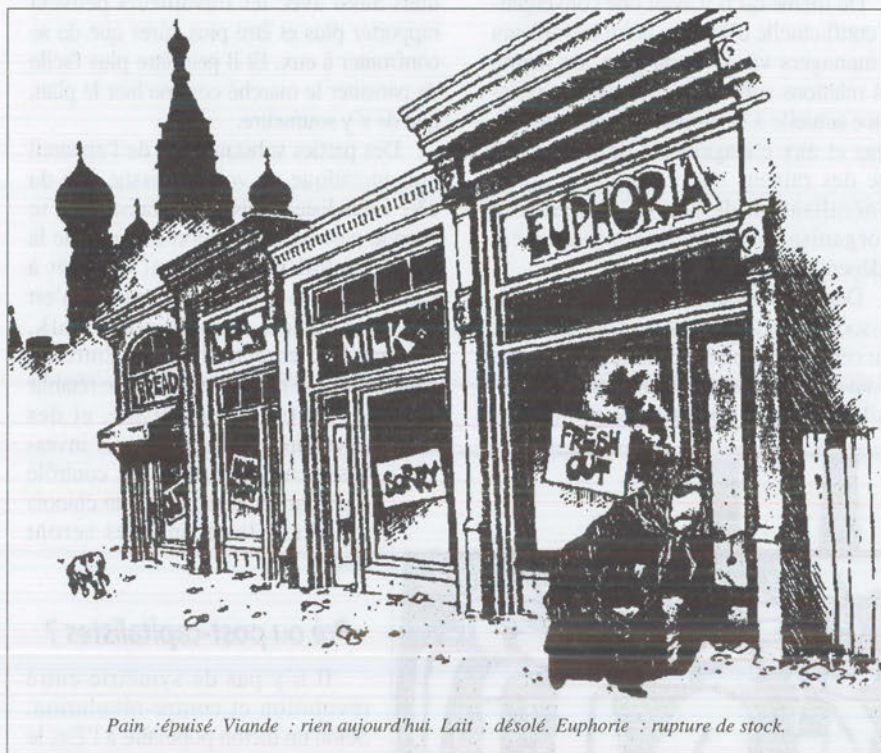
sociale, pour une partie de la nomenklatura industrielle au moyen de protéger son industrie dans le cadre d'un futur capitalisme national soutenu par l'Etat, et pour les forces politico-sociales hostiles au capitalisme sur tout l'échiquier que cela peut recouvrir, une résistance aux objectifs mêmes des réformes.

Le pragmatisme de la bureaucratie peut lui faire percevoir les menaces (pour elle-même) liées à la restauration capitaliste ; la chasse aux sorcières joue aussi contre les anciens nomenklaturistes ; les révoltes ouvrières sont également dangereuses. L'alliance du nationalisme et d'un discours anti-libéral égalitariste voire ouvriériste est confirmée comme une des variantes d'un "conservatisme" qui n'est pas pour autant un simple retour au passé. Il peut donner naissance à des formes de national-socialisme, ou des populismes fascisants. Mais, surtout, la "privatisation" au sens du démantèlement des anciennes structures de pouvoir central, ne signifie

Hiver d'un calme gênant

La crise socio-économique croissante en Russie s'est développée suivant un nouveau scénario. On aurait pu s'attendre à ce que la chute de 30 à 40 % du niveau de vie de la majorité de la population — ceux qui vivent d'un salaire ou d'une pension de retraite — au cours des deux années passées, soit accueillie par un soulèvement de masse, la naissance d'un mouvement social actif et la recrudescence de l'auto-organisation des travailleurs. En vérité, la plupart des organisations révolutionnaires avait basé leur tactique sur cette hypothèse.

Alexandre BOUZGALINE



Pain : épuisé. Viande : rien aujourd'hui. Lait : désolé. Euphorie : rupture de stock.

Pourtant, la vie en a décidé autrement. d'abord, le mouvement ouvrier a eu du mal à opérer la transformation d'organes d'Etat en syndicats indépendants, tandis que les expériences naissantes d'autogestion locale et régionale s'effritent à peine écloses.

Ensuite, les organisations politiques démocratiques de gauche n'ont pas réussi à dépasser le stade de petits groupes de militants, en général plusieurs douzaines dans les grandes villes ; même dans les meilleures circonstances, ils recrutent leur base dans la masse amorphe et passive des membres de l'ancien Parti communiste. La gauche reste clivée selon une division permanente entre les courants anciennement "informels" (Parti du travail, socio-démocrates de gauche, Confédération anarcho-syndicaliste, etc.) et des organisations qui tirent leur origine dans le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), telles que le Parti socialiste des travailleurs (PST) ou le Parti communiste russe (PCR).

Enfin, la force dominante au sein de l'opposition plus ou moins active au régime s'est avérée être, non pas la gauche démocratique, mais le mouvement "rouge et blanc". Ce dernier rassemble les communistes orthodoxes du Parti communiste

ouvrier russe (PCOR) et autres néo-staliniens et des organisations bourgeoises de droite, voire monarchistes. Il a mobilisé sur des slogans national-patriotiques et leur programme appelle à la renaissance de la Russie en tant que superpuissance.

Déchirure au sommet

A la différence de la gauche, les cercles du pouvoir ont renforcé leur positions en terme de structuration bureaucratique interne à tel point qu'ils peuvent se livrer à une bataille fractionnelle publique entre l'Union civique d'une part, et l'équipe Eltsine-Bourboulis-Gaïdar de l'autre.

Néanmoins, ce conflit n'est pas une lutte entre des partis ou organisations politiques dans le sens traditionnel du mot. L'essentiel se joue au sein des structures bureaucratiques, à différents niveaux : des directeurs d'entreprises d'Etat (aujourd'hui pseudo-sociétés mixtes par actions) jusqu'aux multiples présidents et premiers ministres (qui sont nombreux dans la Fédération russe) en passant par les directions des administrations régionales. Les partis et mouvements à la droite de l'éventail politique se sont graduellement transformés en autant de figurants de cette joute de cirque bureaucratique.

Telle était le panorama politique russe à l'automne 1992.

Un des ingrédients de la crise actuelle est le conservatisme de la majorité de la population russe. Ce conservatisme est le produit de décennies de stagnation politique, imposée avec peine durant les années de *perestroïka*, puis renforcée l'année dernière sous une forme nouvelle. La population, habituée à obéir aux ordres du gouvernement et à se soumettre au système de contraintes d'ordre non-économiques du "socialisme réellement existant", ayant peu d'expérience des traditions de vie sociale indépendante et d'auto-organisation, a été aspirée dans le maelström du marché de la mafia bureaucratique, en général sans savoir nager. Habituée à l'obéissance et au travail suivant des lois bureaucratiques exclusives mais aussi à certaines garanties sociales, elle a été brutalement plongée dans une nouvelle réalité.

Maintenant, les vieilles barrières et les garanties ont disparues. La vie suit la nouvelle loi universelle du "chacun pour soi", de la guerre de chacun contre tous. Les garanties bureaucratiques ont cédé la place au combat de tous contre tous sur le marché ; une forme d'aliénation a été remplacée par une autre. Pourtant, à la différence

d'un système de marché achevé, ce nouveau monde manque de toute règle de vie sociale. Que ce soient la propriété et les prix, les valeurs morales et les normes légales, les Premiers ministres et les commissions, tout change à une vitesse inimaginable. Il y a un vide institutionnel et législatif.

Dans ce bourbier, on trouve des lopins de terres émergées, centres du pouvoir économique, social et politique qui soumettent la vie des personnes "ordinaires" à leur volonté. Sur ces îlots embrumés, on distingue vaguement les formes de la *nomenklatura* de l'ancien parti-Etat — fraîchement reconvertie en directeurs d'entreprise et d'industries — et des nouveaux riches, dans leurs majorité plus ou moins liés à la précédente, à dire vrai d'une nouvelle élite politique.

La bureaucratie recyclée

La crise économique et la paralysie du pays ont simplement amendé le chaos existant. Ce dernier n'est pas assez profond pour que la majorité de la population ait eu à en souffrir sérieusement. Malgré la chute du niveau de vie, la plupart des travailleurs, paysans et intellectuels ne risque pas la faim ou la misère immédiate. La crise est, de surcroît, très inégale ; à niveau de qualification égal, un ouvrier ou un ingénieur ont un pouvoir d'achat différent suivant l'endroit où ils vivent et la nature de leur entreprise. Si on ajoute à cela les prébendes gouvernementales, continuelles mais aussi imprévisibles qu'arbitraires, les vastes possibilités de spéculation et la désorganisation générale, on voit comment la crise tend à augmenter la division entre travailleurs et leur aliénation mutuelle.

Il est très difficile pour une "personne ordinaire" plongée dans ce nouvel univers de parvenir à une compréhension correcte de ses intérêts fondamentaux. Cela reste le cas même s'il faut prendre en compte certains contre-facteurs ; nous sortons d'un système totalitaire qui contenait, même si c'était sous une forme mutante, des germes réels de socialisme, comme les efforts pour atteindre la justice sociale et l'enthousiasme (la capacité de travailler collectivement pour l'avenir), et la tradition de collectivisme et d'autogestion. Tout ceci demeure un aspect de la psychologie sociale russe.

En outre, la *perestroïka*, a donné naissance, même à petite échelle, à une tradition antitotalitaire réelle et durable — la défense de la démocratie, de la transparence et des droits humains. Le résultat en a été l'émergence de franges capables d'initiatives collectives.

Le problème fondamental des travailleurs et du mouvement social, dans notre pays au cours des dernières années, provient de la contradiction entre deux réalités ; d'une part, la masse des travailleurs reste passive, en dépit de la crise, et est animée par le conservatisme et le désir de se replier sur elle-même, et de l'autre, subsiste une tradition de gauche démocratique à caractère et politique et social.

En dépit de l'échec évident de la tentative d'effectuer une percée dans la constitution d'un mouvement de gauche démocratique de masse, les communistes et socialistes en Russie ont été capables d'amorcer la construction d'une véritable force politique et sociale. Au cours de l'année 1992, les premiers partis politiques de gauche ont été formés. Les partis post-communistes (PST et PCR) ont été enregistrés et le Parti du travail (PT) a tenu son congrès de fondation, pendant que les socio-démocrates de gauche formaient une fraction organisée.

Toutes ces organisations aux contours assez diffus, rassemblent un large éventail de positions politiques, mais les premiers pas ont été faits et un travail politique concret est en cours dans les centres urbains.

Enfin l'unité ?

Parallèlement, les interminables tentatives unitaires ont connu leur dénouement avec le premier congrès de la gauche démocratique des 28 et 29 novembre 1992, qui a rassemblé 1 200 délégués et 300 invités de toutes les principales régions de la Russie, de la plupart des pays de la Communauté de Etats indépendants (CEI), des Etats baltes, du Caucase, d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'Australie. Y ont assisté les principaux partis de gauche, des groupes de socio-démocrates de gauche, le parti nationaliste Russie libre associé au Premier ministre russe Alexandre Routskoy et plusieurs autres organisations d'orientation communiste ou socialiste. De plus, et c'est particulièrement important, des dirigeants du syndicat russe, l'Union des collectifs de travailleurs, des mouvements de femmes et des écologistes, ainsi que des personnalités nationales du monde de la culture, des sciences et de la presse ont accepté d'y prendre part.

Cette liste impressionnante n'est pas tout, la conférence a signifié une première en terme d'unité entre les organisations post-PCUS, la gauche démocratique et les organisations sociales. Les sempiternelles déclarations sur le besoin d'une nouvelle force sociale, qui soit fondamentalement différente à la fois du type "néo-bolche-

vique" stalinien et patriotique d'arrière-garde, et du modèle privilégié par le camp libéral, ont finalement abouti sur quelques résultats concrets.

Mais, ce pas en avant reste ambigu et l'unité réalisée, bien fragile. Les documents adoptés par le congrès, fruits de laborieux compromis entre différents groupes, sont en conséquence flous : les rares critiques du gouvernement sont nuancées par un assentiment diffus et une dissociation extrêmement vague vis-à-vis des forces chauvines au pouvoir.

Dans le PST et le PCR, particulièrement dans les provinces, les idées d'unité anti-Eltisine et de recreation de l'URSS en tant que force dont nous et nos enfants pourrions être fiers sont assez fortes. De telles notions peuvent avoir leur côté positif, surtout pour des gens qui ne sont pas habitués à une approche dialectique des problèmes nationaux.

Les limites du Mouvement des forces de gauche sont vagues ; d'un côté il y a la force motrice des "rouges-blancs" chauvins, et de l'autre, le poids mort du bloc de l'Union civique et autres structures similaires. Fondé à la veille de l'ouverture du Congrès des députés du peuple, le Mouvement de la gauche démocratique est passé au second plan des batailles de congrès entre une majorité instable et l'équipe présidentielle et ses supporters au Congrès.

Le Congrès paralysé

Le Congrès du peuple a montré l'aspect tragique de la situation politique russe. Malgré ses faiblesses, il a reflété le bourbier russe. La majorité des députés n'avait et n'a toujours pas de position politique ferme, comme la majorité de la population, mais tente plutôt de se préserver. La majorité évite les extrêmes, qu'elle voit personnifiées dans le cours aventuriste proposé par Gaïdar, par un puissant réflexe conservateur, plutôt que par souci démocratique. Ceci était en phase avec le sentiment passif et indécis de la population, capable de mettre en échec et même de démettre des dirigeants, mais extrêmement hésitante lorsqu'il s'agit de faire des choses en positif.

Confrontés aux menaces du président de dissoudre le Congrès, les députés ont pris quelques résolutions extrêmement prudentes pour un cours économique différent et pour imposer un changement de Premier ministre et un certain nombre de reculs au président Eltsine.

L'"opposition officielle" à la ligne Eltsine-Gaïdar, l'Union civique (UC), a manœuvré et a négocié dans les couloirs afin de placer ses propres partisans aux postes clefs, avec la conviction sincère

u'ils oeuvraient ce faisant pour "le salut de la patrie".

Le programme économique conçu par des experts proches de l'UC devrait effectivement être plus utile pour sortir le pays de la crise que les expériences monétaristes de Gaïdar, mais il n'y a pas de garanties qu'une fois au pouvoir, les dirigeants de l'UC poursuivent une ligne différente de celle de Gaïdar.

Intrigues et statu-quo

Le résultat des intrigues de l'opposition a été bien plus limité que prévu : un nouveau Premier ministre entouré des anciens ministres et sous le contrôle du même président. L'opposition pure et dure au cours présidentiel — qui était le courant principal de la majorité — est engluée dans un groupe très hétérogène de gens hostiles au gouvernement — des "étatistes" modérés aux nationalistes, et des communistes orthodoxes aux libéraux paraisant d'un "Etat fort". En dépit du poids décisif de ce courant — à la fois lorsque ses composantes agissent chacune de son côté et quand elles soutiennent la majorité sur une question ponctuelle —, il s'agissait d'un phénomène temporaire produit par un sentiment de menace commune.

Le résultat de ce Congrès a été un hiver calme, une accalmie pendant laquelle de nouveaux et plus dangereux conflits politiques se sont tramés. Il y a plusieurs raisons à cette trêve.

D'abord, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Premier ministre a dans une certaine mesure enrayer la désintégration de l'économie. Ceci, non parce qu'il y avait un nouveau dirigeant, c'est plutôt qu'il y a un nouveau dirigeant parce qu'un groupe puissant de "décideurs" économiques — tout particulièrement la bureaucratie économique intermédiaire, et surtout tous les directeurs de grosses entreprises d'Etat — ne pouvaient plus laisser saper leur privilèges et ont décidé de lancer une contre-offensive. A la différence des "gaïdardiens", ces chefs d'entreprise ont compris que le maintien de l'industrie est une condition de leur survie en tant que groupe social. Ils ont donc pris des mesures dans ce sens, principalement aux frais des travailleurs et sans s'attaquer aux racines de la crise.

Ensuite, un compromis fragile a été passé entre deux groupes protagonistes de la *nomenklatura* capitaliste — les partisans d'une économie ouverte, d'une politique monétariste et d'une réforme drastique, d'une part, et une fraction préoccupée par la préservation du pouvoir des organes de l'Etat et orientée vers une réforme modérée et un glissement progres-

sif du socialisme de *nomenklatura* au capitalisme de *nomenklatura*, de l'autre. Le panorama politique est tributaire du fait qu'aucun de ces courants ne l'a emporté.

Enfin, "le peuple est silencieux". La majorité de la population ne s'occupe pas de politique mais de sa survie en ces temps d'aggravation de la crise économique, sociale et même des institutions gouvernementales. Les conservateurs ont perdu leurs espoirs sur les structures de pouvoir actuelles et rêvent en secret d'un nouvel homme fort — un sentiment très dangereux dans un pays aussi riche en traditions totalitaires et pauvre en garanties démocratiques. Le travailleur moyen redoute d'être licencié et espère une augmentation de salaire.

Ceci impose des tâches à la gauche démocratique. L'accalmie offre la possibilité de construire l'unité des différentes forces politiques et sociales qui pensent que la création d'une vraie démocratie — basée sur le pouvoir effectif du peuple — est la condition indispensable pour que le pays sorte de la crise. Allons-nous relever ce défi ? Nous en avons encore le temps.

Temps de recomposition

Nous abordons une période de réalignements politiques, en particulier avec le processus de refondation du Parti communiste russe sur la base des deux organisations post-PCUS et la préparation du second congrès de la gauche démocratique, qui, souhaitons-le, donnera naissance à la collaboration entre les organisations politiques socialistes et le mouvement social.

Le plus important de ces développements a été le second congrès (extraordinaire) du Parti communiste de la fédération russe (PCRF), qui a vu la refondation du PCUS en Russie. Au moment de sa fondation, ce parti revendiquait un demi-million de membres — ce qui en ferait le premier parti du pays. Mais dès sa naissance, il a été déchiré par un violent conflit interne, avec la base qui ressent la nécessité de réaliser l'unité la plus large contre les effets de la crise croissante produite par la politique de l'équipe Eltsine et veut "restaurer le socialisme". Par ailleurs, l'absence de programme politique précis — le programme adopté ne contient rien d'autre que des généralités — et de réponse à la question de savoir pourquoi le "socialisme" s'est effondré en Union soviétique (les références à une trahison venue d'en haut en sont la preuve), les efforts pour rétablir une unité de fer et la suppression des tendances, entre autres signes, montrent que le PCRF est plein de gens qui n'ont "rien oublié et rien appris".

De plus, ce parti est très proche du Front de salut national (FSN), l'organisation des "étatistes" avec un profil nationaliste et de restauration de l'ordre. Ceci était patent dans les discours de beaucoup des délégués au congrès et le choix de Zyuganov, coprésident du FSN, comme président de l'exécutif de comité central du parti.

Rien oublié, rien appris

La question des rapports avec cette organisation est l'un des principaux problèmes qui se posent à la gauche démocratique. Parmi les centaines de milliers de membres du PCRF, il y a de nombreux communistes démocrates qui ne voient pas d'alternative de gauche crédible dans le pays. L'avenir dira si une opposition démocratique apparaîtra dans le PCRF.

L'éventail politique de la gauche contient aujourd'hui trois composantes essentielles. Un pôle constitué du PCOR et des néostalinien, le pôle de la gauche démocratique et entre les deux le PCRF, plus gros mais plus amorphe.

En fait, "ce qui est mort dévore ce qui est vivant" ; il n'y a pas eu de changement révolutionnaire du système social en Russie. Le bloc des conservateurs et de la *nomenklatura* a simplement changé de forme, et il n'est donc pas surprenant que la scène politique ressemble beaucoup à ce qui existait à la veille de l'effondrement de l'URSS.

Néanmoins, la gauche démocratique a un peu appris des deux dernières années ; elle est plus fortement enracinée et plus forte. Les mois à venir diront si elle a progressé. ★

Moscou, 17 février 1993

Les lambeaux de l'utopie

Jacek Kuron est sans nul doute une des personnalités politiques les plus marquantes des trois dernières décennies en Pologne. Emprisonné une première fois en 1964 en tant que communiste révolutionnaire, il fut de ceux dont les idées ont fécondé le mouvement de révolte des étudiants et intellectuels en mars 1968. En 1976, il fut l'un des fondateurs du Comité de défense de ouvriers (KOR) et sa réflexion stratégique joua un rôle certain dans l'émergence d'un mouvement ouvrier indépendant, dont la naissance de Solidarité en 1980, constitua l'épanouissement.

En 1987-1988 ses écrits ont, une fois encore, joué un rôle important dans l'élaboration du compromis dit de la table ronde, qui sonna le glas du régime du général Jaruzelski. Il est aujourd'hui ministre, chargé du travail et de la protection sociale, dans un gouvernement de coalition au sein duquel son courant politique, naguère hégémonique, doit cotoyer les fondamentalistes catholiques.

Jan MALEWSKI

Ce qui frappe tout d'abord dans sa réflexion actuelle (1), c'est un regard lucide sur la réalité polonaise : le mécontentement social croissant et justifié, la reconnaissance de la liquidation des acquis sociaux que l'ancien régime était parvenu à maintenir malgré leur dégénérescence indubitable, l'absence d'un projet qui permettrait au nouveau régime de mobiliser la société et d'en obtenir non seulement une tolérance (fruit de l'atomisation et de la fuite dans la vie privée de larges couches sociales) mais encore un soutien.

Confronté à un mécontentement croissant, déchiré par les débats de société dont le moindre n'est pas celui qui oppose les libéraux démocrates partisans d'une démocratie parlementaire aux catholiques fondamentalistes qui cherchent à institutionnaliser une solution théocratique autoritaire, le nouveau régime polonais est à la recherche d'un second souffle. L'appui syndical qu'il s'était assuré dans un premier temps au travers de l'intégration de Solidarité, même prolongé et élargi à d'autres forces syndicales par le pacte social (2) ne peut être une solution à long terme. Les commissions tripartites, la cogestion et la co-responsabilité, s'ils peuvent apparaître comme une solution aux yeux des dirigeants syndicaux, n'en constituent pas une pour la majorité des travailleurs.

C'est là que prend tout son sens le rappel de certains valeurs auquel Jacek Kuron procède. Le vaste mouvement social qui s'était constitué autour de Solidarité était en effet mû par un projet de société, projet sacrifié par les dirigeants du syndicat indé-

pendant sur l'autel des négociations avec la bureaucratie vacillante. Le bilan de trois années de marche forcée vers le capitalisme — appelée pudiquement "économie de marché" — est perçu par la majorité de ceux qui avaient placé leurs espoirs en Solidarité, comme un déni de leurs droits et aspirations. C'est eux, aujourd'hui résignés et apathiques ou franchement hostiles, que Jacek Kuron voudrait mobiliser autour de l'utopie d'un capitalisme réalisant la justice sociale.

Ce faisant, Jacek Kuron renoue avec ses écrits antérieurs. En décembre 1977, il écrivait : « Il n'est sans doute pas nécessaire de convaincre quiconque que le droit illimité de s'enrichir peut consister en une obligation de misère pour beaucoup. Pour pouvoir donc réaliser dans la pratique sociale le bien de chaque être humain en tant que valeur suprême, le principe idéologique de justice sociale est indispensable » (3).

De l'autogestion...

S'il approuvait déjà au nom de l'efficacité les propositions libérales dans le domaine de la fixation des salaires, c'est pour ajouter immédiatement, qu'« en tant que critères de distribution du produit social, ces propositions sont injustes » et proposer un développement de la consommation collective dans le but de limiter les écarts des revenus individuels. Pour lui « la production de biens matériels qui échappe au contrôle social et le totalitarisme » étaient alors les principaux problèmes du monde actuel (4), et il se prononçait en faveur de « la libération du travail au travers de l'autogestion au sens large » (5)

d'un « large mouvement d'autogestion, incorporant sur une base fédérale les mouvements autonomes des travailleurs, les syndicats, les mouvements locaux, régionaux, culturels, l'autogestion de l'éducation, de la science, des consommateurs etc ». « Ces mouvements — expliquait-il — devraient tendre à reprendre des mains de l'Etat la fonction de la planification de la coopération sociale et d'autre part réaliser ce plan de manière autogérée - autonome. Il s'agit donc d'un plan, qui tout en centralisant tout ce qui doit l'être, créerait en même temps les conditions de l'autonomie des milieux sociaux, des régions, des groupes et des plus petites organisations de la production » (6).

Force est de constater que le choix d'orientation vers le capitalisme, opéré avec la participation consciente de Kuron (mais sans celle de la société auto-organisée), a sonné le glas des projets généreux de notre auteur. L'option libérale marchande a mis fin non seulement à la coopération sociale consciente et à l'Etat-

1) Dont nous publions ci-après de larges extraits.

2) Le pacte sur l'entreprise publique, signé le 21 février 1993 par le gouvernement et le représentant des managers séparément avec Solidarité, d'une part, et les syndicats dont les racines plongent dans l'ancien régime, de l'autre, prévoit une accélération du processus de la privatisation. Les travailleurs obtiennent le droit de choisir la voie de la privatisation (de concert avec les directeurs), 10 % des actions de l'entreprise ainsi qu'une représentation au sein d'organes de cogestion. Enfin, l'impôt sur le capital des entreprises publiques — le "dividende" — est supprimé et remplacé par un impôt sur les bénéfices (un tiers de bénéfices, les deux autres étant partagés également entre un fond d'accumulation et un fond de primes).

3) Jacek Kuron, *Zasady Ideowe* (Principes idéologiques), p.57, ILP, Paris, 1978.

4) *Ibid*, p.61.

5) *Ibid*, p.58.

6) *Ibid*, p.62.

providence, mais a conduit de plus à une baisse de la production d'une ampleur telle que l'Etat n'a plus les moyens de procéder à une redistribution du produit social. Un des subordonnés de Kuron au Ministère du travail expliquait ainsi que son institution n'a tout simplement pas les moyens de nourrir les enfants qui souffrent de la famine (7). Pire, la décentralisation de l'aide sociale, dont Kuron a été un des auteurs, se heurte aujourd'hui aux budgets locaux en équilibre, qui ne peuvent l'être que parce que l'aide sociale y a été réduite à la portion congrue.

...à la cogestion

En cherchant à renouer le fil rompu de l'utopie de la justice sociale qu'il avait formulé en 1977, tout en la situant dans le cadre de la société capitaliste, Jacek Kuron est ainsi réduit à proposer non plus la libération du travail ni encore moins le contrôle social sur la production des biens comme moyens de réaliser son but, mais tout au plus une gestion mutuelle de la pénurie, avec une éventuelle aide de l'Etat sous la forme de déductions fiscales. Celui qui fut le théoricien de l'auto-organisation sociale, après avoir contribué à l'étouffer au nom de l'efficacité, propose aujourd'hui l'action collective dans les interstices de la société marchande. De l'utopie généreuse, il ne reste que les lambeaux.

Pourtant, dans le climat politique polonais, tout entier voué aux disputes de substitution et aux invectives, la prise de position de Kuron a le mérite d'élever le débat. Et le terme même de justice sociale (présenté par les ultra-libéraux comme une invention stalinienne) prononcé par Kuron a une consonance subversive. ★

27 février 1993

Le mythe de la justice sociale

Le socialisme réel voulait réaliser la justice sociale à travers la distribution et donc la liquidation du marché. Et c'est justement avec le marché que ce système a perdu. Il a perdu, d'ailleurs, dès le début. Il est connu que la liquidation du marché a eu pour effet l'inefficacité économique. On dit plus rarement que la liquidation du marché a fait exploser la demande.

Jacek KURON



Sur le marché on ne peut acheter que l'équivalent de l'argent possédé. Lorsque le marché est remplacé par la distribution, rien ne limite plus la demande : elle correspond aux aspirations humaines. Il faut alors recourir à diverses formes de rationnement : les formes publiques, comme les bons ou les queues et les formes déguisées - les "accès privilégiés" et la corruption. Et lorsque l'on distribue, les uns reçoivent plus, les autres moins, les uns sont privilégiés et les autres discriminés. Et le principe de la justice sociale se voit limité.

L'abandon de la terreur de masse après 1956 a permis - au travers de grèves, de manifestations et plus tard de mouvements plus organisés - une pression sociale en faveur du respect de la justice : liquidation des privilèges, accès général aux biens de consommation, à un niveau de vie décent. En un mot "socialisme, oui ; déformations, non".

Ces mouvements traduisaient des attitudes revendicatives expliquées par le principe de la distribution. Les gens prenaient leur sort en mains - ce qui leur rendait le sentiment d'être des sujets de l'histoire - tout en se bornant à exiger davantage des gouvernants.

L'instauration de l'économie de marché était en phase avec les aspirations de toute la société. Les gens comptaient sur une rapide amélioration de leurs conditions d'existence et croyaient en Solidarité, qui leur a permis de recouvrer leur place de sujets historiques, mais qui était aussi

un mouvement revendicatif. L'injustice sociale de l'économie du marché est apparue dès le début. En janvier et février 1990 les magasins se sont remplis.

Si auparavant, peu de membres de la "classe moyenne" - dont font partie les ouvriers qualifiés, les instituteurs, les employés, les médecins, les paysans moyens - pouvaient acheter ce qu'ils trouvaient dans les magasins, cela est aujourd'hui devenu impossible. Et la population a commencé à payer le prix du marché pour les biens et services distribués jusque-là quasi gratuitement : les logements, l'énergie, les écoles maternelles, les vacances. Nous avons donc d'un côté la pression sur le gouvernement pour qu'il aide les gens à vivre, en accord avec le principe de la justice sociale, de l'autre, de moins en moins d'argent pour l'éducation, la santé, les retraites ou l'aide sociale.

Aider les gens à vivre

Le budget faiblit, à l'instar du principal imposable, l'entreprise publique. Et les entreprises privées qui se développent rapidement payent très peu car notre système de finances n'est pas encore en mesure de contrôler tant de petites et moyennes entreprises.

L'ancien système de protection sociale s'est effondré et le nouveau système se développe lentement et difficilement. La population craint pour son avenir. L'économie de marché a engendré son corollaire, le chômage et les allocations et l'aide

7) Cité par Gazeta Wyborcza, n° 43, 20-21 février 1993, qui publie un reportage sur la malnutrition des enfants scolarisés dans plusieurs régions du pays.

sociale. Je m'en suis occupé lorsque j'étais ministre du travail et de la politique sociale, et je sais que la population considère à juste titre le système de distribution comme une atteinte à sa dignité.

Le mécontentement envers le gouvernement augmente parallèlement à la désillusion envers le marché. Evidemment, dans ces conditions, les politiciens démagogues sont écoutés, le parlement est divisé et les gouvernements changent souvent. Malgré ces difficultés de nombreuses personnes et milieux sont opérants.

Actuellement, près de la moitié du produit national non-agricole brut provient du secteur privé (contre moins de 10 % il y a trois ans). Le secteur privé non agricole emploie 42 % de la main d'œuvre (10 % il y a trois ans). Les services se sont développés et emploient aujourd'hui près de 40 % de la main d'œuvre non-agricole (auparavant 16 %). Les exportations augmentent régulièrement et sur le marché intérieur on trouve de plus en plus de marchandises d'une qualité comparable à celle des produits occidentaux.

Les organes de démocratie locale élus en 1990 ont en général réussi leur examen. Leurs budgets, à la différence du budget central, ne sont pas déficitaires. Il y a de nombreuses et diverses initiatives sociales et économiques, de fondations et d'associations. Les changements au niveau local sont jugés positifs par près de 60 % de la population.

Au temps du "socialisme" réel

La propagande officielle du socialisme réel affirmait que la classe ouvrière joue dans la société un rôle particulier (force dirigeante de la nation, classe dominante). Les travailleurs des grandes entreprises jouissaient des privilèges salariaux et, ce qui est peut-être plus important encore, d'accès aux biens distribués par l'Etat : les logements de fonction, les services de santé, les lieux de villégiature, les magasins d'entreprise, les cantines, les bons pour l'achat des voitures, des téléviseurs, des machines à laver. Ils étaient protégés et jouissaient d'un très grand prestige social. Les ouvriers qualifiés - comme en témoignaient les sondages - occupaient toujours une des premières places dans la hiérarchie du prestige, juste après les professeurs de faculté et les écrivains.

Dans la réalité quotidienne, le rôle réel de la classe ouvrière n'avait cependant rien à voir avec ce rôle mythique proclamé par les dirigeants et les idéologues du parti. La jonction des ces rôles a eu lieu en 1956 et au cours de l'hiver 1970-1971, lorsque les travailleurs des grandes entreprises ont

imposé le changement du premier secrétaire du parti et un changement profond de l'orientation politique.

En août 1980 aussi, les travailleurs des chantiers navals parlaient au nom de la société et de la nation, au cours des négociations avec le pouvoir, qu'ils traitaient comme une force extérieure à la société. Solidarité réalisait le mythe de la classe ouvrière - force dirigeante de la nation. Le syndicat s'est organisé autour de grandes entreprises et autour du syndicat se rassemblait la majorité de la société. Au cours de l'état de guerre et par la suite, bien que la résistance sociale se soit manifestée sous diverses formes et dans divers milieux, ce furent à nouveau les grèves des jeunes ouvriers et leur mot d'ordre « *Pas de liberté sans Solidarité* » qui ont fait peur aux généraux et aux secrétaires.

Perte des illusions

Lorsque Solidarité a remporté les élections en juin 1989, et qu'un gouvernement dirigé par un premier ministre issu de ses rangs a été nommé, il est apparu, en même temps que la destitution de la fausse théorie marxiste, que la classe ouvrière a cessé d'exister d'être une force dirigeante de la nation. Pendant longtemps cela n'est pas parvenu jusqu'à la conscience des militants de Solidarité, qui cherchaient encore et toujours à se raccrocher aux mots d'ordre généraux et nationaux, mais il était devenu clair qu'il ne s'agissait là que d'ornements pour des revendications concernant l'entreprise ou la branche.

Le mouvement de soutien à la candidature de Walesa à la présidence constituait en un sens une tentative pour préserver le mythe de la classe ouvrière et pour rendre à Solidarité le rôle qu'il avait rempli en 1980-1981. Il s'agissait en même temps d'une tentative de rejeter la politique du gouvernement de Solidarité, jugée anti-ouvrière. Le soutien de Walesa à Balcerowicz en tant que chef de l'économie a mis fin à ces espoirs.

Il est vrai que les gouvernements successifs ont abandonné les entreprises publiques en pensant que le marché les forcerait à se transformer, ce qui s'est avéré impossible dans la majorité des cas. De plus, la primauté de l'industrie minière, lourde ou militaire, de règle sous le socialisme réel, est anachronique. Aujourd'hui ces branches doivent être limitées et rationalisées et l'industrie légère, non concurrentielle sur les marchés mondiaux doit être reconstruite.

Pour le gouvernement et des élites politiques, il s'agit d'une tâche qui requiert une réflexion programmatique difficile et des moyens dont il ne dispose pas.

Quant aux ouvriers de la grande industrie, ils pensent que ni l'entreprise publique, ni la branche dans laquelle ils travaillent n'ont d'avenir. Incertains des lendemains, apeurés, ils rejettent le gouvernement.

Mais seulement la moitié des ouvriers des grandes entreprises publiques rejettent totalement la privatisation. 5 % l'acceptent sans réserve et 40 % d'entre eux admettent difficilement que leur entreprise ait besoin d'investissements et de gens capables de la diriger. Ces 45 % sont le produit des privatisations déjà effectuées, qui ont apporté des salaires corrects. Mais, dans leur majorité les ouvriers surestiment la valeur et l'état de leurs entreprises et traitent chaque offre de privatisation comme une escroquerie.

La chute du socialisme réel n'a nullement apporté aux ouvriers la liberté et un rôle de sujet historique. Ils ont perdu non seulement les privilèges et la sécurité sociale, mais aussi le prestige. De plus, ils se vivent comme objets, jouets de forces obscures qu'ils soupçonnent du pire.

Le processus de transformation de l'économie repousse les travailleurs des entreprises publiques dans une impasse, et radicalise les syndicats.

Solidarité, qu'il le veuille ou non, donne son label à tous les gouvernements depuis 1990. Du moins, c'est ainsi que la société le perçoit. En même temps, les membres de Solidarité se sentent discriminés par la politique de ces gouvernements et sont de fait marginalisés. Il s'en suit une contradiction entre les déclarations et les activités de Solidarité : une phraséologie radicale et une recherche de compromis.

L'utopie du retour

Le syndicat Solidarité '80, fondé par une partie d'anciens dirigeants de Solidarité opposés aux entretiens de la table ronde, défend de manière conséquente les entreprises publiques et de fait - à l'encontre de ses intentions - défend le programme utopique de retour au status quo antérieur, en utilisant de plus une phraséologie religieuse. Au sein de l'OPZZ et des diverses fédérations qui s'en sont séparées, domine traditionnellement l'attitude de défense des intérêts des travailleurs dans le cadre de l'ordre existant, bien qu'il s'agisse aujourd'hui d'un autre ordre.

Rarement les dirigeants de l'OPZZ (1) luttent contre les réformes économiques. En général - comme la majorité des diri-

1) L'OPZZ ou Entente nationale des syndicats, est issue des syndicats mis en place par le régime de Jaruzelski. Elle revendique 4 millions de membres et est proche de l'ex-Parti ouvrier unifié polonais (poup), au pouvoir sous l'ancien régime. La crise de l'OPZZ a donné lieu à l'apparition de nombreux syndicats autonomes.

geants de Solidarité - ils cherchent un compromis entre les intérêts des travailleurs des entreprises publiques et le gouvernement.

Ainsi, les principaux syndicats recherchent un compromis, rendu de plus en plus difficile par la radicalisation des travailleurs. D'où l'apparition de nouveaux syndicats regroupant de moins en moins de membres. Ceux d'entreprises ou de branches sont souvent sensés et représentatifs, mais une quinzaine de nouveaux petits syndicats nationaux, sont très aventuriers.

De nombreux politiciens et économistes pensent, que le compromis entre les intérêts des travailleurs des entreprises publiques et l'Etat qui réalise le programme de passage à l'économie du marché est inutile. Dans un an ou deux les entreprises publiques ou les sociétés anonymes détenues par le Trésor constitueront la marge de l'économie. Et si du même coup les syndicats s'effondrent, c'est, à leur avis, tant mieux. Il est vrai qu'ils ne forment pas encore cette pensée de manière si draconienne. Mais comment interpréter autrement les attaques contre les négociations du Pacte sur l'entreprise publique menées par le gouvernement de Suchocka et les syndicats?

Le Pacte (2) doit faire des travailleurs et des syndicats des partenaires de la direction et du gouvernement dans la transformation des entreprises publiques et leur privatisation. Les ouvriers s'intéressent plutôt au montant de leurs salaires, récemment encore ils gagnaient assez bien, et aujourd'hui ils perdent plus que les autres groupes professionnels. Ils se révoltent contre cette injustice. Nous devons donc soit briser efficacement leurs révoltes, soit apprendre à pactiser avec leurs représentants.

Briser "efficacement" ou pactiser

Les changements incessants de gouvernement nous ont fait prendre du retard quant à l'élaboration d'un compromis sur une grande échelle. Nous ne l'avons commencé que lorsque les travailleurs des entreprises publiques, et avec eux les syndicalistes, se sont désintéressés des négociations, lorsque les syndicats se sont affaiblis et que leur autorité a diminué, lorsque la baisse des revenus dans les familles des travailleurs est devenue insupportable et qu'on a envisagé une hausse de la productivité.

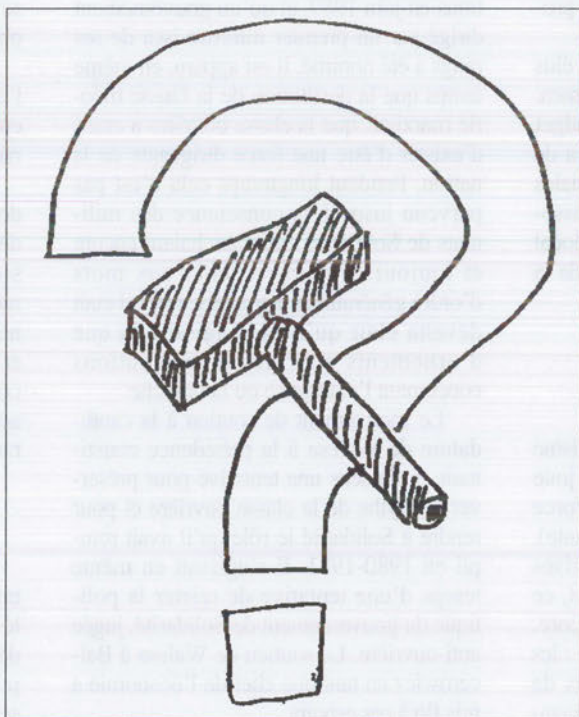
Le grève des mineurs et cheminots de

Silésie en décembre 1992 a été soutenue - comme en témoignent les sondages réalisés à Varsovie - par la moitié des habitants de la capitale. D'où vient ce soutien surprenant et désintéressé?

Dans l'atmosphère de mécontentement social, de frustration et de peur du lendemain, les mythes jouent un grand rôle. La politique du gouvernement de la III République se confronte au mythe de la justice sociale. Elle est perçue par la majorité des Polonais comme hostile aux faibles et du côté des puissants et des riches.

Grèves "sauvages" et grèves "sensées"

Le déclin de l'autorité de la Diète entraîne une aspiration pour des solutions extra-parlementaires. Le gouvernement qui voudra briser les grèves devra donc se confronter au mythe de la classe ouvrière perçue comme une force qui lutte au nom de la nation et au mythe de la grève



comme moyen de résoudre les problèmes les plus difficiles. Et il aura contre lui, dans le meilleur des cas, la moitié de la société. Un tiers, en restant toujours optimiste, le soutiendra. Je ne crois à la victoire d'aucun des deux camps dans cette lutte. Je ne crois pas non plus en la vertu magique des accords. Il faudra leur gagner le soutien des travailleurs.

Plus d'une fois après leur signature on aura des grèves, parfois sauvages, parfois organisées par des syndicats sensés, y compris Solidarité. Et divers groupes sociaux vont - au nom de la justice sociale - soutenir les grèves. La justice sociale a subi un

échec dans la formule du socialisme réel. Est-ce que cela signifie qu'on peut construire un nouvel ordre social en rejetant le mythe auquel croient les Polonais? J'affirme que c'est impossible.

La chute du communisme a mis fin à une époque de rivalité et avec elle ont disparu les forces motrices de l'action collective. Ce manque de mobilisation peut être la véritable source de la récession dans les pays industrialisés de l'Occident. Est-ce que la crise des idéaux universels, qui mobilisaient les cœurs et les esprits et sans lesquels la civilisation est impossible n'est pas un des principaux effets de ce processus? N'est-ce pas pour cette raison que dans divers points du globe les particularismes, les nationalismes, les fondamentalismes religieux prennent le dessus? Cette situation ne rappelle-t-elle pas le monde après la chute de l'empire romain?

Bien qu'il soit difficile de définir la justice, c'est elle - je le crois profondément - qui est une idée universelle capable de mobiliser l'activité des individus et des sociétés. La justice sociale est une idée particulièrement porteuse. En Pologne elle est comprise comme le droit à un départ à l'égalité dans la vie, au travail, au logement, à l'aide médicale, à la retraite ou pension, à l'éducation, à la culture, à des conditions de vie décentes. L'aspiration à réaliser ces idéaux de justice sociale doit être une tâche pour les mouvements sociaux et les gouvernements, en Pologne et dans le monde moderne.

Nous savions déjà qu'il ne pouvait y avoir de liberté sans le marché; la réalité de ces dernières années nous a rappelé brutalement que le marché n'est pas identique à la liberté. La plupart des Polonais sont trop pauvres pour profiter de la liberté que donne le marché. Il faut donc trouver un moyen pour réaliser sur le marché les aspirations des gens qui n'ont pas assez d'argent.

Seule la monnaie...

La juste critique de la distribution est accompagnée dans la pensée libérale par la conviction que seule la monnaie est un bon régulateur de la demande. Pourtant l'activité individuelle et sociale peut également jouer le rôle d'un tel régulateur. C'est justement la fonction de la recherche du compromis - auquel participerait le gouvernement - entre les intérêts des groupes sociaux à travers divers pactes et commissions tripartites. De même la fon-

1) Sur la défense du Pacte par Jacek Kuron, voir Inprecor n° 359 du 25 septembre 1992.

ation des mutuelles, de diverses caisses d'entraide, de caisses de logement, de conseils mutuels, de fondations - bref, de toutes les institutions que les gens créent pour réaliser leurs buts. L'Etat devrait les aider en les exemptant d'impôt ou parfois en les dotant, proportionnellement à l'importance sociale de leur activité et en fonction de ses moyens.

L'aide apportée par le gouvernement aux individus conduit à l'étatisation de la vie sociale et fait du citoyen un client de l'Etat. Par contre le principe selon lequel l'Etat - et seul un Etat démocratique peut remplir une telle fonction - crée les conditions permettant le développement de diverses initiatives de groupes, petits ou grands, rend impossible l'uniformisation et limite de manière radicale l'étatisation.

La tâche d'un système étatique centralisé dans une tel modèle devrait consister à garantir un minimum indispensable à ceux qui en ont besoin et cela, en collaboration étroite avec les structures de démocratie locale. Il s'agit donc là d'une utopie qui a été élaborée durant des siècles.

Le mythe de la justice sociale ne peut vivre vraiment que dans les grands mouvements sociaux qui, en retour, ont besoin d'utopie, d'une vision de l'ordre, qui permette de réaliser ce mythe.

Je crains qu'on ne parvienne jamais à faire agir tout le monde dans les mutuelles, les fondations, les institutions de démocratie locale ou les syndicats. Mais il faut essayer. Les rêves de l'humanité ne se réalisent jamais, mais il faut rêver et tendre à les réaliser. Le monde en deviendra plus beau et meilleur. ★

Gazeta Wyborcza,
13-14 février 1993

Les femmes sur la sellette

En trois années de politique économique néo-libérale, la production industrielle a été réduite de plus de 50 %. L'inflation n'a pas été stoppée: en 1992, les prix ont continué de grimper, atteignant environ 45 % en fin de l'année. Au cours de ces trois années le salaire réel moyen a baissé de 40 %. Les revenus de près de 60 % des familles sont en dessous du minimum social et les revenus réels des familles ouvrières ont été réduits de près de la moitié en comparaison avec l'année 1989.

Krystyna POLITACHA*



Le nombre des chômeurs dépasse déjà 2,5 millions. Le nombre de ceux qui ont perdu leurs droits à toute allocation de chômage croît rapidement - ils sont déjà près d'un million. Le déficit budgétaire prévu pour l'année 1993 dépasse les 80 000 milliards de zlotys (environ 5 milliards de dollars), ce qui impliquera de nouvelles coupes dans les budgets de la santé, de l'éducation et de la culture. Les moyens manquent également pour financer les changements structurels dans l'économie. On peut donc affirmer que toute l'infrastructure sociale est ajustée à l'économie en déclin.

Les femmes constituent plus de la moitié des chômeurs. La crise économique atteint en premier lieu ceux, qui du fait de la place qu'ils occupent dans la structure de la main d'œuvre ont plus de difficultés pour opposer une résistance collective. Et c'est le cas des femmes. Dans la région de Wrocław, relativement préservée par la crise, les femmes constituent 58 % des chômeurs. Dans celle de Lodz - principal centre industriel féminin, il y a plus de 70 % des femmes parmi les chômeurs.

Les restrictions budgétaires dans les services publics (éducation, santé, culture etc.) ont des répercussions immédiates sur la situation matérielle des femmes, qui représentent près de 80 % des employés de ces secteurs. Ainsi en 1992, alors que les

salaires réels ont baissé en général en Pologne, ceux des services publics ont diminué plus vite et ont été en moyenne de 4 % inférieurs aux salaires dans l'industrie.

Les salaires des institutrices - la profession la plus féminisée en Pologne - étaient de 14 % inférieurs au salaire moyen. Notons, à titre de comparaison, qu'une institutrice avec 30 ans d'ancienneté gagne 2,5 millions de zlotys par mois, alors qu'un policier débute à 3,8 millions !

Recul généralisé

La réduction des dépenses dans le domaine des services sociaux conduit à la fermeture des crèches et des écoles maternelles. En 1991, le nombre de places dans les crèches était déjà de 35 % inférieur à 1989. Depuis les fermetures se sont accélérées - rien qu'en décembre 1992 dans la ville de Wrocław, 26 crèches et écoles maternelles ont été mises en liquidation. Et la situation est pire dans d'autres régions.

Ces fermetures s'accompagnent d'une augmentation des tarifs dans les crèches et écoles maternelles maintenues, ce qui grève encore le maigre budget des femmes travailleuses. On a ainsi l'impression qu'il s'agit d'une politique délibérée visant à

* Krystyna Politacha est une des animatrices du Comité d'organisation de la Commission femmes du syndicat Solidarité de Wrocław.

éliminer les femmes de la vie sociale. La paupérisation matérielle va de pair avec l'appauvrissement culturel. Les clubs et maisons de la culture, liés traditionnellement avec les entreprises publiques, ferment les uns après les autres. La situation est particulièrement dramatique dans les petites villes, où la fermeture d'une entreprise peut signifier non seulement la mise au chômage de la moitié des habitants, mais aussi la suppression de l'école, du cinéma, du théâtre...

On assiste ainsi à la liquidation progressive des acquis sociaux des travailleurs dans les domaines de l'éducation, de l'aide sociale, la santé, du droit au repos. Cette situation tend à être sanctionnée légalement, comme en témoigne le rejet par la Diète de la Charte socio-économique, lors du débat sur les projets de lois concernant les libertés et les droits des citoyens. Cette Charte visait à préserver, du moins au niveau des principes, les droits socio-économiques acquis par les travailleurs dans le passé et qui constituent également la norme légale dans la plupart des pays capitalistes développés.

Une législation restrictive envers les droits des femmes est simultanément introduite en ce qui concerne l'avortement. Malgré une importante mobilisation sociale contre les projets de fondamentalistes catholiques visant à interdire l'avortement dans tous les cas et condamner les femmes qui auraient recours à cet acte, et malgré l'opposition majoritaire de la population à de tels projets (dont témoignent les sondages) la Diète a voté le 7 janvier 1993 une « loi sur la planification de la famille, la défense de l'embryon humain et les conditions permettant l'avortement ». Il s'agit d'une loi fondée sur le droit religieux, pleine d'hypocrisie et de mensonges, qui confine les femmes en Pologne au seul rôle de « pondeuses ».

Criminalisation de l'avortement

Elle remplace une loi autorisant l'avortement en cas de « conditions de vie difficiles de la femme enceinte », adoptée en avril 1956 dans le climat démocratique de « déstalinisation ». L'avortement ne sera désormais autorisé qu'en cas de grave danger pour la vie ou la santé de la mère, de non-viabilité de l'embryon ou lorsque la grossesse a été provoquée par un crime. Le diagnostic médical devra être confirmé par au moins deux autres praticiens et, dans le cas de crime, par le procureur.

L'avortement illégal sera puni d'une peine pouvant atteindre deux ans de prison ferme. Seule concession : la femme qui avorte ne sera pas poursuivie.

Comme on pouvait s'y attendre, la discussion sur cette loi a créé un climat répressif dans le domaine de la contraception également. Il n'est plus possible d'acheter de stérilet. On parle de cas de femmes qui, ne pouvant élever leurs nouveaux-nés, les ont tués. Elles n'avaient pas osé demander un avortement.

Dans ce débat les voix des femmes et leurs opinions n'ont pas été prises en compte. Le parlement a d'emblée refusé de soumettre la question à un référendum - comme plus d'un million de signataires d'une pétition lancée par le Comité civique en faveur du référendum l'avaient demandé. Il s'agit là de l'expression d'une large offensive politique des fondamentalistes catholiques, menée sous l'égide de l'Eglise catholique.

Car tout cela avait commencé dès 1989, avec l'introduction du catéchisme comme matière à option dans l'enseignement, puis avec la mention de la note sur les diplômes et il est maintenant question de rendre l'enseignement du catéchisme obligatoire à l'école. En même temps, l'Eglise tente d'obtenir une limitation du droit de divorce par l'instauration d'une étape obligatoire de « séparation » et, dans le cadre du concordat en négociation avec Rome, de se voir octroyer certaines fonctions d'état civil. Enfin, une nouvelle loi sur l'audiovisuel, adoptée par la Diète le 29 décembre, impose que les « *auditions doivent respecter les convictions religieuses des auditeurs et en particulier le système chrétien des valeurs* ». Il s'agit, ni plus ni moins, que d'une institutionnalisation du droit de la censure religieuse à la radio et à la télévision. Le premier effet de cette loi fut d'ailleurs une purge parmi les responsables des médias publics, ainsi qu'une restriction du droit d'expression des partisans de la liberté d'avortement.

Il s'agit donc de revendications et de normes légales concernant des domaines aussi divers que la vie privée, l'information, la culture et l'éducation, dont la base est morale et religieuse et qui peuvent constituer le point de départ pour une limitation du droit d'expression. On pourra sur cette base imposer des comportements religieux, moraux et politiques, ce qui conduit en droite ligne vers un Etat totalitaire. Une loi sur les droits et libertés civiques, actuellement en discussion au parlement, qui prévoit l'institutionnalisation du référendum d'initiative populaire, pourrait - si elle est adoptée - servir de point d'appui au mouvement social qui s'est mobilisé en défense du droit des femmes de choisir et contre l'offensive fondamentaliste catholique. Les sondages d'opinion indiquent en effet que près de 70% de la population s'oppose à toute restriction des

droits des femmes en Pologne. Et plus d'un million de personnes (soit le double de ce qu'exigera, selon le projet de loi en question, l'organisation d'un tel référendum) se sont d'ores et déjà prononcés en faveur d'un référendum sur l'avortement.

La mobilisation en défense du droit à l'avortement peut également permettre de remplir le vide que constituait, durant des années, l'absence d'une authentique organisation des femmes en Pologne. De nombreux groupes féminins se sont en effet réactivés durant la dernière année en Pologne, ont pu prendre des initiatives et se faire reconnaître au sein du mouvement social.

La résistance possible ?

Un de ces groupes est la Commission des femmes du syndicat Solidarité, qui avait commencé à agir en 1989. De cette époque datent les premières publications, des stages de formation pour les militantes syndicales furent organisés, et les militantes ont pu faire entendre la voix des femmes au sein du syndicat et dans les négociations avec le gouvernement. Le présidium provisoire de la commission nationale des femmes de Solidarité fut dissout en mai 1991 par la direction nationale de Solidarité, à la suite d'un conflit provoqué par le vote lors du second congrès national du syndicat d'une motion en faveur de l'interdiction légale de l'avortement. A Wrocław, la commission femmes avait alors organisé dans plusieurs grandes entreprises des référendums, au cours desquels entre 80 et 90 % des travailleurs (hommes et femmes) s'étaient prononcés contre le projet de loi interdisant l'avortement. La direction syndicale lui a alors interdit de prendre la parole en public, de publier des journaux, de prendre position sur l'avortement, l'a expulsé des locaux et a mis fin au programme de formation syndicale pour les femmes.

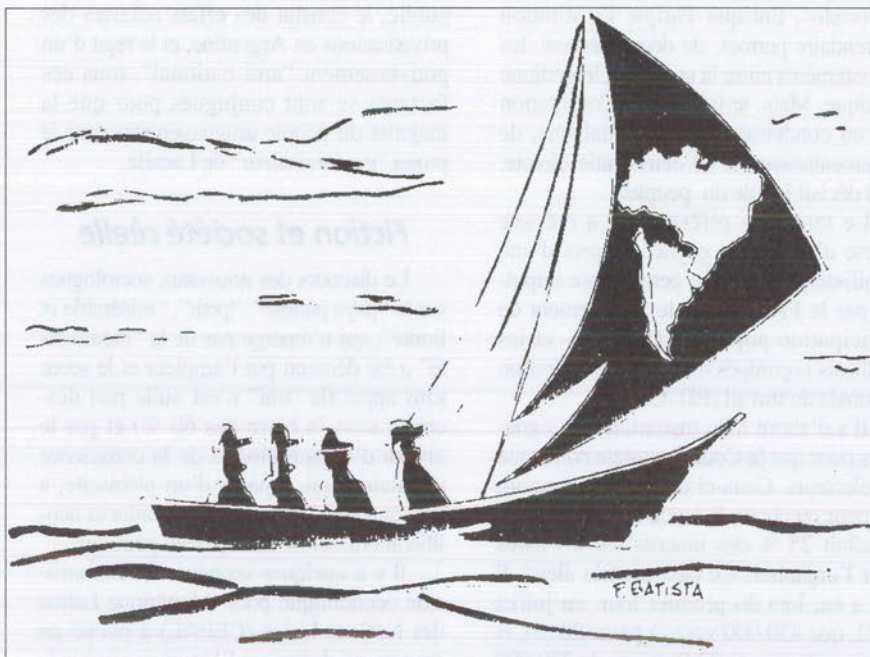
Suite à cette mise au pas, les commissions syndicales des femmes ne sont parvenues à se maintenir que dans quelques régions, entre autres à Wrocław. La mobilisation en faveur du droit de choisir leur a permis de sortir de leur isolement, d'organiser des rencontres et des débats sur la manière de défendre les droits sociaux et démocratiques des femmes, de prendre des liens à l'échelle inter-régionale et de nouer des contacts avec les autres organisations des femmes. Cela permet d'espérer une future unification des organisations des femmes en Pologne. ★

27 février 1993

Le gouvernement KO debout

Le 13 décembre dernier, le président Lacalle et ses alliés de l'heure ont subi un échec retentissant à l'annonce des résultats du référendum qui a vu 72 % de l'électorat se prononcer contre le schéma de privatisation appelé, et c'est un euphémisme, "Loi sur les entreprises publiques". Ce vote a sanctionné le gouvernement. Le contexte politique est analysé ici par Ernesto Herrera, membre du Parti socialiste des travailleurs (PST), section uruguayenne de la IV^{ème} Internationale.

Ernesto HERRERA



L'ampleur de la défaite du gouvernement — il a perdu dans les 19 départements du pays et dans toutes les tranches d'âge de la population — représente une victoire décisive pour le mouvement populaire et la gauche, et renverse l'ancien rapport de forces. Bien que la victoire semble partagée avec le secteur du Parti "colorado" dirigé par Sanguinetti (1), il est possible pour le Frente Amplio (FA) et les organisations sociales (2), de lancer une offensive pour un programme économique et social de solutions immédiates à la crise.

Si quelqu'un doutait encore de la signification du résultat, et de ses conséquences pour le projet conservateur, il lui suffirait de voir comment les porte-paroles du capital financier interprètent les événements du 13 décembre : « Il y a douze ans, les Uruguayens ont étonné le monde ; lors d'un plébiscite à l'initiative de la dictature impériale, ils ont dit non à une proposition de réforme constitutionnelle faite par ceux qui détenaient le pouvoir. Cette fois, en votant oui, ils ont dit non au changement, dans la mesure où celui-ci implique de réformer l'Etat, de le moderniser, de privatiser une partie de ses activités. Les Uruguayens ont choisi un chemin différent de celui par lequel passe aujourd'hui la majorité des peuples du monde (...). Il ne

s'agit pas d'une condamnation à l'échec. Le référendum a tout simplement empêché qu'on ne s'y engage » (3).

Mais la volonté populaire ne s'est pas contentée de refuser les privatisations proposées, elle s'est aussi clairement exprimée contre l'ensemble de la politique économique et sociale et de la gestion gouvernementales. Le résultat du vote ne peut être interprété que d'une seule façon : le gouvernement a perdu toute légitimité politique aux yeux de la population.

Le néolibéralisme hors-jeu

Même l'*Observateur économique* affirme : « Le résultat accablant d'hier en faveur du oui a atteint de plein fouet, tel une torpille, la ligne de flottaison du gouvernement. Sans le faire couler, il lui a causé de sérieuses avaries, a affecté ses capacités à mener à bien l'administration pour le reste de la période » (4).

En d'autres termes, la question du maintien de Lacalle au pouvoir est posée. La faiblesse de Lacalle, privé de tout appui politique et parlementaire — ses alliés qui s'entre-déchiraient jusqu'à hier et se lavent aujourd'hui les mains de la catastrophe — a poussé le Forum Batilista de Sanguinetti et les secteurs majoritaires du FA à passer un accord garantissant la stabilité du gouvernement, le calendrier institutionnel (qui prévoit des élections en 1994) et un débat

sur la réforme de l'Etat et du système électoral. L'isolement du président et de son parti est tellement profond que l'opposition bourgeoise, affirme qu'il n'y a "ni vainqueurs, ni vaincus" et que la question du départ de Lacalle n'est pas posée. Garantir la "gouvernabilité" est bien le souci majeur de ceux qui veulent circonscrire l'incendie pour empêcher que le nouveau rapport de forces, au plan social et politique, ne se traduise au plan institutionnel, en un mot, par un gouvernement. La proposition d'élections anticipées est devenue pour la gauche radicale un axe central pour offrir un débouché au processus d'accumulation de forces et à la crise du gouvernement, qui est à même de créer les conditions politiques et sociales d'une issue démocratique, populaire et anti-impérialiste.

Certains pensent que le système politique du pays permet de développer "une contre-politique des institutions en place". Ils en déduisent que le recours au référen-

1) Dans le système bipartiste uruguayen, le pouvoir est disputé par deux formations bourgeoises, le parti colorado ("rouge") et le Parti blanco ("blanc") nationaliste, aujourd'hui au pouvoir.

2) Le FA est partagé en trois pôles : le Parti communiste, le Parti socialiste uruguayen et le Mouvement de participation populaire (MPP) qui regroupe les Tupamaros, le Parti pour la victoire du peuple, le PST, le Mouvement révolutionnaires oriental et des indépendants.

3) Busqueda, 17 décembre 1992.

4) Ibidem.

dum ou aux plébiscites prévu par la Constitution constitue en quelque sorte un "abus" démocratique qui empêche de gouverner de façon stable et attaque la démocratie en bloquant l'exécutif, en polarisant la société et en affaiblissant le Parlement. Pour d'autres, comme le vice-président "colorado", Enrique Tarigo, l'institution référendaire permet de décompresser les affrontements entre la société et le système politique. Mais, le fait que la Constitution soit un condensé de présidentialisme, de parlementarisme et de démocratie directe, rend décisif le rôle du peuple.

Le tenue du référendum a été une course d'obstacles, gagnée au prix d'une mobilisation populaire permanente impulsée par le FA — dont le Mouvement de participation populaire (MPP) — et les syndicats regroupés dans la Confédération nationale du travail (PIT-CNT).

Il a d'abord fallu rassembler les signatures pour que la Cour électorale convoque les électeurs. Ceux-ci devaient se prononcer pour ou contre la tenue du référendum. Il fallait 25 % des inscrits sur les listes pour l'organiser. Ce taux est très élevé. Il n'y a eu, lors du premier tour, en juillet 1992, que 430 000 voix (à peine 20 %), et au second, plus de 32 % (près de 370 000 voix) pour autoriser un référendum mettant en jeu le maintien de la "Loi sur les entreprises publiques", votée par une petite majorité au parlement.

Deux raisons expliquent l'évolution entre juillet et octobre. D'abord une situation sociale marquée par une résistance populaire croissante englobant les retraités, les magistrats, les employés des banques et du textile, des grèves de la faim contre la fermeture d'entreprises et des occupations d'établissements secondaires par les lycéens, sans précédent depuis les années 70. Ce contexte d'affrontement avec le gouvernement a créé le terreau favorable qui devait mettre un frein au projet de privatisations.

Ensuite le rôle actif joué par l'ensemble du FA, qui ne s'est pas borné à remobiliser sa base, mais a aussi lancé dans la campagne le maire de Montevideo, Tabaré Vasquez (5).

Les 300 000 voix supplémentaires ont permis la tenue du référendum du 13 décembre 1992. Aussitôt le Forum Batilista et les courants qui avaient voté au Parlement les cinq articles remis en cause — qui constituent l'essentiel de la loi — se sont joints à la campagne pour le oui. A partir de là, le destin du gouvernement a été scellé. Les initiatives démagogiques de Lacalle, qui a anticipé le paiement des étrennes, baissé le prix de l'essence ou suspendu le paiement des impôts agricoles n'ont pu entraver la dynamique anti-gou-

vernementale et la volonté populaire d'infliger une sanction à Lacalle.

La tradition étatiste qui remonte au début du siècle, sous les gouvernements de Batlle et Ordóñez et leur projet d'Etat-providence, une culture de gauche influente chez les masses et qui défend le secteur public, le constat des effets néfastes des privatisations en Argentine, et le rejet d'un gouvernement "anti-national", tous ces facteurs se sont conjugués pour que la majorité du peuple uruguayen repousse le projet "modernisateur" de Lacalle.

Fiction et société réelle

Le discours des nouveaux sociologues sur le "pays paumé", "petit", "misérable et limité", qui n'émerge pas de la "médiocrité" a été démenti par l'ampleur et le score sans appel (le "oui" n'est nulle part descendu sous la barre des 60 %) et par le niveau d'organisation et de la conscience populaires qui, à partir d'un plébiscite, a fait régresser le pôle le plus droitier et néolibéral orthodoxe de la palette politique.

Il y a quelques semaines, la Commission économique pour l'Amérique Latine des Nations Unies (CEPAL) a publié un rapport qui donnaient l'Uruguay comme le pays doté du meilleur niveau de vie parmi les pays "sous-développés". Pour classer les pays, on tenait compte de critères comme le taux de mortalité infantile, l'eau potable et les niveaux d'éducation et de santé.

Le gouvernement a cru que la présentation d'indicateurs macro-économiques "positifs" serait un argument supplémentaire pour défendre sa gestion économique et l'impératif de "décollage économique" vers le développement, en d'autres termes, l'implantation de capitaux étrangers.

De Posadas, ministre de l'économie et des finances, a passé en revue tous les fleurons de l'administration "blanche" : la croissance de 7 % du PIB, une inflation de 1,9 % en novembre, le pourcentage le plus bas depuis 1983, l'augmentation de l'activité dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de la restauration, de l'hôtellerie, de l'industrie manufacturière, de la construction, etc. et l'importation de capitaux pour un montant d'environ 500 millions de dollars, un véritable "record historique".

Pourtant, l'économie réelle, vécue quotidiennement par les couches populaires, utilise d'autres "indicateurs" : le développement du chômage et du secteur informel, la baisse de 7 % du salaire réel l'année passée, la fermeture des entreprises à cause des reconversions imposées par l'intégration dans le Marché commun du sud (Mercosur) (6), 700 000 personnes

privées d'accès à la santé, l'augmentation de la déscolarisation, due à la détérioration du système d'enseignement, 700 000 logements manquants, une émigration permanente de jeunes, 41 % des enfants vivant, selon l'UNICEF, dans la misère, et 29 % des foyers n'ayant pas accès aux produits de base essentiels, selon la CEPAL. Le patrimoine national est amputé quotidiennement d'un million de dollars alloués au remboursement de la dette.

La crise sociale et la dégradation du niveau de vie de la majorité de la population sont à l'origine du processus de luttes populaires qui a précédé le référendum. Aucun secteur n'est resté à l'écart. A ceux déjà mentionnés, il faut ajouter les mouvements des médecins, des enseignants, des policiers, des fonctionnaires des transports urbains et interdépartementaux, la grève de la faim des ouvriers de la Promopes (conditionnement de poisson), les occupations de terres et de logements vides et même une grève de joueurs de football. L'intérieur du pays s'est opposé aussi au projet libéral, en particulier à l'intégration au Mercosur, dont les effets désastreux touchent de larges franges urbaines et rurales. En réalité, bien peu de gens croient que cette intégration sera un facteur de progrès pour le pays.

Le fossé entre les "deux pays" s'approfondit. Dans certains départements, le vote en faveur du oui a fait des scores plus élevés qu'à Montevideo. Cette résistance populaire, intacte depuis le début de la transition à la démocratie il y a sept ans, a contribué de façon décisive à la victoire du 13 décembre.

Le référendum a dévoilé la crise du système de domination et la fragmentation des partis traditionnels bourgeois. Leur manque de cohésion interne et l'absence d'unité de programme et d'action a été rendue encore plus criant lors du débat sur la "Loi sur les entreprises publiques". Les deux grands partis, "blanc" et "colorado", se sont divisés sur la question des privatisations et la réforme de l'Etat.

Si tous les secteurs de la bourgeoisie sont d'accord pour appliquer un programme économique libéral, ils divergent sur ses rythmes, le rôle de l'Etat et les secteurs à privatiser. Tandis que le gouvernement et son allié "colorado" Jorge Batlle favorisent le capital financier et les services, pour transformer le pays en paradis fiscal, dans le cadre de l'intégration avec le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, pour la fraction "colorado" de Sanguinetti, il s'agit d'appliquer des réformes graduelles, de promouvoir une politique orientée vers le

5) Tabaré Vasquez est membre du Comité central du PS, le FA a gagné la municipalité avec 35 % des voix.

6) Tous les groupes parlementaires ont voté l'intégration au Mercosur, sauf les deux députés du MPP.

capital industriel et agricole exportateur, tout en laissant à l'Etat un rôle régulateur et de garder un regard plus critique sur le Mercosur.

Ces divergences économiques se sont traduites crûment au plan politique, entraînant le blocage du système. L'idée d'une réforme constitutionnelle qui permette "que ceux qui ont les mêmes idées votent ensemble" et qui permette aux futurs gouvernements de compter sur des majorités parlementaires, refait son chemin. Le contexte reste la crise de crédibilité qui affecte les partis traditionnels et qui se traduit par la crise du bipartisme, depuis la création du FA en 1971. Aujourd'hui, tous les sondages donnent le FA principal concurrent national du Parti "colorado".

Si nous y ajoutons le fossé qui se creuse entre la société civile et les système partidariste, la situation est en effet complexe pour la classe dominante et son expression politique. Nous assistons aujourd'hui à une indiscutable crise de domination de la bourgeoisie, qui, sans préfigurer encore une crise de régime, permet d'envisager une stratégie de lutte pour l'hégémonie sur les terrains politique, économique et social.

Beaucoup estiment qu'il s'agit du premier scrutin moderne en Uruguay, puisque, à la différence des élections nationales — où on élit des partis, des candidats — le débat a porté sur des projets politiques.

Quelle était la question ?

Le bloc d'opposition englobe des secteurs bourgeois, comme le Forum batilista, le Front populaire "colorado" et le Pôle progressiste (du Parti national), le Parti pour le gouvernement du peuple (social-démocrate), la Démocratie chrétienne et le FA. Ils ne sont d'accord que sur le fait de voter contre le gouvernement. Il serait impensable d'envisager des accords substantiels sur la réforme de l'Etat. Ceci est clair, même en tenant compte de la disposition des courants majoritaires du FA à débattre des privatisations.

Tabaré Vazquez, et donc le PS, et le courant "artiguiste" du sénateur Danilo Astori ont avancé des propositions allant dans ce sens. Vazquez, le politicien le plus populaire avec Sanguinetti, a été très clair récemment ; il a réfuté l'idée selon laquelle l'Etat serait au service d'une seule classe sociale et que la transformation de ses institutions passe en premier lieu par la conquête de l'hégémonie dans le camp des idées et des valeurs qui permettront de changer les structures économiques et sociales.

La "société civile" deviendrait le cadre

adéquat pour engager le combat. La question du gouvernement — et du pouvoir réel — est déplacée sur le terrain des politiques de "concertation", des programmes de "majorité large". Il est donc abusif de parler de deux "projets pour le pays" dans le débat préalable, non seulement à cause de l'hétérogénéité du front du oui, mais parce que ses propositions, outre leurs différences, ne sont pas claires.

Le FA, par exemple, oscille entre son programme historique (au contenu anti-impérialiste) et le soi-disant programme de "gouvernement". Entre les deux, il n'y a pratiquement rien, si ce n'est une réforme de l'Etat qui ne remet pas en cause la gestion en la liant à un programme alternatif immédiat.

Bonnet blanc ...

Ainsi, dans le débat, il n'y eut aucune différenciation entre la gauche et le Forum batilista. Pire, lors de débats télévisés, le sénateur Danilo Astori, qui s'exprimait lors d'une assemblée du MPP, en est arrivé à proposer comme "modèles" de société pour l'Uruguay, des pays comme la Suisse, le Danemark et la Hollande, et à prôner les investissements étrangers, "contrôlés par l'Etat" (nuance qui, dans un pays dépendant et endetté comme l'Uruguay, s'avère une plaisanterie de mauvais goût). A aucun moment, n'est apparue dans le débat la relation qui existe (ou qui devrait exister) entre le type d'Etat, le gouvernement et le projet économique et social. La discussion s'est bornée à souligner l'inefficacité, le clientélisme et la corruption, aspects importants, sans aucun doute, et n'a pas abordé la question d'une réforme radicale de l'Etat, anticorrupteur et démocratique, où la question du contrôle et la participation populaire (dans le cadre d'un programme économique alternatif) serait essentielle. 1993 s'annonce comme l'année du débat sur la réforme de l'Etat, et de la suppression timide des aspects les plus choquants de la politique économique. C'est à tout cela qu'il faut couper court.

Le résultat du référendum est le produit des luttes, de l'affrontement avec le gouvernement et de la crise d'autorité de ce dernier. En réalité, Lacalle a perdu sur les terrains politique et social. Le gouvernement a annoncé des augmentations de salaires (en commençant par la fonction publique) et des changements ministériels mais le problème, politique et institutionnel, reste entier.

Pour la gauche révolutionnaire, l'enjeu est de poser la question des institutions, celle du gouvernement. La proposition d'élections anticipées devient un axe cen-

tral pour offrir un débouché à l'accumulation populaire et engager la course à l'hégémonie, rompre la logique institutionnelle des luttes et des revendications populaires, et approfondir la crise de direction bourgeoise.

Gouvernabilité contre opposition

Telle était l'alternative débattue lors du plenum national du FA du 26 décembre 1992. D'entrée de jeu, le bloc réformiste qui hégémone la coalition à l'occasion de la crise et la rupture du Parti communiste — le PS, la Tendance artiguiste, le Courant populaire, le Mouvement populaire du FA, et quelques uns des principaux dirigeants de ce dernier, comme Seregni, Vazquez et Astori — a tout fait pour empêcher la polarisation sociale et institutionnelle. La politique du FA devrait se limiter dans cette optique, à soulever les dossiers économiques les plus brûlants et à débattre de la réforme de l'Etat et de la Constitution. Garantir la gouvernabilité était le noyau de la stratégie réformiste. Puisque le résultat du référendum, outre le fait qu'il confirme "une politique d'alliances correcte", augure d'un scénario permettant l'entrée dans le gouvernement en 1994. Cette politique consiste à préparer le terrain à un "grand accord national" et à adapter le programme aux nouvelles réalités. Un "gouvernement de majorité" apparaît plus envisageable que jamais. Ce qui implique de réviser à la baisse le profil du Front et de logner vers les voix du centre.

Mais la conclusion du plenum n'a pas exaucé les vœux des réformistes. S'ils ont pu empêcher que la déclaration ne comporte la question des élections anticipées (par 57 voix contre 54), elle stipule qu'aucune négociation n'est possible sans une réorientation préalable de politique économique, l'arrêt immédiat des privatisations et la révision de la question du paiement de la dette. On peut parler d'une victoire du courant radical et le rapport de forces à l'intérieur du Front rend possible la lutte contre le projet réformiste et nécessaires une stratégie de rupture et un Programme alternatif, de solutions immédiates au plan économique et social.

La résolution du plenum du FA, dans la perspective d'une opposition active misant sur la mobilisation populaire, permet à la gauche révolutionnaire d'élargir son champ d'action politique et sociale et de se présenter comme une alternative réelle. ★

Montevideo, 27 décembre 1992

Le gambit d'Itamar

L'accession d'Itamar Franco au gouvernement était un défi pour le Parti des travailleurs (PT) car elle bouleversait le cadre politique brésilien. Bien qu'Itamar ait été vice-président sous Collor, il avait rompu avec lui bien avant la destitution de ce dernier. La trajectoire politique d'Itamar est différente de celle de Collor : il a débuté dans l'ancien Mouvement Démocratique Brésilien (MDB), à l'époque le seul parti légal d'opposition à la dictature militaire, tandis que Collor a commencé sa carrière politique dans l'ARENA, le parti officiel de la dictature et l'a poursuivie au Parti Démocratique et social (PDS), le parti qui lui a succédé ; Collor, malgré sa démagogie électoraliste en direction des "sans chemise", était ébloui par la "modernité" et le "premier monde", et le premier président à inaugurer un programme économique néolibéral.

João MACHADO

Itamar se targue d'être "nationaliste", prétend refuser une modernité qui se conjuguerait avec la misère du peuple. Il est l'héritier direct du vieux populisme brésilien. La candidature d'Itamar à la vice-présidence de Collor, à un moment où l'élection de ce dernier paraissait improbable, s'explique par son incohérence et sa confusion politique fondamentales. D'autre part, il doit son accession à la présidence au mouvement populaire et aux partis politiques qui ont renversé Collor, et il annonce dès le début son intention de gouverner avec ces derniers et le Congrès national.

Au cours des premiers mois, le caractère confus du gouvernement s'est accentué. Itamar a renforcé sa rhétorique populiste. Il a prétendu ne plus jamais accepter



la misère et la récession, et ne poursuivre que les privatisations d'intérêt national. Mais, en même temps, il renouvelait les accords passés avec les créanciers étrangers dans la dernière période du gouvernement Collor. Il a bien suspendu les privatisations, mais face au tollé de secteurs du grand capital, il a déclaré qu'elles reprendraient bientôt. Il n'a rien fait de significatif pour améliorer la situation des salaires, qui ont chuté brutalement.

Cadeau empoisonné

Il a proposé un ministère à Luiza Erundina, du PT, mais il n'a pas écarté les figures de la droite. Et il semble incapable d'annoncer une politique conséquente pour combattre l'inflation, qui est encore supérieure à 20 % par mois. Bien qu'Itamar n'ait quasiment rien entrepris de positif, le simple fait qu'il ne s'agisse plus de Collor, qu'il ait édulcoré certaines des mesures anti-ouvrières de son prédécesseur, son style populiste, lui valent un grand prestige dans l'opinion publique, ce qui a entraîné des débats dans le PT sur la position à adopter face à ce gouvernement.

Le PT a vécu depuis 1990 une "crise d'hégémonie", due à sa propre croissance

institutionnelle et à la crise internationale du mouvement socialiste. Parmi les secteurs les plus à gauche du PT, certains ont rompu avec leur passé et évolué vers des positions de plus en plus réformistes, voire libérales ; d'autres ont gauchi leurs positions, adopté avec cohérence une vision anti-bureaucratique du socialisme et dépassé leur "campisme". Ce clivage a traversé aussi le courant majoritaire du parti, "l'Articulation", même si de nombreux secteurs, surtout au sein du courant majoritaire, conservent une position intermédiaire. Le premier congrès du PT, fin 1991, a été le théâtre d'un débat acéré entre une orientation réformatrice et une orientation révolutionnaire.

Les résolutions adoptées étaient en général plus à gauche, mais elles n'ont pas pour autant résolu la "crise d'hégémonie" du PT. Beaucoup de porte-paroles du parti (députés ou maires) continuent d'agir comme si ces résolutions n'existaient pas. Sur toutes les questions politiques importantes, les positions divergent. Cela a été le cas à propos de la tactique pour les élections municipales de 1992, sur l'orientation de la campagne menant à l'éviction de Collor. Le débat a déjà commencé sur la tactique à adopter en 1994, année des élections présidentielles.

Opposition, participation, ou indépendance ?

La question du gouvernement d'Itamar Franco se devait de susciter de nombreuses prises de positions (1).

Avant le départ de Collor, il y avait quatre positions à la direction du Parti des travailleurs (PT). A droite, quelques camarades ont défendu la participation au gouvernement, pour défendre "de l'intérieur" leur orientation. Le principal tenant de cette position a d'abord été le député fédéral Eduardo Jorge (quand la discussion a commencé, il était leader du bureau fédéral de la Chambre), puis il a été rejoint par le sénateur Eduardo Suplicy et l'ex-maire de São Paulo, Luiza Erundina. Au centre, il y avait une deuxième position, celle de l'"indépendance" : le PT ne participe pas au gouvernement, mais il collabore avec lui dans divers domaines, fait des propositions, et s'oppose aux mesures avec lesquelles il est en désaccord. La relation

1) Voir *Inprecor* n° 363 du 20 novembre 1992

entre le PT et le gouvernement est éminemment "constructive", et le PT cherche à aider à la "gouvernabilité". En fait, la seule différence avec la première se réduit à ne pas proposer de nom pour le gouvernement. L'avocat principal de cette position est le député fédéral José Genoïno.

A gauche, on a une position d'opposition "constructive" pour le gouvernement. Le PT se déclare dans l'opposition pour diverses raisons, autant à cause de la tare originelle (Itamar est le vice-président de Collor, il s'est présenté aux élections sous le sigle de Collor), que pour des raisons politiques : le PT ne peut participer à un gouvernement où figurent tant de conservateurs, et dont la ligne politique est si confuse, sans s'opposer d'emblée au néolibéralisme ; le PT ne siège au gouvernement que s'il a été élu pour cela, dans une coalition dotée d'un programme de transformations sociales. Cependant, selon les tenants de cette position, le PT doit se préoccuper de la "gouvernabilité" et de la réussite du gouvernement Itamar. Ils estiment qu'un échec retentissant d'Itamar favoriserait les plus conservateurs, identifiés à Collor, et que l'opinion publique attend du PT qu'il contribue à résoudre les problèmes les plus immédiats, qu'un gouvernement confus — et bourgeois — comme celui d'Itamar, peut faire quelque chose. Cette position rejoint sur bien des points celle de l'"indépendance". Ses tenants sont les principaux dirigeants du PT, comme le président Lula et le secrétaire général José Dirceu.

Enfin, à gauche, se dégage une position clairement opposée au gouvernement, caractérisé comme bourgeois et conservateur, et qui n'entend favoriser aucune "gouvernabilité". C'est là justement, l'une des plus grandes différences avec la position précédente (car il est admis par tous, que même dans l'opposition, le PT peut proposer, revendiquer, négocier, etc, avec le gouvernement, y compris soutenir les mesures avec lesquelles il est d'accord). En outre, les tenants de cette position ne refusent pas seulement de participer au gouvernement, mais ils estiment que le PT doit éviter que quiconque assimilé au parti comme Walter Barelli aille dans un ministère. Cette position a été défendue surtout par la gauche de l'"Articulação", par Démocratie Socialiste, par le bloc de tendances regroupées dans le mouvement "Na luta, PT" (2) et par des indépendants comme le député Vladimir Palmeira.

Des préoccupations sont communes à tous les courants petistes — la réactivation du mouvement social, et le souci que la Centrale unique des travailleurs (CUT) apparaisse beaucoup plus revendicative, etc. D'ailleurs, les partisans de la participa-

Le gouvernement Itamar

Dans la composition du gouvernement, Itamar a inclus des personnes allant du Parti du front libéral (PFL : le parti qui a soutenu Collor, mais dont le principe programmatique de base est de participer à tout gouvernement qui l'accepte) et du Parti travailliste brésilien (PTB, autre parti important à avoir soutenu Collor) jusqu'à la gauche. Les premières données incluent des ministres du Parti socialiste brésilien (PSB) qui peut être considéré comme social-démocrate et même Walter Barelli, économiste identifié aux milieux syndicaux les plus combatifs et au PT, quoiqu'il n'en soit pas membre, en plus du principal dirigeant du Parti populaire socialiste (PPS), nouveau nom de la majorité de l'ancien Parti communiste brésilien, très gorbatchévien dans sa dernière phase. La prépondérance revient aux ministres du PFL, du PMDB (le plus grand parti brésilien en nombre d'élus, que nous pouvons considérer comme un parti bourgeois du "centre") et du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), à mi-chemin entre la social-démocratie actuelle et le libéralisme traditionnel, et qui peut donc être considéré comme une bonne volonté de "centre-gauche". Barelli a eu le ministère du Travail, et Roberto Freire (du PPS) est chef du gouvernement au Parlement fédéral. Si le PT l'avait voulu, il aurait désigné des ministres. Les autres partis de gauche, comme le Parti Communiste du Brésil (ex-albanais) ont soutenu le gouvernement, à l'exception du "Front révolutionnaire" dirigé par la Convergence socialiste (moréniste). ■

J.M.

tion directe au gouvernement l'envisagent dans une dynamique d'affrontement, où le mouvement social pèserait de tout son poids. Mais, quoiqu'il en soit, les divergences sont profondes, elles dépassent les aspects tactiques, elles concernent la vision stratégique du parti.

La Commission exécutive nationale a voté au départ une position d'"opposition", mais avec "gouvernabilité", associée à l'interdiction de toute participation au gouvernement. Ensuite, le directoire national, le 24 octobre, a rejeté par un vote très partagé (25 contre 24) la "gouvernabilité" et a approuvé une opposition plus claire. Les polémiques se sont intensifiées dans le parti, beaucoup des dirigeants principaux étaient sur des positions plus modérées.

Erundina contre le PT

On a même annoncé que la majorité qui approuverait cette position serait "éventuelle", et que dans une prochaine réunion elle serait retournée. En fait de retournement, la majorité en faveur de plus d'opposition se consolidait. L'élection du nouveau leader du parti à la chambre fédérale, Vladimir Palmeira, partisan d'une opposition plus ferme, a joué un rôle important car le bureau fédéral est une base arrière pour les secteurs les plus réformistes du parti.

Les choses en étaient là lorsque Luiza Erundina a décidé d'accepter la proposition d'être ministre (responsable du Secrétariat de l'administration fédérale), défiant ouvertement la position officielle du parti. Luiza, depuis quelques années, faisait corps avec les secteurs les plus réformistes du PT. Ses collaborateurs les plus proches font partie du courant "Un projet pour le Brésil", le plus réformiste du PT (3) ; une des caractéristiques de ce secteur est juste-

ment de vouloir un parti qui serait davantage un mouvement, n'aurait pas de limites bien définies avec la "société" et pas beaucoup de structures organisationnelles, et serait guidé en grande partie par l'opinion publique ; on appelle cela un "parti-interlocuteur", par opposition au parti d'intervention. Luiza probablement à l'étroit dans le parti, explique que les intérêts de la nation doivent être mis au-dessus des intérêts partisans et affirme qu'elle se battra pour changer la position du parti.

La grande presse a fait ses choux gras de la discussion que a suivi, en prenant parti pour la ministre contre le PT "sectaire". La réunion du directoire national qui a discuté ce point, les 6 et 7 février, a été retransmise en direct à la télévision (le PT a exceptionnellement ouvert la réunion à la presse). Luiza a été suspendue pour un an (40 voix au second tour, contre 25 pour la désaffiliation).

Beaucoup de militants considéraient que la désaffiliation était plus correcte, mais ils ont tenu compte lors du vote des répercussions négatives qu'aurait générées une exclusion dans la presse et dans l'électorat du PT (qui selon les sondages de la *Folha de São Paulo*, approuvait l'entrée de Luiza au gouvernement). Lors de la même réunion, l'opposition au gouvernement et au "condominium de la gouvernabilité" a été confirmée à une large majorité. L'incident "Luiza" aura renforcé ce courant d'ici à la prochaine rencontre nationale, en juin. ★

São Paulo, 20 février 1993

2) La DS est la tendance du PT animée par les membres de la IV^{ème} Internationale, et "Na luta, PT", est une scission de l'Articulation, dont la base est surtout paysanne.

3) Courant issu d'anciens secteurs de la gauche du PT, qui fait un tournant social-démocrate teinté de libéralisme.

Radical, pas sectaire

Olívio Dutra, militant du Parti des travailleurs (PT) et maire depuis quatre ans de Porto Alegre, la capitale de l'Etat du Rio grande do sul, une ville d'un million et demi d'habitants, a été interviewé par *Em Tempo*, le mensuel de la Tendance Démocratie socialiste du PT.

DOCUMENT



EM TEMPO : Quel est ton bilan de quatre années d'administration populaire à Porto Alegre ?

Olívio DUTRA : L'expérience de Porto Alegre a été positive pour la gauche, et pour la ville dans son ensemble. Nous, le PT et nos alliés, nous apprenons ensemble et nous établissons des relations horizontales, démocratiques entre ces partis pour que l'action ne soit pas précipitée, cahotique. Il existe une bonne relation entre l'équipe dans son ensemble, et la ville, une relation qui a vu s'intensifier la participation consciente des citoyens au processus.

● Quels ont été les fruits de cette première expérience ?

Nous nous sommes attaqués aux problèmes d'infra-structures, l'assainissement, l'éducation, la santé et les transports. Mais nous avons aussi réalisé des choses difficilement quantifiables, mais qui sont fondamentales pour l'exercice d'une citoyenneté consciente. La population de seize districts de la ville participe aujourd'hui à la discussion sur la redistribution des revenus de la ville : le "Budget participatif" se tient de façon ouverte, en séances plénières. Notre équipe de gauche a été sainement démocratique et respectueuse de la base.

● Quelle sont les principales difficultés rencontrées au cours de votre mandat ?

Nous avons eu des difficultés à différents niveaux, dûes aussi à notre manque d'expérience. En 220 ans d'histoire, aucun parti similaire au notre par ses origines ou

son appartenance de classe n'a gouverné la ville de Porto Alegre. Les maires ici ont toujours été issus de partis traditionnels, populistes. Les premières difficultés ont donc été l'inexpérience, et l'héritage d'un appareil au fonctionnement avarié, de par ses relations avec les secteurs privilégiés de la ville, de par le corporatisme qui y règne et ses pesanteurs bureaucratiques.

Il fallait aussi assumer notre propre défi, répondre aux espoirs que nous avions suscités dans la population et auxquels nous ne pouvions répondre dans l'immédiat. Nous nous sommes heurtés au sabotage du pouvoir véritable, celui des secteurs patronaux. Nous n'étions pas à la municipalité depuis deux mois que les sociétés de transports en commun nous ont défiés. Elles ont organisé un *lock-out*, ont retiré les omnibus du centre-ville et les ont emmenés au dépôt.

● Est-ce que votre politique a été correcte ?

Nous ne pouvions appréhender le *lock-out* d'une autre manière. Je pense que il était correct d'intervenir comme nous l'avons fait dans 6 des 14 sociétés. Cela nous a permis de nous approprier tous les éléments du fonctionnement du système et d'élaborer une politique de transport que nous avons améliorée par la suite. La première année, nous avons commis l'erreur d'appliquer des tarifs 430 % en deça de l'inflation annuelle, or le secteur ne disposait d'aucune autre source de financement. Nous avons corrigé cette erreur depuis, en menant une politique de vérité des prix. Le prix du billet est indexé sur le taux d'inflation.

Mais nous avons encore beaucoup de choses à résoudre : le financement, d'une

part, et la taxe de transport qui est une bataille ancienne, perdue déjà trois fois au Conseil municipal. Cette taxe ferait que le secteur des services, l'industrie, le commerce, tout le secteur patronal investirait directement dans le transport collectif. Le conseil municipal n'a pas été d'accord et le secteur continue d'avoir comme seul financement les ressources issues de la vente des billets. Par ailleurs, beaucoup de gens bénéficient d'une allocation de transport.

● Le Front a innové en permettant la participation populaire à la gestion. Comment s'est passée la relation entre le peuple et l'équipe ?

Modifier les rapports entre le mouvement social, populaire, communautaire avec la machine publique était une autre gageure. J'estime que nous nous sommes saisis correctement de ce problème. Nous avons su affronter le mouvement et n'être pas seulement son reflet. Nous ne nous sommes pas précipités pour satisfaire n'importe laquelle de ses revendications. Nous discutons de propositions globales pour résoudre les problèmes de la ville. Nous cherchons à politiser le débat pour que le problème de trous dans la chaussée, devant la maison d'un camarade, soit discuté en référence à la problématique générale, et non comme un problème local, individuel. C'est dans ce cadre qu'est née la proposition du "budget participatif". Cette proposition n'était pas achevée, nous ne l'avons pas imposée et ce n'était pas non plus une concession aux desiderata de telle ou telle chefferie. Elle est le fruit d'une élaboration qui a vu des avancées et

des reculs au cours du débat que nous avons mené avec le mouvement social et populaire sur les relations entre l'Etat, la fonction publique et le citoyen organisé dans ses entités représentatives. Le Budget participatif qui a vu le jour au cours d'un processus de radicalisation démocratique demande à être encore amélioré.

● **Qu'entends-tu par améliorer ?**

Il y a beaucoup à faire, mais on n'y arrivera pas en établissant des règlements bureaucratiques de fonctionnement ou en cooptant des dirigeants. Nous devons progresser au même rythme que le mouvement. Il y a des désaccords évidents entre les villes, les quartiers et il n'y a pas d'unité contre les centres de pouvoir de la ville. Le Budget participatif doit devenir un lieu politisé et organisé où la population cherche à augmenter les revenus de la ville et à améliorer leur redistribution par des politiques publiques de gouvernement municipal, sous le contrôle du citoyen. Le budget participatif doit se transformer en pression organisée du citoyen sur ce qu'on appelle l'initiative privée pour qu'elle aussi investisse dans la qualité de la vie de la ville. Nous devons donc, faire encore beaucoup pour améliorer cet outil, mais il est déjà très riche. Le budget participatif ne peut être bureaucratisé, transformé en courroie de transmission.

● **Le PT défend le socialisme, la démocratie directe, un Etat démocratique. A-t-il été possible d'appliquer cette orientation dans l'administration quotidienne ? Est-ce que cette expérience a modifié les conceptions du PT ?**

Grâce à Dieu, grâce à Dieu, — et je ne cite pas Dieu en vain — l'expérience d'administration populaire nous a fait évoluer. Nous, moi individuellement, les camarades qui ont participé à cette expérience, le parti tout entier et, je pense des secteurs significatifs de la gauche ont revu, corrigé leur façon de réfléchir. Ils se sont assouplis, ils ont rompu avec le dogmatisme, l'artificiel, le formalisme des relations politiques. Nous avons vu que les jalons d'une gestion de gauche qui comptent réellement pour la construction du socialisme sont de deux ordres, et je ne simplifie pas : la déprivatisation de l'Etat, de la machine publique, qui ne peut répondre à l'intérêt des personnes et des partis du gouvernement ou des groupes économiques et la désétatisation de la société, à travers un Etat, une machine publique qui

ne soit pas étouffante, qui ne s'abatte pas sur le citoyen, en inhibant sa créativité, sa différence, sa personnalité. La machine publique doit permettre au citoyen de s'exprimer librement dans tous les sens. Donc, ces deux jalons deviennent évidents pour nous et ils nous stimulent, nous qui sommes de gauche, nous, chrétiens radicaux, socialistes, communistes qui composons le PT et les autres partis qui forment le front populaire.

● **Les succès de l'administration populaire ont en un écho national. Une enquête publiée par Datafolha a révélé que 55 % des habitants de Porto Alegre, la jugeaient bonne ou excellente. Le PT a-t-il fait le même bilan ? Quelles ont été vos relations avec le parti ?**

Je pense que nous avons tous appris. Nous avons constaté d'abord, que la municipalité n'est pas une instance du parti. Nous n'avons pas été une courroie de transmission du parti car nous n'attendions pas son avis pour prendre des décisions. En chemin, nous nous sommes aperçus que ce sont des sphères qui s'interpénètrent, mais qui ont une relative autonomie. Des instances qui permettent des relations permanentes entre les cadres qui ont des fonctions municipales et ceux qui participent aux instances de délibération de notre parti ont été constituées. C'est une relation riche, pas linéaire, ou faussement harmonieuse, qui escamote des choses. Non, une relation discutée, perfectionnée. Je pense que Porto Alegre est un bon exemple d'équilibre entre les instances du parti et notre tâche qui consiste à gouverner avec d'autres partis et la société.

● **Des courants de gauche prétendent que le parti devient social-démocrate. Est-ce vrai ?**

J'ai toujours eu peur de cette bipolarisation, de cette contradiction ancienne dans la gauche, simplifiée, binaire, entre réforme et révolution. Nous n'avons pas à avoir honte de dire que nous sommes réformistes. En tant qu'équipe municipale, nous ne pouvons pas faire la révolution et nous ne pouvons pas abandonner la municipalité. Nous sommes un parti qui veut le pouvoir mais nous n'avons pas accumulé assez d'expérience dans la société brésilienne pour prétendre arriver seuls au pouvoir par la révolution, ou que tout se transformera en dix jours ou en peu de temps. Nous devons donc construire patiemment, avec persévérance et de façon révolution-

naire la réalité. Mais il faut la connaître en détail. Pour transformer la réalité, nous devons siéger dans les municipalités, nous approprier cette expérience qui était avant l'apanage de la droite. Il ne suffit pas de siéger à la municipalité, d'installer des fontaines publiques, de bitumer les chaussées, ou de créer des logements populaires. Tout cela doit être planifié, de façon conséquente, dirigée.

Le socialisme réel a toujours été notre objectif. Le PT a été écouté parce qu'il disait que la classe ouvrière n'avait pas de schéma idéologique, n'avait pas une seule façon de faire la révolution, et que le socialisme ne serait pas réalisé par une simple propagande, un simple discours, ou des schémas de contrôle d'appareils. Parce que nous avons su poser ces questions, notre parti est aujourd'hui une référence pour la gauche dans son ensemble. Nous avons encore beaucoup à apprendre de camarades du camp de la gauche, socialistes, communistes qui veulent repenser une série de questions sur le destin de l'humanité, sur la société que nous voulons et de comment faire, dans la réalité, cette utopie généreuse de la société socialiste. Alors, je n'ai pas honte de dire que nous devons faire des réformes. En asphaltant l'unique rue de la ville, tu ne résouds pas tous les problèmes de la ville. Mais si tu fais une priorité de la participation populaire, du contrôle populaire, tu déclenches un processus. Par une réforme tu déclenches un processus transformateur et révolutionnaire.

● **Si tu devais donner un conseil au PT, que serait-il ?**

Ce serait de dire qu'il ne faut pas cesser d'être radical, mais sans être sectaire. La radicalité du PT consiste à toujours aller aux racines des problèmes du peuple brésilien. Ces racines sont la misère, la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains de quelques uns, l'utilisation de l'Etat pour satisfaire les intérêts de ces groupes de privilégiés. Le PT doit construire, en tant que municipalité et en tant que parti inséré dans la vie du peuple, des formes de citoyenneté et s'approprier la connaissance sur le fonctionnement de la machine d'Etat, et influencer sur elle et sur les gouvernants, qu'il soit ou non au gouvernement. ★

Propos recueillis par Patricia Pessi,
février 1993

Chasse aux sorcières

Le 27 octobre dernier, la police politique sud-coréenne arrêtait Ilbung Choe, après plusieurs mois de harcèlement. Son "crime" : être un éditeur de gauche dans un pays qui vit encore, non seulement à l'ère de la "guerre froide" mais aussi en plein McCarthysme.

Ilbung Choe, en effet, avait investi un modeste héritage familial dans la mise sur pied d'une maison d'éditions en langue coréenne, la New Review Editions. Sans même parvenir à amortir ses frais, ce qui est le lot commun de la plupart des entreprises d'édition politique de gauche non soutenues par une organisation, Ilbung Choe avait publié dans son pays des ouvrages tels que *La révolution trahie* de Trotsky (préfacé par Ernest Mandel), *Le dernier combat de Lénine* de Moshé Lewin, le *Rosa Luxemburg* de Tony Cliff ou encore des Cahiers de l'Institut international de recherche et d'étude d'Amsterdam comme *La révolution permanente* de Michael Löwy et *Plan, marché et démocratie* de Catherine Samary.

Inculpé de "crimes contre l'Etat" sous une loi scélérate, la Loi de la Sécurité Nationale, qui permet de tout réprimer, des liens présumés avec la Corée du Nord jusqu'aux "délits d'opinion" contre l'Etat Sud-Coréen, Ilbung Choe a été condamné, le 2 janvier, à deux ans de prison.

Une campagne internationale est en cours pour exiger sa libération immédiate. Le nouveau président de la Corée du Sud, Kim Young Sam, qui a prêté serment le 25 février, a annoncé une vaste amnistie qui devrait concerner des dizaines de milliers de personnes. Lui-même ancien dissident ayant rallié le parti gouvernemental, Kim Young Sam a promis de libéraliser la vie politique du pays. Toutefois, les conditions de l'amnistie qu'il a annoncée augurent mal de la suite des événements, puisque qu'il aurait décidé d'en exclure "les socialistes et les violeurs" (sic). Il reste néanmoins possible, sans être probable, d'obtenir que l'amnistie couvre Ilbung Choe.

Pour cela, il faut envoyer urgemment des messages exigeant sa libération au Président de la République de Corée, c/o Ministère des affaires Etrangères, à Séoul (fax n° 822 - 720 2686).

Ilbung Choe, âgé de 35 ans, est père de trois enfants, dont le dernier est né après son arrestation. Son épouse et sa mère ont été fortement éprouvées par le harcèlement policier que le foyer a subi. ■



TUNISIE

Répression tous azimuts

Le régime tunisien vient de confirmer son caractère dictatorial. Après avoir emprisonné 8000 militants présumés de En-Nahdha (mouvement intégriste non reconnu), les militants de l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR, section de la IV^{ème} Internationale en Tunisie), ceux du Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie (PCOT, pro-albanais), condamnés à des peines pouvant aller jusqu'à quatre ans de prison pour ce qui reste un délit d'opinion, après avoir dissout la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), il vient d'arrêter 18 démocrates, coupables à ses yeux d'avoir annoncé la fondation du "Comité national de défense des prisonniers d'Opinion" (CNDPO). Les fondateurs, figures connues du syndicalisme enseignant et étudiant, militants des droits de l'homme ou opposants de longue date au régime, se proposaient la libération des prisonniers d'opinion et l'éradication du phénomène de la torture.

Accusés de diffusion de fausses nouvelles, d'atteinte à l'ordre public, et de constitution d'une organisation illégale, ils ont tous été entendus par le juge d'instruction et relâchés, à l'exception d'un seul, Salah Hamzaoui, le coordinateur du comité, sous mandat de dépôt. Une campagne internationale de protestation a permis de faire reculer le pouvoir. Il a dû revenir sur sa décision initiale d'expulser l'un des fondateurs, Tahar Chagrouche, de nationalité algérienne, et a finalement dû accorder la liberté provisoire à Salah Hamzaoui. La campagne de protestation auprès des autorités tunisiennes doit continuer, jusqu'au procès des fondateurs du CNDPO, pour exiger l'arrêt des poursuites et la levée des inculpations ! ■

Elections sur fond de crise

C'est dans un contexte marqué par une crise économique très grave que les élections législatives viennent de se dérouler. Cela explique sans doute que la stratégie électorale initiale ait été modifiée : l'éventualité de candidatures pluralistes avait été discutée, et l'on avait envisagé que des candidats députés soient choisis après des débats dans la population. En fait, les candidats ont été présélectionnés par des commissions composées des dirigeants des organisations de masse. Le débat politique en a été limité et la possibilité de choix pour la population inexistante. Le vote blanc ou nul, évalué à 10 ou 20 %, est plus important à La Havane qu'en province.

Pour comprendre les enjeux de ce processus électoral en partie factice, il faut se rappeler que Washington a mis trois conditions à la levée de l'embargo : la fin de la présence militaire soviétique, l'arrêt de l'aide aux révolutionnaires latino-américains et la tenue d'élections libres (c'est-à-dire incluant la participation des partis financés par l'exil). Seule la troisième n'a pas été réalisée. L'étendard de la démocratie n'est brandi par les Américains que pour étrangler le dernier vestige de décennies de luttes contre l'empire, le symbole d'une résistance inacceptable. Accepter ces exigences serait un suicide mais Fidel Castro, s'il a bien compris ce défi ne peut y répondre, car pour contre-carrer l'efficacité de la propagande américaine, il faudrait élargir les libertés politiques et les droits civiques, ce qui va bien au-delà du parlementarisme et de plebiscite présidentiel.

Pour la première fois depuis 34 ans, la population a pu élire au suffrage direct ses représentants à l'Assemblée nationale, mais le renouvellement réel du personnel politique (seuls 98 députés sur les 510 de la précédente législature ont été réélus) ne peut faire oublier qu'il ne s'agit pas d'une réactivation d'un véritable pouvoir populaire.

Dans les circonstances actuelles, l'alternative ne peut être élections parlementaires dans le cadre du parti unique ou pluripartisme sans rivages. Un troisième choix était envisageable : revitaliser les structures politiques nécrées, les Organes de pouvoir populaire, en acceptant le pluralisme des opinions et des candidatures dans le cadre des institutions existantes de la révolution. Mais cette option remettrait en cause l'hégémonie et le monolithisme du parti unique. ■